

JORDI MORELLÓ BAGET (ed.)

FINANCIAR EL REINO TERRENAL
LA CONTRIBUCIÓN DE LA IGLESIA
A FINALES DE LA EDAD MEDIA (SIGLOS XIII-XVI)

CONSEJO SUPERIOR DE INVESTIGACIONES CIENTÍFICAS
INSTITUCIÓN MILÀ I FONTANALS
DEPARTAMENTO DE CIENCIAS HISTÓRICAS - ESTUDIOS MEDIEVALES
BARCELONA, 2013

ÍNDICE

Introducción	9-14
ARMAND JAMME (CNRS Lyon-Avignon), <i>Interférences et individualisations fiscales: une révision des relations entre la monarchie de France et le siège apostolique aux XIII^e et XIV^e siècles</i>	15-53
MARIO FARELO (Universidade Nova de Lisboa), <i>Payer au roi et au pape. Les décimes pontificales imposées au clergé portugais pendant l'époque avignonnaise</i>	55-106
AMANDINE LE ROUX (Université de Bari), <i>Des collecteurs spécialisés aux collecteurs generalistes. L'établissement du système collectoral en Provence (1249-1514)</i>	107-129
PERE VERDÉS PIJUAN (IMF-CSIC Barcelona), <i>La contribución eclesiástica a la fiscalidad municipal en Cataluña durante la época bajomedieval</i>	131-168
JORDI MORELLÓ BAGET (IMF-CSIC Barcelona), <i>El clero de Catalunya davant els impostos del General (a propòsit de la compravenda de draps al bisbat de Barcelona a la dècada de 1370)</i>	169-279
MARIA BONET DONATO (Universitat Rovira i Virgili/Tarragona), <i>Obligaciones y contribuciones de los hospitalarios hispanos al convento de Rodas</i>	281-313
ÓSCAR VILLARROEL GONZÁLEZ (Universidad Complutense de Madrid), <i>La tributación de los eclesiásticos castellanos en el siglo XV: entre el rey y el papa</i>	315-343

ELENA CATALÁN (Universidad del País Vasco), <i>De la décima al subsidio. Fiscalidad eclesiástica en la diócesis de Calahorra y La Calzada (siglos XV-XVI)</i>	345-377
ÁNGEL GALÁN-ÁGATA ORTEGA (Universidad de Málaga), <i>La implantación de la fiscalidad eclesiástica en el reino de Granada. La generosidad regia y la lucha por los diezmos de los vencidos</i> ...	379-409

PAYER AU ROI ET AU PAPE. LES DÉCIMES PONTIFICALES IMPOSÉES AU CLERGÉ PORTUGAIS PENDANT L'ÉPOQUE AVIGNONNAISE¹

MÁRIO FARELO

Instituto de Estudos Medievais/FCSH-UNL
Centro de Estudos de História Religiosa/FT-UCP

Le thème de la fiscalité apostolique au temps des papes d'Avignon a toujours suscité un vif intérêt auprès des historiens, notamment depuis l'ouverture aux chercheurs de l'*Archivio Segreto Vaticano*.² En étant une période essentiellement associée à l'amélioration et l'accroissement de la machine administrative

¹ Travail élaboré dans le cadre d'un projet de post-doctorat subventionné par la Fundação para a Ciência e a Tecnologia, intitulé *Le royaume du Portugal et l'interventionnisme de la Papauté d'Avignon (1305-1377)* accueilli depuis mai 2009 par le Centre d'Études d'Histoire Religieuse de l'Universidade Católica Portuguesa (CEHR), par l'Instituto de Estudos Medievais de l'Universidade Nova de Lisboa (IEM) et par le Laboratoire de Médiévisique Occidentale de Paris-Université Paris I/CNRS (LAMOP). Abréviations employées: ADB = Arquivo Distrital de Braga; ASV = Archivio Segreto Vaticano; Coll. = *Collectoriae*; cx = boîte; ed/eds = éditeur/s; gav. = tiroir; LCBXII = Jean-Marie VIDAL (éd.), *Lettres communes du pape Benoît XII*, 3 vol., Paris, A. Fontemoing, 1903-1911; LCGXI = Anne-Marie HAYEZ et al. (éds.), *Grégoire XI (1370-1378). Lettres communes analysées d'après les registres dits d'Avignon et du Vatican*, vol. I-III, Rome, École française de Rome, 1992-1993 (publiées); années IV à VII, 1997-2008 (polycopiées); LCJXXII = Guillaume MOLLAT (éd.), *Lettres communes du pape Jean XXII (1316-1334). Lettres communes analysées d'après les Registres dits d'Avignon et du Vatican*, 16 vol., Paris, École française de Rome, 1904-1947; LCUV = Marie-Hyacinthe LAURENT et al. (éds.), *Urbain V (1362-1370). Lettres communes analysées d'après les registres dits d'Avignon et du Vatican*, 13 vol., Paris, Boccard, 1954-1985; LSCBXII (*Étranger*) = Jean-Marie VIDAL et Guillaume MOLLAT (éds.), *Benoît XII. Lettres closes patentes intéressant les pays autres que la France*, 2 vol., Paris, Fontemoing & Compagnie éditeurs, 1913-1950; LCCVI (*Étranger*) = Eugène DEPRez et Guillaume MOLLAT (éds.), *Clément VI. Lettres closes, patentes et curiales intéressant les pays autres que la France*, Paris, 1960-1961; LSCGXII (*Étranger*) = Guillaume MOLLAT (éd.), *Lettres secrètes et curiales du pape Grégoire XI (1370-1378) intéressant les pays autres que la France publiées ou analysées d'après les registres du Vatican*, Paris, 1962-1965; LSCGXII (*France*) = Léon PIROT et al. (éds.), *Lettres secrètes et curiales de Grégoire XI relatives à la France*, Paris, Boccard, 1935-1957; LSCIVI = Pierre GASNAULT, Marie-Hyacinthe LAURENT et Nicole GOTTERI (éds.), *Lettres secrètes et curiales d'Innocent VI*, 5 vol., Paris-Rome, Boccard, 1959-2006; LSCJXXII = Auguste COULON et Suzanne CLÉMENTET (éds.), *Lettres secrètes et curiales de Jean XXII relatives à la France*, 3 vol., Paris, Fontemoing & Compagnie éditeurs, 1900-1962; m. = liasse; n.° = numero; Reg. Aven. = *Registra Avenionensia*; Reg. Vat. = *Registra Vaticana*; s.v. = *sub verbis*; TT = Arquivo Nacional da Torre do Tombo; vol. = volume.

² Sur la conjoncture entourant cette ouverture à la fin du XIX^e siècle, voir par exemple Owen CHADWICK, *Catholicism and History: The Opening of the Vatican Archives*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978.

des papes —toujours à la quête de nouvelles ressources financières destinées à maintenir le faste curiale et les entreprises militaires de la papauté— les historiens y ont vu un moment définitif de l'établissement d'un corps de gestionnaires spécialisés et la diversification des droits fiscaux demandés par le pouvoir pontifical.³ En partant de l'étude institutionnelle et sociologique de l'institution responsable pour cette gestion, la Chambre Apostolique, une nouvelle perspective de recherche s'était très vite développée autour des formes et des conjonctures qui ont présidé aux relations que cette institution curiale entretenait avec les divers espaces juridictionnels tels que les royaumes ou les diocèses à l'échelle de la Chrétienté.

Sans atteindre le niveau d'autres historiographies (française, allemande et anglaise, notamment), il faut tout de même remarquer que la médiévistique ibérique a bénéficiée, pour sa part, de tout l'engouement de l'exploitation de la documentation apostolique au long du xx^e siècle. En effet, la mise en place à Rome de structures scientifiques d'encadrement tels le Centro Español de Estudios Eclesiásticos et la Escuela Española de Historia y Arqueología en Roma ont permis que des chercheurs espagnols, alors très engagés et très au faite de la production sur l'histoire de la papauté, puissent identifier, publier et travailler la documentation camérale intéressant à leurs espaces d'origine.⁴ C'est ainsi grâce à la spécialisation de chercheurs tels que José Zunzunegui Aramburu pour la Castille, de José Goñi Gaztambide pour la Navarre et de José Trenchs Ódena pour l'Aragon que la plupart des anciens royaumes ibériques se sont dotés d'une réelle connaissance sur les agissements de la Chambre apostolique sur leurs territoires respectifs. Tout en travaillant sur une documentation camérale et pontificale presque toujours inédite, ils furent capables de produire des synthèses partielles

³ La prépondérance que l'argument de la centralisation fiscale et financière de la papauté a acquise dans l'historiographie depuis le début du xx^e siècle a été tamisée dans les dernières décennies, au même temps qu'il s'insiste sur les continuités entre la papauté «romaine» du xiii^e siècle et celle établie entre 1305 et 1377 à Avignon. Valerie THEIS, *Les progrès de la centralisation romaine au siècle de la papauté avignonnaise (1305-1378)*, in Marie-Madeleine de CEVINS et Jean-Michel MATZ (dir.), *Structures et dynamiques religieuses dans les sociétés de l'Occident latin (1179-1449)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p. 33.

⁴ Sur l'histoire de ces institutions, voir Justo FERNÁNDEZ ALONSO, *El Centro Español de Estudios Eclesiásticos (1950-1975)*, Rome, Iglesia Nacional Española, 1975; José TRENCHS ÓDEN, *España y el Archivo Vaticano: una aproximación a la labor realizada por españoles en el archivo durante este último siglo*, in *L'Archivio Segreto Vaticano e le ricerche storiche*, Roma, UNIONE, 1983, pp. 91-119; Jorge DÍAZ IBÁÑEZ, *El pontificado y los reinos peninsulares durante la Edad Media. Balance historiográfico*, «En la España Medieval», 24 (2001), pp. 465-536 et Cristina JULAR PÉREZ-ALFARO, *Historia medieval y prácticas de investigación (I) et Historia medieval y prácticas de investigación (y II)*, in Ricardo OLMOS, Trinidad TORTOSA et Juan Pedro BELLÓN (dirs.) *Repensar la escuela del CSIC en Roma, cien años de memoria*, Madrid, CSIC, 2010, pp. 279-294, 491-510. Presque chaque état de l'Europe Occidentale dispose de ses propres centres d'investigation à Rome dont leur histoire demeure un sujet d'étude important: à part le collectif *L'Archivio Segreto Vaticano e le ricerche storiche* déjà évoqué, voir Jorge GARCÍA SÁNCHEZ, *Roma y las academias internacionales*, in *Repensar la escuela del CSIC en Roma, cien años de memoria*, Madrid, CSIC, 2010, pp. 77-107; Angela WINDHOLZ, «Et in academia ego». *Ausländische Akademien in Rom zwischen künstlerischer Standortbestimmung und nationer Repräsentation (1750-1914)*, Regensburg, Schnell & Steiner, 2008.

où se détaillait l'histoire des collectories hispaniques (Castille,⁵ Aragon⁶) pendant un espace de temps donné, très souvent un pontificat. De plus, la richesse informative fournie par les registres de la chancellerie apostolique et les manuels de collectorie a été exploitée de façon à mieux faire connaître les interactions entre la Chambre apostolique et certaines institutions et agents ecclésiastiques agissant dans ces espaces,⁷ notamment en ce qui concerne les moyens, l'étendue et l'organisation de la perception de certains des droits comme les décimes,⁸

⁵ José ZUNZUNEGUI [ARAMBURU], *La Cámara apostólica y el Reino de Castilla durante el Pontificado de Inocencio VI (1352-1362)*, «Anthologica Annua», 1 (1953), pp. 155-184; José GOÑI GAZTAMBIDE, *El fiscalismo Pontificio en España en tiempo de Juan XXII*, «Anthologica Annua», 14 (1966), pp. 65-99; José ZUNZUNEGUI [ARAMBURU], *Para la historia de la diócesis de Segorbe y Albarracín en la primera mitad del siglo XIV*, «Anthologica Annua», 16 (1968), pp. 11-24; José TRENCHS ÓDENA, *Aspectos de la fiscalidad pontificia en la diócesis de León (1300-1362)*, in *León Medieval. Doce estudios*, León, Colegio Universitario de León, 1978, pp. 115-137; Peter LINEHAN, *The Church, the economy and the Reconquista in early fourteenth century Castille*, «Revista Española de Teología», 43/2 (1983), pp. 275-303; Jorge DÍAZ IBÁÑEZ, *Pontificado e iglesias locales en Castilla. El caso del obispado de Cuenca (siglos XII-XV)*, «Anthologica Annua», 44 (1997), pp. 381-483.

⁶ Johannes VINCKE, *Des König von Aragon und die Camera Apostolica in den Anfängen des Grossen Schismas*, «Gesammelte Aufsätze zur Kulturgeschichte Spaniens. Spanische Forschungen der Görresgesellschaft», 7 (1938), pp. 84-106; José TRENCHS ÓDENA, *La Cámara Apostólica y el reino de Aragón. Las colectorías papales bajo Benedicto XII*, 3 vol., thèse de doctorat, Universitat de Barcelona, 1971. Le sujet a été dernièrement repris par Jordi Morelló Baget, de qui nous attendons d'importantes contributions dont une, assez stimulante, fut objet de publication récente: Jordi MORELLÓ BAGET, *La maquinaria fiscal del papado aviñonés en la Corona de Aragón: la colectoría de Berenguer Ribalta (1400-1402)*, «Anuario de Estudios Medievales», 39/1 (enero-junio 2009), pp. 65-125.

⁷ Guillaume MOLLAT, *Les comptes de Jean de Rivesaltes, collecteur apostolique dans le diocèse d'Elne*, «Revue d'Histoire et d'Archéologie du Roussillon», 5 (1904), pp. 296-312 et 373-388; 6 (1905), pp. 22-32 et 59-61; José RIUS SERRA, *La colectoría de Almaraz Cabrespí con el inventario de los bienes del obispo Ferrer Colom (1334-40)*, «Analecta Sacra Tarraconensia», 15 (1942), pp. 362-396; José TRENCHS ÓDENA, *Dos colectores franceses, Ponç Teixidor y Almeraz de Cabrespí, en la Corona de Aragón*, «Mémoires de la Société Archéologique de Montpellier», XVI (1988), pp. 187-201; Joan Josep BUSQUETA RIU, *L'acció dels receptors pontificis a Sant Andreu del Palomar (1348): Aplicació de mètodes gràfics per al seu estudi*, «Finestrelles», 4 (1992), pp. 19-46; Jordi MORELLÓ BAGET, *Andanzas (y malandanzas) de un colector pontificio en la Corona de Aragón: el caso de Folc Perer (1351-1371)*, in Ángel GALÁN SÁNCHEZ et Ernesto GARCÍA FERNÁNDEZ (eds.), *En busca de Zaqueo: los recaudadores de impuestos en las épocas medieval y moderna*, Madrid, Instituto de Estudios Fiscales, 2012, pp. 175-192. Pour la période du Grand Schisme, voir Ovidio CUELLA ESTEBÁN, *Las exigencias financieras de la Cámara Apostólica durante el Cisma de Occidentes y su repercusión en el arcedianato de Calatayud*, in *Segundo Encuentros de Estudios Bilbilitanos (Calatayud, 5-7 de Diciembre de 1986)*, Actas, vol. 2, Calatayud, Centro de Estudios Bilbilitanos, Institución Fernando El Católico, 1989, pp. 227-241.

⁸ José RIUS SERRA, *El obispado de Lérida en el siglo XIII. La décima de cruzada de 1279*, «Esperanza. Revista del Seminario de Lérida», (1925-1926), pp. 1-26; José ZUNZUNEGUI ARAMBURU, *Un episodio de la recolección de la décima otorgada al infante Pedro de Castilla (1317)*, «Scriptorium Victorienense», 8 (1961), pp. 170-173; José TRENCHS ÓDENA, *Los diezmos de la diócesis de Tarragona (1354-1355)*, «Miscelánea de Textos Medievales», 2 (1974), pp. 13-64. Plus récemment cette exaction a été sujet d'importantes études, notamment ceux de Mercedes VÁZQUEZ BERTOMEU, *Una fuente para el estudio de la geografía eclesiástica de Galicia en la Baja Edad Media: las tasaciones del subsidio y la décima*, «Cuadernos de Estudios Gallegos», XLIX/115 (2002), pp. 57-80; Manuel SÁNCHEZ MARTÍNEZ, *Fiscalidad pontificia y finanzas reales en Cataluña a mediados del siglo XIV: las décimas de 1349, 1351 y 1354*, «Estudis Castellonencs», 6 (1994-1995), pp. 1277-1296, réimprimé dans *IDEM*, *Pagar el Rey en la Corona de Aragón durante el siglo XIV*, Barcelona, CSIC, 2003, pp. 143-170; Jordi MORELLÓ BAGET, *La contribución de la Iglesia a las arcas del rey: a propósito de la recaudación de las décimas en la Corona de Aragón a finales del siglo XIV y principios del XV*, in Denis MENJOT, Manuel SÁNCHEZ MARTÍNEZ (dirs.), *El Dinero de Dios. Iglesia y fiscalidad en el Occidente medieval (siglos XIII-XV)*, Madrid, Ministerio de Economía y Hacienda-Instituto de Estudios Fiscales, 2011, pp. 167-190.

les taxes⁹ ou les dépouilles des prélats.¹⁰ Ces apports partiels ont fourni les arguments les plus substantifs pour l'élaboration de synthèses générales plus ou moins imposantes.¹¹

Si nous avons insisté dès le départ sur le cadre hispanique, c'est pour signaler les différences avec le cas lusitanien. Ici, pas de synthèses générales et très peu de travaux spécifiques.¹² Les raisons, de nature diverse, sont connues et toujours regrettées. En premier lieu, le manque d'institutions qui puissent fournir un coussin scientifique convenable au travail des chercheurs demeure toujours un argument très prenant.¹³ Il reste que d'autres facteurs semblent tout aussi opératifs, surtout lorsque l'on pense à la piètre attention que la documentation camérale relative au Portugal a méritée aux chercheurs qui pouvaient en connaissance de cause développer ces questions, à l'instar des spécialistes évoqués ci-haut. En

⁹ José TRENCHS ÓDENA, *Las tasas apostólicas y el gratis papal en la primera mitad del siglo XIV*, «Anuario de Estudios Medievales», 7 (1970-1971), pp. 313-336.

¹⁰ José GOÑI GAZTAMBIDE, *El derecho de espolio en Pamplona en el siglo XIV*, «Hispania Sacra», 11 (1958), pp. 157-174; José ZUNZUNEGUI ARAMBURU, *La percepción de los espolios del obispo de Tortosa D. Jaime Cyon (1348-1351)*, «Anthologica Annua», 13 (1965), pp. 361-390.

¹¹ Francisco Javier FERNÁNDEZ CONDE et Antonio OLIVER, *La corte pontificia de Aviñón y la Iglesia española* in Ricardo GARCÍA VILLOSLADA (dir.), *Historia de la Iglesia en España*, vol. II/2, Madrid, 1982, pp. 361-415; Vicente Ángel ÁLVAREZ PALENZUELA, *Aviñón: administración y finanzas de la monarquía pontificia*, «Historia 16», 160 (1989), pp. 53-65.

¹² J. Preto PACHECO, *O censo anual à Santa Sé de D. Afonso Henriques a D. Afonso III*, «Lusitania Sacra», 7 (1964-1966), pp. 237-264. C'est d'ailleurs syntopmatique que la dernière histoire de l'église au Portugal, ainsi que l'important dictionnaire que lui est joint (Carlos A. Moreira AZEVEDO (dir.), *Dicionário de História Religiosa de Portugal*, 4 vol., Lisbonne, Círculo dos Leitores-Centro de Estudos de História Religiosa da Universidade Católica Portuguesa, 2000-2001; *idem*, *História Religiosa de Portugal. I. Formação e limites da Cristandade*, coordination d'Ana Maria Jorge et Ana Maria Rodrigues, Lisbonne, Círculo dos Leitores, 2001) ne consacre aucune sous-section et aucun verbet, respectivement, à la collectorie portugaise pendant la période avignonnaise.

¹³ José Maria RODRIGUES, *Nota sobre a necessidade de nos Arquivos do Vaticano se fazerem investigações concernentes à História de Portugal*, Coimbra, Imprensa da Universidade, 1892 et dans «O Instituto», 40 (1893), pp. 310-317; Maria de Lurdes ROSA, *Notícias sobre fundos do Archivo Segreto Vaticano com interesse para a história medieval de Portugal*, «Lusitania Sacra», 5 (1993), pp. 379-390. À défaut de ce coussin scientifique, il existe tout de même à Rome deux institutions qui peuvent aider à l'accueil des chercheurs portugais et qui disposent de bibliothèques spécialisées. L'Instituto Português de Santo António em Rome, dépendant auparavant du Ministère des Finances et aujourd'hui du Ministère des Affaires Étrangères du Portugal, est une institution dont les racines remontent au XIV^e siècle et à l'accueil des pèlerins portugais à Rome et qui promet à ce jour une importante oeuvre de diffusion culturelle autour d'expositions, de cours de langue portugaise et de recitaux de musique erudite. Le Pontifio Colégio Português de Roma, appartenant à la Conférence Episcopale portugaise, quant à lui, développe une activité importante en tant que résidente d'accueil pour les ecclésiastiques que se dirigent et qui se maintiennent à Rome ou pour des motifs d'études ou d'autres. Il existe d'études plus ou moins exhaustives sur l'histoire de chacune de ces institutions, notamment Miguel de Almeida PAILE, *Santo António dos Portugueses em Roma*, 2 vol., Lisboa, União Gráfica, 1951-1952; Américo do Couto OLIVEIRA, *Situação Jurídica do Instituto de Santo António dos Portugueses em Roma e a sua Igreja*, Roma, s.n., 1987; Maria de Lurdes ROSA, *S. Antonio dei Portoghesi: Elementos para a história do Hospital Nacional Português em Roma (sécs. XIV-XX)*, «Lusitania Sacra», 5 (1993), pp. 319-378 et en italien dans *L'ospedale della nazione portoghese di Roma, sec. XIV-XX. Elementi di storia istituzionale e archivistica*, «Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée», 106/1 (1994), pp. 73-128; Arnaldo Pinto CARDOSO, *A fundação do Colégio Português em Roma e a formação do clero em Portugal*, «Lusitania Sacra», 3 (1991), pp. 291-348; Avelino de Jesus da COSTA, *Bulário Português do século XIII (1198-1303): homenagem ao Dr. Alberto Feio*, «Bracara Augusta», XXXIX/87-88 (Janeiro-Dezembro 1985), pp. 1-38.

effet, ceux qui auraient pu assumer cette tâche, comme Avelino de Jesus da Costa ou António Domingues de Sousa Costa, se sont intéressés à d'autres questions: le premier s'est attardé à la publication du bullaire portugais d'Innocent III et le dépouillement de la documentation apostolique concernant le Portugal au ^{xiv}^e siècle, tandis que le second s'est spécialisé dans la publication des suppliques apostoliques et dans la connaissance biographique des prélats portugais entre le ^{xiii}^e et le ^{xv}^e siècle.¹⁴

Cela fait que les contributions visant l'éclaircissement des relations fiscales entre la papauté d'Avignon et la Couronne portugaise —au même moment que leurs homologues espagnols travaillaient chacun «son espace»— eurent comme auteurs des chercheurs étrangers qui avaient plus ou moins de liens avec le Portugal et qui ont, conséquemment, abordé le cas lusitanien de façon accessoire dans le cadre d'études plus globales ou bénéficiant de la richesse de l'information qu'ils travaillaient. Yves Renouard joua un rôle très important dans le premier cas par l'étude qu'il fit des transferts d'argent de la collectorie portugaise vers la Chambre dans le cadre de son étude classique sur les relations entre les compagnies commerciales italiennes et la papauté avignonnaise.¹⁵ De même, les agissements d'agents pontificaux au Portugal motivèrent dans la décennie 1940 les travaux monographiques de Jean Glénisson et encore de Yves Renouard, dédiés respectivement au collecteur Bertrand du Mazel et au sous-collecteur et évêque lisbonnais Thibaud de Castillon.¹⁶

Plus récemment, ce sont toujours des historiens étrangers qui réussissent à produire les plus importants développements sur la question, soit par des études

¹⁴ L'encadrement scientifique de la production du premier peut être recueilli dans les travaux de ses anciens élèves et amis, notamment Maria Helena da Cruz COELHO, *Doutor Cônego Avelino de Jesus da Costa: o Professor, o Mestre*, «Revista Portuguesa de História», 25 (1990), pp. 309-317; *idem*, *Avelino de Jesus da Costa (1908-2000)*, «Anais da Universidade Autónoma de Lisboa-Série História», 5-6 (2000-2001), pp. 259-274; *idem*, *Abertura et A vasta obra de uma longa vida. Evocação do Mestre, Prof. Doutor Cón. Avelino de Jesus da Costa*, in *Vida e Obra do Prof. Doutor Cônego Avelino de Jesus da Costa. Catálogo da Exposição*, Coimbra, Reitoria da Universidade-Instituto de Paleografia e Diplomática, 2003, pp. 7-11, 21-45 et José MARQUES, *Prof. Doutor Avelino de Jesus da Costa: sinopse bio-bibliográfica*, «Theologica», XXVIII/2 (1993), pp. 285-304; *idem*, *Elogio do Professor doutor Cônego Avelino de Jesus da Costa (1908-2000)*, Lisbonne, Academia Portuguesa da História, 2007. Sur le Père Antonio Domingues de Sousa Costa, «le plus grande chercheur portugais aux Archives Vaticanes» dans l'opinion du propre Avelino de Jesus da Costa, voir ARQUIVO NACIONAL DA TORRE DO TOMBO, *Pe. António Domingues de Sousa Costa /Prof. doutor Luís Suárez Fernandez. Exposição bibliográfica*, Lisbonne, ANTT, 1992; Manuel Augusto RODRIGUES, *António Domingues de Sousa Costa. In Memoriam (16.02.1916 – 24.12.2002)*, «Boletim do Arquivo da Universidade de Coimbra», 21-22 (2001-2002), pp. 545-552; António de Sousa ARAÚJO, *António Domingues de Sousa Costa. Elementos para a sua Biobibliografia*, «Lusitania Sacra», 15 (2003), pp. 331-358; *idem*, *António Domingues de Sousa Costa, OFM, Canonista e Investigador (1926-2002). Elementos para a sua Biobibliografia*, «Itinerarium», XLIX/175-176 (2003), pp. 97-256.

¹⁵ Yves RENOARD, *Les relations des Papes d'Avignon et des compagnies commerciales et bancaires de 1316 à 1378*, Paris, École française de Rome, 1941.

¹⁶ Jean GLÉNISSON, *Un agent de la Chambre Apostolique au ^{xiv}^e siècle. Les missions de Bertrand du Mazel (1364-1378)*, «Mélanges d'archéologie et d'histoire de l'École française de Rome», 59 (1947), pp. 89-119 et Yves RENOARD, *Un Français du Sud-Ouest, évêque de Lisbonne au ^{xiv}^e siècle: Thibaud de Castillon (1348-56)*, «Bulletin des Études Portugaises», 13 (1949), pp. 29-51 et *idem*, *Études d'histoire médiévale*, vol. 2, Paris, SEVPEN, 1968, pp. 1035-1049.

de portée plus ou moins générale qui sont restés malheureusement inédits,¹⁷ soit dans le cadre des travaux résultant d'un travail qui était, au départ, d'une portée manifestement collatéral à ce sujet. Dans cette dernière catégorie il faut inclure les nombreuses informations révélées par Daniel Williman sur des procès de dépouilles de prélats lusitaniens et d'étrangers ayant des bénéfices au Portugal ou les sources camérales étudiées par José Luis Martín y Martín dans sa comparaison entre les caractéristiques du peuplement des diocèses de Lisbonne et de Coimbra au ^{xiv}^e siècle.¹⁸ L'exploitation de ces mêmes sources permet à Stéphane Boissellier de suivre une belle ligne d'investigation autour des logiques d'élaboration des documents produits par les collecteurs agissant au Portugal.¹⁹

Il reste que ces efforts collatéraux inviabilisent, pour l'instant, une connaissance effective sur les modalités de fixation au Portugal de la fiscalité apostolique et sur les relations qu'elle maintienne avec les institutions ecclésiastiques et royale établies dans royaume.²⁰ En fait, le travail effectué jusqu'à la fin du ^{xx}^e siècle s'est borné à l'agencement de considérations d'ordre générale et à établir des listes plus au moins exhaustives des nonces et des collecteurs qui ont œuvré au

¹⁷ La relation entre le royaume du Portugal et la Chambre apostolique au temps des papes d'Avignon a été le thème de deux communications non publiées, par José TRENCHS ÓDENA, *Colectorías en Portugal bajo Juan XXII*, in *Primeiro Congresso Luso-Espanhol de Estudos Medievais*, Porto, 1968 et Daniel WILLIMAN, *The Fiscality of Avignon and the Church of Portugal*, présentée à l'Université de Leeds, pendant le International Medieval Congress de l'année 2002.

¹⁸ Daniel WILLIMAN (dir.), *Bibliothèques ecclésiastiques au temps de la Papauté d'Avignon*, Paris, CNRS, 1980; Marie-Henriette JULLIEN DE POMMEROL, Jacques MONFRIN (dirs.), *Bibliothèques ecclésiastiques au temps de la Papauté d'Avignon. II. Inventaires de prélats et de clercs français – Édition*, Paris, CNRS, 2001; José Luis MARTÍN Y MARTÍN, *El poblamiento de Portugal según «collectorías» vaticanas del siglo xiv: diócesis de Lisboa y Coimbra*, «História. Revista da Faculdade de Letras da Universidade do Porto», XIII (1996), pp. 123-151.

¹⁹ Stéphane BOISELLIER, *Registres fiscaux et administratifs de bénéfices ecclésiastiques du royaume portugais, ^{xiii}^e-^{xiv}^e siècles (édition et présentation). Contribution à l'étude du phénomène administratif*, Mémoire inédit (I) présenté pour l'Habilitation à diriger les Recherches à l'Université Paris I – Sorbonne, 2002 (publiée récemment: Lisbonne, CEHR, 2012); *idem*, *Sur quelques manuscrits concernant la fiscalité pontificale au Portugal*, «Archivum Historiae Pontificiae», 43 (2005), pp. 13-45; *idem*, *Décimes et réserves des procurations dans la collectorie portugaise (1279-1371), l'apport des registres fiscaux pontificaux*, in Denis MENJOT et Manuel SÁNCHEZ MARTÍNEZ (dirs.), *El Dinero de Dios. Iglesia y fiscalidad en el Occidente medieval (siglos ^{xiii}-^{xv})*, Madrid, Ministerio de Economía y Hacienda-Instituto de Estudios Fiscales, 2011, pp. 71-90. Ces travaux se placent ainsi dans une logique différente de celles proposée par les autres historiographies ibériques sur l'étude des documents caméraux eux-mêmes: Santiago DOMÍNGUEZ SÁNCHEZ, *Aproximación a los documentos fiscales de la Cámara Pontificia: dos litterae conservadas en el archivo de la Catedral de León*, «Estudios humanísticos. Geografía, historia y arte», 19 (1997), pp. 51-66; José TRENCHS ÓDENA, *La Cámara Apostólica y sus documentos (la mitad del siglo xiv)*, «Boletín de la Sociedad Castellonense de Cultura», 58 (1982), pp. 629-652.

²⁰ S. BOISELLIER, *Décimes et réserves*, p. 1. Saúl António Gomes a assimilé la comptabilité épiscopale observée dans le diocèse de Lisbonne durant l'épiscopat de D. Gonçalo Pereira (1322-1326), à laquelle nous pourrions ajouter le cas de l'évêque lisbonnais Lourenço Rodrigues (1359-1364) (A. SARAIVA, *O quotidiano*) avec la pratique de la fiscalité pontificale avec laquelle lesdits évêques seraient très familiers; Saúl António GOMES, *O Arceidiácono de Santarém em 1332 in Santarém na Idade Média. Actas do Colóquio. 13 e 14 de Março 1998*, Santarém, Câmara Municipal de Santarém, 2007, pp. 171-195. Très récemment, une synthèse sur les droits fiscaux recueillis par les évêques portugais entre le ^{xiii}^e et le ^{xiv}^e siècle a été élaborée par Hermínia VILAR, *Fiscalidade régia e rendimentos eclesiásticos: a imposição dos direitos episcopais no Portugal medieval (séc. ^{xiii}-^{xiv})*, in Denis MENJOT, Manuel SÁNCHEZ MARTÍNEZ (dirs.), *El Dinero de Dios. Iglesia y fiscalidad en el Occidente medieval (siglos ^{xiii}-^{xv})*, Madrid, Ministerio de Economía y Hacienda-Instituto de Estudios Fiscales, 2011, pp. 51-70.

Portugal.²¹ Seulement dans les dernières années s'assiste à l'effort visant la publication d'études monographiques —étape indispensable à l'élaboration d'une future synthèse— centrées sur l'analyse de la publication d'importants documents indispensables à la connaissance des pratiques, du personnel et des objectifs de la collecterie portugaise, notamment sur les registres fiscaux,²² les registres des dépouilles des prélats qui ont occupé des évêchés et des dignités portugaises au ^{xiv}^e siècle²³ et des contributions pour l'éclaircissement des trajectoires des biographies des collecteurs qui séjournèrent au Portugal.²⁴

En réalité, la médiévistique lusitanienne a abordé aussi la question, de façon ponctuelle, par le truchement des transferts vers la fiscalité royale des impositions faites aux membres du corps ecclésiastique.

LES TRANSFERTS FISCAUX DU CLERGÉ VERS LA COURONNE PORTUGAISE AU MOYEN ÂGE

En tant que l'un des strates privilégiées de la société médiévale, le clergé bénéficiait de l'exemption de la plupart des taxes et des paiements imposés par d'autres que le pouvoir pontifical ou épiscopal. Par ailleurs, si par une quelconque raison, ce même clergé était appelé à participer à la collecte des taxes municipales ou royales, leur stratégie d'action était déterminée par les lois conciliaires et canoniques. Celles-ci limitaient la taxation cléricale selon le motif, la reconnaissance ecclésiastique et, en dernière instance, à l'autorisation pontificale.²⁵

²¹ Par exemple, Maria del Carmen BAÑARES MAESO, *Nuncios en Portugal bajo Juan XXII in Congresso Luso-Espanhol de Estudos Medievais. Comemoração do XI centenario da presúria de Portugal por Vímara Peres*, Porto, Câmara Municipal do Porto, 1968, pp. 156-158; F. ALMEIDA, *História da Igreja*, vol. I, pp. 487-488.

²² S. BOISSELLIER, *Registres fiscaux*.

²³ Anísio SARAIVA, *O processo de inquirição do espólio de um prelado trecentista: D. Afonso Pires, bispo do Porto (1359-1372)*, «Lusitania Sacra», 13-14 (2001-2002), pp. 197-228; *idem*, *O quotidiano da Casa de D. Lourenço Rodrigues, bispo de Lisboa (1359-1364†): notas de investigação*, «Lusitania Sacra», XVII (2005), pp. 419-438; *idem*, *Nepotism, illegitimacy and papal protection in the construction of a career: Rodrigo Pires de Oliveira, Bishop of Lamego (1311-1330†)*, «e-JPH», VI/1 (Summer 2008) [http://www.brown.edu/Departments/Portuguese_Brazilian_Studies/ejph/html/issue11/pdf/asaraiva.pdf]; Maria Helena da Cruz COELHO, Anísio SARAIVA, D. Vasco Martins, *vescovo di Oporto e di Lisbona: una carriera tra Portogallo ed Avignone durante la prima meta del Trecento*, in *A Igreja e o Clero Português no Contexto Europeu/The Church and the Portuguese Clergy in the European Context*, Lisbonne, Centro de Estudos de Historia Religiosa-Universidade Católica Portuguesa, 2005, pp. 119-136. Ce chercheur est en train de préparer l'édition des procès de dépouille des évêques lisboais Vasco Martins (1342-1344) et de Lourenço Rodrigues (1358-1364).

²⁴ Mário FARELO, *Les clercs étrangers au Portugal durant la période de la papauté avignonnaise: un aperçu préliminaire*, «Lusitania Sacra», 22 (2010), pp. 85-148; *idem*, «Pro defensione iuris regis». *Les relations entre la Couronne portugaise et le pape Clément V à la lumière du procès des Templiers*, in José Albuquerque CARREIRAS (dir.), *Actas do Colóquio 700 Anos da Extinção da Ordem do Templo*, Tomar, Instituto Politécnico de Tomar-Associação Portuguesa de Cister, 2012, pp. 107-153.

²⁵ Il faudrait avertir que la nécessité de l'autorisation apostolique dépendait de différentes raisons. Par exemple, en Angleterre il n'existait pas d'autorisation pontificale pour ces types de transferts depuis la décennie 1330. Mark W. ORMROD, *England in the Middle Ages*, in Richard BONNEY (ed), *The Rise of the Fiscal State in Europe, c. 1200-1815*, Oxford, Oxford University Press, 1999, p. 30. Nous remercions Antonio Castro Henriques de cette précision.

Ce tableau fit que les impositions faites au clergé médiéval fussent consenties à un nombre très restreint d'institutions, notamment à la papauté ou aux monarchies territoriales sous autorisation apostolique. C'est sur l'étude de cette dernière dimension qui a insisté l'historiographie portugaise. Dès lors, avec les travaux de Fortunato de Almeida sur la législation appliquée aux transferts financiers du clergé vers la Couronne d'après la perspective de la documentation canonique et royale.²⁶ Cet auteur préconise que la Couronne portugaise adopta un positionnement théorique et pratique sur cette question inspirée des *Partidas* (Partida 1^a, titre VI, loi 54). D'après cette dernière, tout en reconnaissant l'immunité ecclésiastique, le clergé pourrait être obligé à payer pour des choses que toucheraient à la défense du royaume, au bénéfice du domaine royal ou au bien commun.²⁷ Certainement l'exceptionnalité de ces prélèvements ont généré des abus. Innocent IV n'y avait pourtant pas manqué lorsqu'il énonça les abus financiers commis par le roi Sanche II sur son clergé comme l'un des arguments pour justifier la déposition de ce dernier lors du concile de Lyon I en 1245.²⁸

Avec l'accroissement de l'impact de l'École des Annales sur les études historiques au Portugal dans les années 1960 et 1970, ce sujet revendiqua un plus grand intérêt à la suite des études menés par le groupe entourant Virgínia Rau à la Faculté des Lettres de l'Université de Lisbonne.²⁹ Celui-ci fut l'encadrement historiographique de l'étude classique qu'Iria Gonçalves dédia aux *Pedidos e Empréstimos Públicos em Portugal durante a Idade Média* [*Aides et emprunts publics au Portugal pendant le Moyen Âge*].³⁰ À l'issue de l'étude monographique des exactions mises en évidence par les sources, l'auteur ne manqua pas d'aborder la question des impositions concédées par le corps ecclésiastique à la Couronne. Malgré le caractère innovateur de cette étude, le traitement de cette question précise passa surtout par l'identification et la caractérisation des subsides et des décimes consenties à la monarchie portugaise par la Curie pontificale. Cela veut dire que la connaissance que nous avons de cette fiscalité jusqu'à présent demeure notamment au niveau typologique.

Pour bien comprendre les interrelations fiscales entre ces deux pouvoirs, il faut avoir à esprit que les décimes ne constituent qu'une des «couleurs» dans la palette de transferts financiers du clergé national vers la Couronne. Dans cette perspective, le revenu qui semble alors le plus important est le «pedido» (littéralement signifiant «demande»), lequel était sollicité au clergé portugais dans des

²⁶ F. ALMEIDA, *História da Igreja*, vol. I, pp. 120-121 et 165.

²⁷ *Ibidem*, p. 165.

²⁸ *Ibidem*, p. 185. Pour l'étude de cette question, voir en dernier lieu JOSÉ VARANDAS, «*Bonus Rex*» ou «*Rex inutilis*». *As periferias e o centro. Redes de Poder no reinado de D. Sancho II (1223-1248)*, Thèse de Doctorat en Histoire, Faculdade de Letras da Universidade de Lisboa, 2003.

²⁹ Pour les éléments biographiques concernant sa vie et son parcours académique, voir Isaías da Rosa PEREIRA, Domingos Maurício Gomes dos SANTOS, *Elogia da Prof^a Virgínia Rau*, Lisbonne, Academia Portuguesa da História, 1979.

³⁰ Iria GONÇALVES, *Pedidos e Empréstimos Públicos em Portugal Durante a Idade Média*, Lisbonne, Direcção Geral das Contribuições e Impostos, 1964.

occasions spécifiques (invasion du royaume, mariages des *infantes* et l'organisation des maisons des membres de la famille royale).³¹

Quoi qu'il en soit, il faut se rendre à l'évidence que les subsides concédés par le clergé lusitanien à la Couronne ne datent pas uniquement de la fin du Moyen Âge. En effet, dès le XIII^e siècle, on reconnaît les efforts d'Alphonse III à chercher des fonds par les *monetagia*, c'est-à-dire, la rédemption pour la conservation de la valeur de la monnaie, manœuvre dans laquelle presque tous les clercs ont été engagés en 1250 et 1261.³² Il est sûr qu'à la même époque, la Couronne développait des négociations avec la hiérarchie ecclésiastiques sur les *colheitas* (collectes) que le roi imposait, aussi bien dans les sièges cathédraux que dans les institutions ecclésiastiques où il détenait le droit de patronage.³³ Par ailleurs, il existait aussi dans le royaume lusitanien l'imposition qu'en Castille était désignée de «Tercias Régias», le «tiers royal».³⁴ Celles-ci consistaient dans l'appropriation par la Couronne de deux parties du tiers des revenus ecclésiastiques allouées à la *fabrica ecclesiae*. Cependant, cette perception en faveur de la couronne portugaise n'est détectable que dans la région de Riba Coa et sur la frontière de Trás-os-Montes dans une chronologie allant au moins d'Alphonse III à son petit-fils Alphonse IV.³⁵ Pour l'explication de cette géographie toute particulière, il faut mettre de l'avant la traditionnelle association de cette région, non pas au Portugal, mais au royaume léonais.³⁶

Cette typologie, ici rapidement esquissée, ne serait pas complète sans la mention aux appropriations royales des revenus diocésains en période de vacance, à l'instar de ce qui arriva en Angleterre ou en France. Étant donné que ces questions n'ont pas abouti dans le royaume lusitanien à l'élaboration d'une légis-

³¹ I. GONÇALVES, *Pedidos e Empréstimos*, pp. 187-189.

³² Marcelo CAETANO, *As Cortes de Leiria de 1254*, Lisbonne, Academia Portuguesa da História, 2004 (2^{ème} édition), p. 13; H. BARROS, *História da Administração Pública*, vol. III, p. 136; I. GONÇALVES, *Pedidos e Empréstimos*, pp. 149-150.

³³ F. ALMEIDA, *História da Igreja*, vol. I, pp. 176 et 191. Sur ce droit, il faut désormais se référer à João Luís Fontes, *Colheita*, in *Glosario Crítico de Fiscalidad Medieval* [<http://www.mailxxi.com/fiscalitat/Glossai-review.asp?id=1144>] [<http://www.1minut.info/glosariofiscalidad.org>] qui recense la principale bibliographie sur la question.

³⁴ Miguel-Ángel LADERO QUESADA, *Fiscalidad y poder real en Castilla (1252-1369)*, Madrid, Universidad Complutense, 1993, pp. 191-203; Luis Vicente DÍAZ MARTÍN, *Las «tercias reales» de Burgos. 1364-1365*, «Archivos Leoneses», 72 (1983), pp. 351-386.

³⁵ Joaquim de Santa Rosa de VITERBO, *Elucidário das palavras, termos e frases que em Portugal antigamente se usaram e que hoje regularmente se ignoram*, édition critique de Mário FIÚZA, vol. II, Porto, Editora Civilização, 1983, pp. 79-80; F. ALMEIDA, *História da Igreja*, vol. I, p. 315; I. GONÇALVES, *Pedidos e Empréstimos*, p. 121.

³⁶ Un exemple de cette liaison qui dépasse la simple géographie demeure les fraternités (*hermandades*) établies par certaines villes de Riba Coa, étudiées il y a quelques années par Humberto Baquero Moreno. Un autre argument passible d'être mis à contribution c'est le témoignage du roi Denis en *cortès*, lorsqu'il affirme que ces *terças* étaient reçues par les monarques portugais dans les églises qui l'avaient octroyés après leur foundation et seulement avec l'autorisation épiscopale; Humberto Baquero MORENO, *A irmandade de Ribacoa dos fins do século XIII*, in *Idem, Os municípios portugueses nos séculos XIII a XVI. Estudos de história*, Lisbonne, Editorial Presença, 1986, pp. 27-32; J. VITERBO, *Elucidário das palavras*, vol. II, pp. 79-80, s.v. *Castelático*; I. GONÇALVES, *Pedidos e Empréstimos*, p. 121.

lation semblable au cas français avec l'application du droit de la régale,³⁷ nous ne sommes pas en mesure de confirmer si les informations existantes sur la mis en possession de biens ecclésiastiques par la Couronne, se rapportant aux règnes de Pierre (1357-1367)³⁸ et de Jean I^{er} (1385-1433),³⁹ résultent d'une *praxis* établie par la loi ou simplement rendent compte de pratiques abusives. Bien entendu, ces dernières pourraient survenir à la suite des mesantantes entre le roi et le prélat, soit à cause de divergences d'ordre juridictionnelle comme à Porto au xiv^e siècle⁴⁰ ou à l'émergence d'un état de guerre, à l'instar de l'expulsion de l'évêque portugais Barnabé du siège apostolique castillan de Badajoz, lors du conflit entre le conflit armé entre le Portugal et la Castille entre 1336-1338.⁴¹

Par ailleurs, la Couronne pourrait encore recourir à des prêtres occasionnels, à l'instar de celui consenti au xv^e siècle par le chapitre cathédrale de Guarda,⁴² même s'il est possible de penser que ces prêtres auraient pu suivre une voie plus personnelle par le truchement des clercs ayant des rapports étroits avec la monarchie.

Tout comme sa typologie, il serait important d'expliquer la chronologie d'apparition et le déploiement de ces exactions. Cela aiderait à mieux caractériser des fluctuations des impôts et des taxes demandées au clergé, tout en les

³⁷ Ferdinand LOT, Robert FAWTIER, *Histoire des Institutions Françaises au Moyen Âge. III. Les Institutions ecclésiastiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 1962, pp. 246-254.

³⁸ Fernando Jasmins PEREIRA, *Dicionário de História da Igreja em Portugal*, in António Alberto Banha de ANDRADE, vol. II, Lisboa, Editorial Resistência, 1983, p. 469, s.v. *Bens. Braga*. Un cas spécifique peut être celui des biens de l'évêque de Lisbonne Lourenço Rodrigues, dont les biens furent assez rapidement mis en possession des officiers royaux. A. SARAIVA, *O quotidiano*.

³⁹ TT, *Cabido da Sé de Coimbra*, 2^e incorporation, m. 94, n.º 4495 dans António Domingues de Sousa COSTA, *Leis atentatórias das liberdades eclesiásticas e o papa Martinho V contrário aos concílios gerais*, «Studia Historico-Ecclesiastica», Roma, Pontificium Athenaeum Antonianum, 1977, p. 522.

⁴⁰ José ANTUNES, António Resende de OLIVEIRA, João Gouveia MONTEIRO, *Conflitos políticos no reino de Portugal entre a Reconquista e a Expansão. Estado da questão*, «Revista de História das Ideias», VI/1 (1984), pp. 122-126.

⁴¹ Miguel Gomes MARTINS, *A guerra esquiua. O conflito luso-castelhano de 1336-1338*, «Promontoria. Revista do Departamento de História, Arqueologia e Património da Universidade do Algarve», 3 (2005), p. 54. Maître Barnabé était clerc et physique du roi Denis au moins entre 1311 et 1319, tout en accumulant cette charge avec l'église de st. Pierre de Penalva (présenté par le roi en 1313) et deux canonicats, l'un à Coimbra (1320-1324) et l'autre à Viseu (1325). Postulé par le chapitre de Coimbra avec Egas Lourenço Magro, doyen de Lisbonne, pour accéder à l'évêché, il a été finalement transféré par Jean XXII au siège cathédral de Badajoz en 1324, avant d'avoir passé ensuite en 1329 à l'évêché d'Osma. Malgré sa présence institutionnelle à l'étranger, il a maintenu sa relation avec le Portugal, puisque nous avons des preuves de son séjour à Lisbonne et à Coimbra lors de l'année 1327. Deux ans plus tard, il a été responsable avec l'archevêque de Braga et l'évêque de Burgos de l'absolution au roi Alphonse XI de Castille et à la reine Marie, fille du roi Alphonse IV du Portugal, de l'excommunication dont ils ont encouru à cause de leur consanguinité. Sa présence dans la documentation apostolique entre 1329 et 1331 montre une très grande proximité avec ce dernier; TT, *Mosteiro de Alcobaça*, Livro 2^o dos Dourados, f. 110-111 (18 novembre 1319); TT, *Gaveta XIX*, m. 2, n.º 22 et *Leitura Nova*, Liv. 1^o de Padroados, f. 67v (26 juillet 1313); TT, *Convento da Trindade de Lisboa*, m. 2, n.º 90 (28 août 1316); *LCJXXII*, n.º 12360 (16 septembre 1320), 19982 (27 juillet 1324), 21338 (7 janvier 1325), 21462 (26 janvier 1325), 22101 (26 avril 1326), 44344 (14 février 1329), 45742 (18 juillet 1329), 46995 (20 octobre 1329), 48585 (24 février 1330), 51954 (11 décembre 1330), 52558 (2 février 1331); TT, *Cabido da Sé de Coimbra*, 2^a inc., m. 22, n.º 955 (12 juin 1324); TT, *Ordem dos Pregadores. Convento de S. Domingos de Lisboa*, liv. 30, f. 415 (27 janvier 1327); TT, *Ordem dos Frades Menores. Província de Portugal. Convento de Santa Clara de Coimbra*, Documentos Régios, m. 19, n.º 21 (8 décembre 1327).

⁴² Plus précisément en 1441 dans le montant de 40.000 *reais brancos*; I. GONÇALVES, *Pedidos e Empréstimos*, p. 33.

incluant dans les contextes explicatifs plus larges des relations entre les pouvoirs royaux et ecclésiastiques ou des processus de développement de stratégies de perception financière mises de l'avant par la Couronne portugaise dans le chemin vers la formation de l'État moderne. Ainsi, un exemple comme celui des *pedidos* pourrait illustrer la démarche. En fait, nous constatons l'augmentation de la fréquence avec laquelle cette exaction est demandée au xv^e siècle, alors que, en sens inverse, diminuent l'octroi des décimes pontificales qui avaient été octroyées à différentes reprises au cours des trois premiers quarts du siècle précédant. Sans oublier que d'autres motifs puissent être à l'œuvre, cette modification fait penser à la recherche par la Couronne lusitanienne d'une moindre dépendance vis-à-vis des pouvoirs externes. En effet, ces *pedidos* étaient octroyés en siège de Cortès au lieu d'être négociés à la curie apostolique.⁴³

C'est la possibilité d'évaluer la pertinence de ces hypothèses qui rend intéressant l'étude des relations camérales dans le royaume lusitanien à la lumière de l'établissement des conditions de la formation et du fonctionnement de la collectorie portugaise, de même que de l'étude des droits perçus par la Chambre. En ce sens, le cas des décimes peut constituer un bon point de départ. En faisant partie des exactions qui sont recueillies sur place —au contraire de certaines autres exactions perçues *in Curia*—,⁴⁴ son étude permet d'entrevoir les moyens de perception et le déploiement des agents apostoliques, rendant possible l'analyse monographique et comparative des agissements des agents caméraux sur place. De plus, l'examen des conjonctures historiques de concession des décimes apostoliques aux monarchies de la Chrétienté constitue un argument pour caractériser les relations entre ces deux pouvoirs.⁴⁵

LES DÉCIMES

Parmi les *crusade-taxes*, celle qui eut l'avenir le plus heureux fut les décimes, c'est-à-dire le paiement de près de dix pourcent des revenus ecclésiastiques restants après avoir prélevé les dépenses auxquelles le bénéficiaire devait pourvoir.⁴⁶ En effet, ce furent les nécessités fiscales liées à l'organisation de Croisades visant

⁴³ Stéphane Boissellier justifie le changement par le fait que la «fiscalité monarchique extraordinaire se systématisait et l'intégration croissante du clergé dans ces *pedidos* généraux (comme dans d'autres charges des sujets), dans le cadre plus large de la lutte des États contre le for ecclésiastique, fait donc disparaître les levées de décimes en tant qu'impôt spécifique...»; S. BOISSELLIER, *Sur quelques manuscrits*, p. 28, note 32.

⁴⁴ L'argument du lieu de perception a été retenu normalement comme l'élément définisseur de la typologie des droits apostoliques. Bien entendu, avec le temps, d'autres typologies furent devisées, à l'instar de celle de Jean Favier qui divise ces exaction en fonction de la perception général, des catégories juridiques où tous paient le même et des droits proportionnels où chacun paie en fonction de la valeur du bénéfice imposé; Jean FAVIER, *Temporels ecclésiastiques et taxation fiscale: le poids de la fiscalité pontificale au xiv^e siècle*, «Journal des Savants», (avril-juin 1964), p. 104.

⁴⁵ Cet aspect a été souligné dans Manuel SÁNCHEZ MARTÍNEZ, *Fiscalidad pontificia y finanzas reales*, p. 1281.

⁴⁶ Les auteurs sont à peu près d'accord sur cette définition de la décime: Charles SAMARAN, Guillaume MOLLAT, *La fiscalité pontificale en France au xiv^e siècle (période d'Avignon et Grand Schisme d'Occident)*, Rome, École française de Rome, 1968, p. 13; J. FAVIER, *Temporels ecclésiastiques*, pp. 102-105.

la (re)conquête de la Terre Sainte qui permirent l'établissement d'une fiscalité extraordinaire sur le clergé, justifiée par la papauté en tant qu'un *subsidium Terrae Sanctae*, une désignation étendue avec le temps à la portée plus générale de *pro oneribus Romanae Ecclesiae*.⁴⁷ Originnaire dans la «décime saladine» ordonnée par Philippe Auguste en 1188, ces demandes au clergé se sont rapidement développées au long du ^{xiii}e siècle autour de la levée de fractions (décime, vingtième,⁴⁸ centième) sur les revenus ecclésiastiques.⁴⁹ La portée de ces décimes a pu avoir à l'occasion une portée générale, lorsqu'elles furent demandées lors des réunions conciliaires œcuméniques, comme il est arrivé aux conciles de Lyon en 1245 ou de Vienne en 1312. Cependant, une fois que les Croisades étaient organisées par les monarchies féodales, l'idée que ces décimes devaient revenir aux Couronnes, après la nécessaire autorisation pontificale, a grandi rapidement.⁵⁰ Le ^{xiv}e siècle a vu l'application de ce principal à large échelle dans les états de la Chrétienté occidentale, surtout dans ceux à bras avec la proximité des musulmans, comme il arriva au long de la période médiévale avec les monarchies ibériques.

La question du lancement des décimes peut donc constituer un intéressant problème historique, dès lors par l'étude de sa chronologie. Se développe-t-elle davantage pendant la période avignonnaise, alors que la *reconquista* portugaise était à tout fin pratique terminée dès le milieu du ^{xiii}e siècle? Est-ce qu'elles furent davantage remises à la Couronne comme d'autres monarchies ou la papauté s'en est arrogé le bénéfice des sommes ainsi recueillies? Qu'elle est-ce qu'en fut de l'efficacité de la machine fiscale apostolique à ces occasions?

Une esquisse de réponse à ces questions nous amènera à une analyse en trois volets: un premier est dédié à la chronologie de ces levées, de façon à déterminer leurs modalités, leurs temps-forts comme les rythmes de concessions et de refus. Deuxièmement, nous chercherons à évaluer les processus de perceptions et les résultats obtenus à partir des deux cas mieux fournis du point de vue heuristique, avant d'envisager les justifications mises de l'avant par les pouvoirs toujours assez preneurs de leur octroi.

⁴⁷ C. SAMARAN, G. MOLLAT, *La fiscalité pontificale*, p. 12. Pour l'historiographie ibérique, il faut consulter Prim BERTRÁN ROIGÉ, *La dècima de la diòcesi d'Urgell, corresponent a l'any 1391*, «Urgellia», 2 (1979), p. 259; IDEM, *La dècima apostòlica: L'exemple d'Elna (1391)*, in Manuel SANCHEZ MARTÍNEZ (ed.), *Estudios sobre renta, fiscalidad y finanzas en la Cataluña bajomedieval*, Barcelona, CSIC, 1993, p. 456; Marc ESCOLA I PONS, *Bisbat de Lleida. El segle XIII: una aproximació basada en els comptes de la dècima de 1279*, «Analecta Sacra Tarraconensia», LIX (1986), p. 69 et Mercedes VÁZQUEZ BERTOMEU, *Una fuente para el estudio de la geografía eclesiástica de Galicia en la Baja Edad Media: las tasaciones del subsidio y la dècima*, «Cuadernos de Estudios Gallegos», XLIX/115 (2002), p. 61.

⁴⁸ La donation du vingtième des revenus ecclésiastiques de tous les clercs pour financer un *subsidium Terre Sancte* a été décidé lors du concile Latran IV en 1215. Pour la perception de cette exaction au Portugal, il faut consulter Avelino Jesus da COSTA, Maria Alegria F. MARQUES, *Bulário Português. Inocência III (1198-1216)*, Coimbra, INIC, 1989, pp. 375-376, n. 213.

⁴⁹ Sur la dîme saladine, voir dernièrement Christophe DE LA MARDIÈRE et Emanuelle CHEVREAU, *La dîme saladine*, «La Revue: La Religion et l'impôt», 1 (2012), pp. 23-28 (<http://droit.u-clermont1.fr/uploads/sfCMS-Content/html/1094/La%20revue%20du%20CMH%201.2.pdf>).

⁵⁰ J. ZUNZUNEGUI, *La Cámara apostólica*, p. 158.

L'évolution chronologique de la concession des décimes par le clergé portugais médiéval

Au Portugal, la notion de la dilatation de la foi chrétienne étant si précoce et si viscéralement liée à la souveraineté royale que très rapidement, dès le ^{xiii}^e siècle, le roi lusitanien — ainsi que les autres monarques ibériques — cherchèrent à détourner les revenus ecclésiastiques vers le financement d'actions militaires contre les musulmans de Grenade et ses supporters en Afrique. Le germen de ces transferts fiscaux est très rapidement planté par le clergé ibérique au début de ce même siècle. Même si la liaison entre le travail d'élargissement du royaume portugaise et la croisade semble encore manifestement trop lâche dans la documentation pontificale de l'époque, il est hormis de toute doute qu'il existe alors des indulgences pour ceux guerroyant en *Hispania* similaires à celles octroyées aux combattants en Terre Sainte.

A cette époque, en nulle part celui-ci est aussi visible que lors du concile Latran IV de 1215. Innocent III y appelle, dans son projet de la Cinquième Croisade, à la défense de la Terre Sainte par la promesse d'indulgences à tous ceux que prendraient la croix ou qui contribueraient avec des subsides. De plus, il y introduit une nouvelle donnée fiscale, car il ordonne la levée d'un vingtième des revenus ecclésiastiques de tous les clercs. Les instructions sur sa perception qu'il fournit pour le Portugal à l'archevêque de Braga,⁵¹ témoignent néanmoins une dichotomie local/internationale qui sera si opérative dans les liaisons postérieure entre les monarchies ibériques et la papauté à ce sujet. En effet, cette levée triennale serait à la charge sur le terrain de quatre clercs: deux choisis par le doyen et le chantage de Viseu et deux autres appartenant à des ordres militaires internationales, l'un membre du Temple et l'autre Hospitalier. Les maîtres de ces deux ordres agiraient en outre en tant qu'exécuteurs de toute l'opération.⁵² S'il est sûr que les membres du clergé national seraient responsables pour nommer la moitié des collecteurs, il n'est pas moins vrai qu'Hospitaliers et Templiers étaient là pour rappeler que cette opération relevait d'une action avant tout de caractère supranational dans son financement et dans ses objectifs, alors que le positionnement du haut clergé péninsulaire était tout à fait « régional » sur ce point.

Il est très probable que le clergé lusitanien ait fait sa part pour saboter tout l'affaire, à l'instar de l'archevêque Rodrigo de Compostelle.⁵³ Ce qui demeure sûr

⁵¹ Avelino Jesus da COSTA et Maria Alegria F. MARQUES, *Bulário Português. Inocência III (1198-1216)*, Coimbra, INIC, 1989, pp. 367-371, 375-376, n. 207, 213.

⁵² A. COSTA, *Bulário Português. Inocência III*, pp. 375-376, n. 213. Le manque de sources spécifiques ne permet pas de savoir exactement de quelle façon s'est déroulé cette levée. Le recrutement de ces quatre clercs chargés de la nomination s'agence avec la pratique suivie alors dans les autres royaumes, comme il est possible de constater à partir des données fournies dans Kenneth M. SETTON, *A History of the Crusades: The Impact of the Crusades on Europe*, vol. 6, édition by Harry W. Hazard et Norman P. Zacour, Madison, University of Wisconsin, 1989, p. 136.

⁵³ Peter LINEHAN, *Spanish Church and the Papacy in the Thirteenth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1971, p. 8; John FRANCE, *The Crusades and the Expansion of Catholic Christendom, 1000-1714*, Londres, Routledge, 2005, p. 162.

c'est que les dispositions conciliaires concernant la guerre en Terre Sainte furent très rapidement mises à profit dans la promotion de la croisade nationale, laquelle, comme on le sait, atteindra avec Alphonse IV (1325-1357) un autre point fort. Pour le cas présent, l'occasion s'est présentée deux ans suivant le concile, dans le contexte de l'attaque à Alcácer do Sal, un bastion très important musulman dans le gharb méridional. A cet effet, les évêques de Lisbonne et d'Évora, ainsi que le maître du Temple en *Hispania*, le prieur de l'Hôpital au Portugal et le commandeur de Palmela de l'ordre de Saint-Jacques —certainement sous orientation royale—⁵⁴ récurèrent à Honorius III dans l'espoir de la concession d'une aide pécuniaire destinée à l'aboutissement de cette entreprise militaire. Toute en rappelant préalablement la constitution lateranaise de 1215 sur la croisade en défense de la Terre Sainte, où Innocent III avec le collège de cardinaux avait admis la pleine rémission à ceux qui combattaient les maures in *Hispania*, ils sollicitèrent le vingtième déterminé dans le concile qui devait être payé par le clergé hispanique.⁵⁵ La réponse du pape a été négative, ne concédant des indulgences qu'à tous ceux s'engageant à titre personnel.⁵⁶ Il n'en demeure pas point que le pont était jeté: le principe du financement clérical de la *reconquista* était admis.

Nous ne connaissons pas le positionnement du clergé lusitanien dans les deux décennies suivantes lorsque Grégoire IX (1227-1241) demande à la Chrétienté une décime en 1228 pour combattre l'empereur Frédéric II et une autre, dix ans plus tard, afin d'aider l'empereur de Constantinople.⁵⁷ Il reste, par contre, que ces donations fiscales sont beaucoup plus explicites dans le contexte du concile Lyon I (1245). C'est connu qu'à cette occasion a été réactivé le vingtième triennal de Latran IV dans le but de contribuer à la récupération de Terre Sainte, suite à la prise de Jérusalem par les musulmans vérifiée l'année antérieure. Pour le cas qui est le nôtre, la perception s'est effectuée au Portugal au long des années suivantes (1246-1248) sous la coordination de João Martins, custode des franciscains des Lisbonne et plus tard le premier évêque de Cádiz.⁵⁸ Quoique le modèle de percep-

⁵⁴ Comme on le sait, Alphonse II fut malade tout au long de sa vie. Son absence des champs de bataille, très longtemps perçue par l'historiographie comme un signe de la débilité royale à commander, c'est aujourd'hui entendue comme un élément spécifique de son règne. Ainsi, celle-ci ne révèle pas un désintérêt pour les affaires de l'État, mais seulement le recours à une délégation de pouvoir sur le point de vue du commandement militaire. Cette question a été dument évaluée dans Hermínia VILAR, *D. Afonso II. Um rei sem tempo*, Lisbonne, Círculo de Leitores, 2005.

⁵⁵ António Joaquim Dias DINIS, *Monumenta Henricina*, vol. I, Lisbonne, Comissão Executiva das Comemorações do V Centenário da morte do Infante D. Henrique, 1960, p. 47, n.º 25.

⁵⁶ *Ibidem*, pp. 52-54, n.º 28.

⁵⁷ J. FRANCE, *The Crusades and the Expansion*, p. 162. Celle de 1228 a dû être levée au Portugal, puisqu'une bulle de Grégoire IX, datée du 14 octobre 1228, exempte le maître et frères de l'Ordre du Temple, à leur demande, de la décime décrétée dans le Concile générale. Ce document se conserve dans le fond *Colecção Especial* des Archives Nationales Torre do Tombo, certainement issue des archives de l'Ordre. A. DINIS, *Monumenta Henricina*, vol. I, pp. 59-60, n.º 34.

⁵⁸ Ce personnage a été l'objet de divers études monographiques, notamment ceux de Fr. Atanasio LÓPEZ, *Fr. Juan Martínez, primer obispo de Cádiz*, «Mauritania», 9 (1936), pp. 132-134, 163-165, 197-198, 229-231, 257-259 e 289-291; *idem*, *Fr. Juan Martínez, primer obispo de Cádiz (1267-1278); de Idanha (1278-1301)*, «Ecos Franciscanos», XXVI (1909), pp. 142-145, 388-390; *idem*, *Fr. Velasco Nuncio Apostólico en los reinos de*

tion alors utilisé soit pratiquement inconnu, son déploiement ne manqua pas de rappeler la posture alors adoptée par le comte de Boulogne et futur roi Alphonse III, dorénavant la stratégie adoptée le siècle suivant par les Couronnes péninsulaires: privilégier l'obtention des indulgences pour le combat contre les Musulmans en *Hispania* au détriment de l'aide demandée par le pape pour la Croisade orientale.⁵⁹ Cet expédient aurait aidé à garantir la nomination apostolique d'Alphonse comme curateur et défenseur du royaume lusitanien⁶⁰ et, très probablement, que la perception de la dite décime se soit déroulée sans grosses perturbations, à part quelques difficultés posées par le clergé local, notamment celui de Braga.⁶¹

Le milieu du XIII^e siècle vient bouleverser quelque peu les données, car la Couronne portugaise n'aura plus la pression sentie par les rois castillans pour faire la guerre aux Musulmans, une fois que la *Reconquista* y était désormais «finie» avec la conquête de l'Algarve en 1249. Cette question n'est pas sans relation avec la stratégie adoptée par la Couronne portugaise dans le but de détourner les rendements ecclésiastiques destinés à la subvention de la Croisade. Si Alphonse III n'empêcha pas la levée de la décime générale décrétée lors du concile de Lyon de 1274,⁶² il a néanmoins gardé les pécules ainsi recueillies, argumentant qu'il ne pouvait pas tolérer leur sortie du royaume.⁶³ Nous sommes alors face à une politique déclarée de la Couronne portugaise contre la sortie des pécules vers la Curie apostolique.

Il existe donc un germe de résistance à cette perception qu'il faut évaluer pour la période avignonnaise (Tableau 1). Beaucoup mieux pourvue du point de vue des sources, il faut poser la question sur le positionnement de la Couronne portugaise sur ces levées, une fois que la papauté fut de plus en plus ouverte à leur transfert vers les monarchies territoriales.

España y Portugal, y Obispo de Idanha o Guarda, «Biblos», XVIII/1 (1942), pp. 249-258; F. ALMEIDA, *História da Igreja*, vol. I, p. 258; JOSÉ SÁNCHEZ HERRERO, *El episcopologio medieval gaditano. Siglos XIII al XV*, «En la España Medieval», 1 (1980), p. 446.

⁵⁹ Maria Alegria Fernandes MARQUES, *O Papado e Portugal no tempo de D. Afonso III (1245-1279)*, Thèse de Doctorat en Histoire Médiévale, Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra, 1990, p. 367.

⁶⁰ JOSÉ MATTOSO, *1258-1264: o triunfo da monarquia portuguesa. Ensaio de história política*, in *IDEM*, *Obras Completas. I. Naquele Tempo. Ensaio de História Medieval*, Lisbonne, Círculo de Leitores, 2000, p. 543.

⁶¹ P. LINEHAN, *Spanish Church*, p. 195; M. MARQUES, *O Papado e Portugal*, pp. 337, 339, 343-344. Des bulles de 1247 et 1248 portent des privilèges d'exemption sur ce paiement spécifique en faveur des ordres d'Avis et du Temple; TT, *Colecção Especial*, cx. 3, n. 19 et TT, *Ordem de Cristo*, liv. 234, fl. 167 cités dans M. MARQUES, *O Papado e Portugal*, p. 339, note 397 et p. 337, note 377.

⁶² Cette perception a été menée par Géraud, archidiacre de Braga, lequel en 1278 voulait envoyer à Rome la moitié des sommes recueillies pendant la première année. Cette perception motiva l'émission de diverses bulles d'exemption en faveur du monastère d'Alcobaça et des monastères cisterciens féminins et de l'Ordre d'Avis; M. MARQUES, *O Papado e Portugal*, pp. 322, 326, 337, 339, 344, 345, note 468; F. ALMEIDA, *História da Igreja*, vol. I, p. 258.

⁶³ Les fonctionnaires de la Chambre apostolique dénoncèrent le fait qu'Alphonse III avait empêché la sortie de l'argent destiné à la Curie au moins lors de la première année de perception; JOSÉ RIUS SERRA, *Rationes decimarum Hispaniae (1279-1280). II. Aragón y Navarra*, Madrid, CSIC, 1947, pp. 283-286; S. BOISSELLIER, *Sur quelques manuscrits*, p. 29.

Tableau 1**Les décimes apostoliques demandées/collectées au Portugal (1305-1377)**

Date	Type et résultat
1312	Décime levée pour le «passage général»
1320	Décime triennale octroyée à la Couronne portugaise
1325	Décime refusée à la Couronne portugaise
1329	Décime levée en faveur de la papauté exclusivement
1329/1330	Décime refusée à la Couronne portugaise
1331/1332	Décime refusée à la Couronne portugaise
1334	Décime levée pour le «passage général»
1341	Décime biennale octroyée à la Couronne portugaise
1345	Décime biennale octroyée à la Couronne portugaise
1347	Décime refusée à la Couronne portugaise
1355	Décime quadriennale partagée entre la papauté et la Couronne portugaise
1361	Décime refusée à la Couronne portugaise
1376	Décime octroyée à la Couronne portugaise
1377	Décime octroyée à la Couronne portugaise

Sans avoir l'ampleur des octrois à d'autres souverainetés de la Chrétienté occidentale, l'analyse de cette chronologie montre que le recours à la demande de ces décimes a été un expédient mis en œuvre par la royauté portugaise pendant le demi-siècle allant de la fin du règne de Denis (1279-1325) à celui de son arrière-petit-fils Ferdinand (1367-1383), précisément une période pendant laquelle la papauté cherche à financer par tous les moyens possibles l'ensemble de ses activités diplomatiques, bureaucratiques et militaires. Même s'il est possible de constater que les rois portugais n'ont pas toujours obtenu une réponse positive à ses requêtes d'aide financière au pape, il n'en demeure pas moins que sa fréquence approche le cas portugais des autres monarchies de la Chrétienté occidentale, sans jamais atteindre l'ampleur des octrois concédés aux Couronnes française, aragonaise et même castillane.⁶⁴

⁶⁴ Le cas castillan a été étudié par Miguel-Ángel Ladero Quesada et Hilario Casado, alors que l'exemple français fut exhaustivement traité par Bernard Causse: M.Á. LADERO QUESADA, *Fiscalidad y poder real*, pp. 204-207; Hilario CASADO ALONSO, *La contribucion de la diócesis de Burgos a la hacienda real en el siglo xv*, in *Historia de la Hacienda Española (Epocas antigua y medieval). Homenaje al profesor García de Valdeavellano*, Madrid, Instituto de Estudios Fiscales, 1982, pp. 173-191 et Bernard CAUSSE, *Église, Finance et Royauté. La floraison des décimes dans la France du Moyen Age*, vol. I, Paris-Lille, Université Lille III, 1988, pp. 187-320.

Les décimes sexennale de 1312 et triennale octroyée à la Couronne en 1320

Le premier exemple que nous ayons de la levée d'une telle décime au Portugal se place à la suite de l'établissement par Clément V, le 1^{er} décembre 1312, d'une décime sexennale destinée à la délivrance de la Terre Sainte.⁶⁵ Sans que l'on sache tous les contours de sa perception, il est possible de constater que celle-ci a été déployée de façon très rapide, surtout qu'il fallait la concilier avec le subside que le clergé portugais avait autorisé à Clément V entre 1309 et 1311.⁶⁶ Comme pour bien d'autres droits, la vacance prolongée du siège apostolique après la mort de Clément V vient arrêter le processus de collecte et les éventuelles informations que nous pourrions retirer sur celui-ci. Le nouveau pape ne revient sur la question qu'en août de l'année 1318, lorsqu'il sollicite des informations sur la question à ses agents en place: à João de Solerio et à Guillaume de Saint-Géry sur les montants antérieurement perçus dans la province de Braga et à Raimundo Ébrard I, doyen de Coimbra, à Amelio de Beronia et à Raimundo de Serra sur les sommes recueillies dans les provinces de Compostelle, de Séville et de Tolède.⁶⁷ A l'époque, déjà un nombre non déterminé de clercs avait entamé son paiement, comme en témoigne le cas du coimbrais Pedro Lopes, qui avait payé à la Chambre apostolique la somme de cinquante livres tournois pour le subside *in Terrae Sanctae*.⁶⁸

Cela montre que la Chambre Apostolique avait des informations actualisées sur l'avancement de l'opération, lorsque Jean XXII décida le 23 mai 1320 de convertir cette décime sexennale dans une décime triennale en faveur du roi Denis pour la construction d'une flotte destinée à faire la guerre à Infidèle et à couper le ravitaillement mérinide au royaume nasride de Grenade.⁶⁹ Il faut penser que cette concession, motivée par une supplique royale conviée à la curie par l'almirál Manuele Pessagno et par Gonçalo Pereira, doyen de Porto, permettrait peut-être résoudre des problèmes de perception qui auraient peut-être eu lieu jusqu'à alors. En effet, au même moment que Jean XXII fait cette grâce, il ordonne l'établissement d'une nouvelle assiette (*taxatio*) des églises et des bénéfices au royaume de Portugal, d'où résulta la fameuse *liste d'églises* très bien connue des historiens portugais, laquelle, en vérité, vient substituer une autre du temps de Clément V dont nous ne connaissons pas le moindre contour.⁷⁰ Pour ce faire, il fit appel à

⁶⁵ TT, *Colecção Especial*, cx. 4, n.º 50 (em copie du 12 juin 1313) analysée dans Segundo Visconde de SANTARÉM, Luíz Augusto Rebello da SILVA, *Quadro elementar das relações políticas e diplomáticas de Portugal com as diversas potências do mundo desde o princípio da monarquia portuguesa até aos nossos dias*, vol. IX, Lisbonne, Typographia da Academia Real das Sciencias, 1864, p. 307.

⁶⁶ Mário FARELO, «Pro defensione iuris», pp. 95-96.

⁶⁷ LSCJXXII, n.º 10176 (23 mai 1319). Le 1^{er} décembre de cette même année, dans une autre bulle adressée à ce même trio, le pape ordonne que les collecteurs des décimes imposées dans royaumes et les terres du roi de Castille à cause de l'affaire du royaume de Grenade, demandent les comptes de ces décimes et les enjoignent de recevoir ce qui reste à percevoir (*ibidem*, n.º 12042).

⁶⁸ *Ibidem*, n.º 9918 (7 août 1319).

⁶⁹ LSCJXXII, n.º 11496, publiée dans A. DIAS, *Monumenta Henricina*, vol. I, pp. 133-136, n.º 70.

⁷⁰ *Ibidem*. Cette liste a été publiée à partir d'une copie moderne très déficiente publiée dans F. ALMEIDA, *História da Igreja*, vol. IV, pp. 90-144. Récemment, Stéphane Boissellier nous en a donné une nouvelle version,

ceux à qui il avait fait confiance deux ans auparavant pour enquêter de l'état de la perception. Raymond d'Ébrard, Jean de Solerio et Guillaume de Saint-Géry —maintenant agissant en tant que *taxatores*— prirent environ huit mois (de novembre 1320 à juin 1321) à parcourir les sièges cathédraux du royaume du nord au sud (avec une inflexion au nord à la toute fin).⁷¹ Le travail de perception, quant à lui, était assigné à des prélats portugais et il fut mis en œuvre par des receveurs locaux.⁷² Ce n'est qu'après que les espèces aient été dans les mains des collecteurs qu'elles furent remises aux *taxatores* dans le but de son acheminement à la Chambre.

Ce dernier processus a été réalisé en plusieurs étapes. Dès lors, un envoi de fonds eût lieu en janvier 1321 par le doyen coimbrais, lequel versa au trésor de la Chambre la somme de vingt-cinq sous tournois d'argent au nom de ses collègues Jean de Solerio et de feu Guillaume de Saint-Géry, alors appelé comme de *bonne memoria*.⁷³ Plus tard, la conclusion de la taxation des bénéfices portugais à la fin du premier semestre de cette même année rend possible un nouveau transfert. En cette occasion, c'est Jean de Solerio lui-même qui est prêt, dès le mois de juillet, à retourner à la Curie avec les biens recueillis jusqu'alors.⁷⁴ Malheureusement, il n'est guère facile à saisir les montants perçus au nom de cette exaction. D'une part, il faut penser à la mauvaise conservation de la comptabilité: non seulement il n'existe pas d'entrée sur le Portugal dans le registre apostolique sur la décime imposée par Clément V lors du Concile de Vienne (ASV, *Introitus et Exidus* 42, fl. 1-59),⁷⁵ mais aussi presque rien est resté des comptes des collecteurs concernés.⁷⁶ D'autre part, parce que sa

élaborée à partir de la transcription de deux exemplaires du xiv^e siècle conservés aux Archives Nationales dans les fonds du monastère de Sainte-Croix et de la cathédrale de Coimbra, laquelle sera objet de publication sous peu; S. BOISSELLIER, *Registres fiscaux*, pp. 79-175. Pour la mention de cette *taxatio* au temps de Clément V, voir LSCJXXII, n.° 5086 (14 janvier 1317).

⁷¹ S. BOISSELLIER, *Registres fiscaux*, pp. 82, 91, 126, 131, 137, 145, 156, 163.

⁷² Par exemple, en décembre 1320, l'un des responsables de la perception dans l'évêché de Porto est Jean Peres, abbé de Fanzeres, alors qu'en avril de l'année suivante, un certain Fernão Domingues fait œuvre de «collecteur des décimes du pape que le roi doit avoir» à Lisbonne. Antonio CRUZ, *Breve estudo dos Manuscritos de João Pedro Ribeiro*, Coimbra, s.n., 1938, p. 193, n. 100; Francisco Carvalho CORREIA, *O mosteiro de Santo Tirso de 978 a 1588. A silhueta de uma entidade projecta no chão de uma história milenária*, vol. 1, Thèse de Doctorat, Faculdade de Xerografia e Historia, Universidad Santiago de Compostela, 2008, p. 235; TT, *Ordem dos Frades Menores. Província de Portugal. Convento de Sta. Clara de Santarém*, m. 12, n.° 845.

⁷³ Karl-Heinrich SCHÄFER, *Die Ausgaben der apostolischen Kammer unter Johann XXII*, Paderborn, F. Schöningh, 1911, p. 457.

⁷⁴ LSCJXXII, n.° 12194 (5 juillet 1320).

⁷⁵ Emil GÖLLER, *Die Einnahmen der apostolischen Kammer unter Johann XXII*, Paderborn, F. Schöningh, 1910, pp. 395-437.

⁷⁶ Des comptes présentées par Jean de Solerio et Guillaume de Saint-Géry, il subsiste un bifolio faisant partie des «*Receptorum per nos Johannem de Solario et dominum Guillelmum de Sancto iorio tam de decimis quam de fructibus beneficiorum vacantium et censibus Romana Ecclesie et aliis quibuscumque in Regno Portugaliae est*» dans lequel sont recensés des paiements dans les diocèses galiciens et des cens perçus au Portugal. Le fait que ce bifolio soit la dernière partie du cahier, tout en ne rendant pas possible le dénombrement de la comptabilité sur les décimes, registre néanmoins la somme totale de sa collectorie: 145.262 livres 9 deniers et obole en monnaie du Portugal et cent duples d'or; ASV, *Instrumenta Miscellanea*, n.° 5104, f. 1-4v. Jusqu'à présent nous n'avons pas d'informations sur les comptes de Raymond d'Ébrard, évêque de Coimbra (†15 juillet

perception s'est étalée au long du temps, des arrérages de cette décime étant encore à percevoir à la fin de la décennie 1330.⁷⁷

Les demandes de décimes dans les années 1320

Alphonse IV (1325-1357) joua un rôle de premier plan dans la recherche de ressources financières auprès du pouvoir apostolique. Dès le début de son règne, il essaya d'obtenir de Jean XXII l'octroi de nouvelles décimes lors de l'ambassade du chevalier Lopo Fernandes Pacheco et du clerc João Afonso de Brito en février-mars de 1325.⁷⁸ Cette demande a été mise de côté dans le consistoire du 5 août suivant pour des raisons qui nous échappent,⁷⁹ bien qu'il soit possible penser que la pression fiscale qu'accable alors le clergé portugais avec le subside *contra haereticos* lancé l'année antérieure ait pu contribuer à cette décision apostolique.⁸⁰

En réalité, la ratée de l'année 1325 n'a pas empêché une véritable ruée aux décimes apostoliques de la part des monarchies ibériques. Les couronnes ibé-

1324), lesquelles furent liquidées, nous informe la documentation apostolique, par le *nuntius* Pierre de Labrunia et par Gonçalo Pereira, évêque de Lisbonne; ASV, *Reg. Vat.* 113, f. 127, 311 dans Édmond ALBE, *Autour de Jean XXII. Les familles du Quercy*, Rome, Imp. de Cuggiani, 1902-1904, pp. 16 et 42; et Pierre DAVID, *Français du Midi dans les évêchés portugais (1279-1390)*, Lisbonne, s.n., 1944, p. 10.

⁷⁷ Geraldo de Bos perçut entre 1329 et 1331 la somme de 501 livres 3 sous et 2 deniers (ASV, *Coll.* 112, f. 104v); le sous-collecteur Arnaud de Saint-Vincent collecta à ce titre à partir de 1335 la somme de 2486 florins 19 deniers (*ibid.*, fl. 106). En 1336, l'évêque de Cahors, Bertrand de Cardaillac, verse à la Chambre apostolique en tant qu'exécuteur du testament de Raymond d'Ébrard, ancien évêque de Coimbra et ancien collecteur, la somme de 2.526 livres de la monnaie du Portugal par le biais de 842 florins d'or au taux de 60 sous le florin, en raison des «*peccuniarum decime sexennallis per clemente V imposite per ipsum episcopum*»; Emil GÖLLER, *Die Einnahmen der apostolischen Kammer unter Benedikt XII*, Paderborn, F. Schöningh, 1920, p. 111. Deux ans plus tard, Benoît XII nomme encore Gonçalo Pereira comme collecteur des arrérages de cette décime (*LS-CBXII*, n.° 2128). Ce retard n'est pas exclusif du Portugal, une fois qu'il se détecte pour bien d'autres régions où cette décime avait été demandée. Pour des exemples, notamment dans l'est de la Chrétienté médiévale, voir Alexander Clarence FLICK, *The decline of the medieval Church*, vol. 1, New York, Burt Franklin, pp. 135-136.

⁷⁸ Sur cette ambassade, voir Mário FARELO, *La représentation de la couronne portugaise à Avignon (1305-1377)*, «*Anuario de Estudios Medievales*», 40/2 (juilio-diciembre 2010), pp. 751-752. À la documentation y mentionnée, il faut ajouter une lettre de procuration d'Alphonse IV à João Afonso de Brito, alors doyen d'Évora, pour qu'il recupère de certaines personnes la somme de 664 duples d'or, 300 florins d'or de Florence et 1770 gros tournois que son père le roi Denis avait remis jadis à Vasco Martins, chanoine de Lisbonne qui pourvoyait aux affaires du royaume du Portugal à la Curie apostolique. Archives Nationales de France, J 597³ (18 mars 1325) (disponible sur http://www.culture.gouv.fr/Wave/image/archim/0017/dafanch06_s303475n00001_2.jpg). Nous devons cette indication à Pedro Pinto, à qui nous remercions publiquement.

⁷⁹ Heinrich FINKE, *Acta Aragonensia. Quellen zur deutschen, italienischen, französischen, spanischen, zur Kirchen- und Kulturgeschichte aus der diplomatischen Korrespondenz Jaymes II*, vol. II, Berlin-Leipzig, W. Rothschild, 1922, p. 595.

⁸⁰ Sur cette exaction, voir Pierre GASNAULT, *La perception dans le royaume de France du subside sollicité par Jean XXII «contra haereticos et rebelles partium Italie»*, «*Mélanges d'Archéologie et d'Histoire*», LXIX (1957), pp. 275-319, notamment la p. 275 pour le cas portugais. L'exagération de l'imposition sur le clergé fut un des arguments employés par Jean XXII pour refuser la demande d'une décime sexennale sollicitée par le roi aragonais en juillet 1328; Norman HOUSLEY, *The Avignon papacy and the Crusades, 1305-1378*, Oxford, Clarendon Press, 1986, p. 172.

riques retournèrent à la charge les années suivantes, cette fois de façon concertée, dans le cadre des projets de croisade des rois de Castille et d'Aragon contre le royaume de Grenade.⁸¹ Ainsi, selon un procureur aragonais, le roi castillan demanda en 1327 une décime, assortie de la concession des biens des Templiers et des *tercias*.⁸² Ses démarches eurent du succès l'année suivante avec la concession d'une décime quadriennale et les deux tiers des décimes (le troisième tiers étant réservé à l'université de Salamanque).⁸³ Au même moment, le roi aragonais n'obtient pas la concession d'une décime sexennale⁸⁴ et son homologue portugais, selon le témoignage du collecteur en place, semble avoir simulé une guerre contre les Maures dans le but de retenir à son profit la décime pour la Terre Sainte.⁸⁵ Par ailleurs, la conjoncture n'était pas de façon à aider les dessins lusitaniens, une fois que le mariage d'Alphonse XI avec Marie du Portugal, fille d'Alfonso IV, réalisé en 1328, ne bénéficiait point de la nécessaire dispense de consanguinité.⁸⁶

Le traitement divergeant des monarchies ibériques par la papauté dicta peut-être le développement de stratégies communes dans le but d'influencer le pouvoir apostolique. Pour cela, il fallait montrer que les trois monarchies ibériques vivaient alors un climat de paix soutenue et durable, de même qu'il fallait entamer un processus de guerre contre d'Infidèle, de façon à légitimer le transfert de décimes vers les royaumes ibériques. L'occasion se présenta au début de l'année 1329. D'une part, cela fut possible par l'obtention d'une paix durable par le truchement de la première confirmation entre les rois de Castille et d'Aragon (31 janvier) du traité d'Agreda qui avait été signé en 1304 entre les couronnes de Castille et de l'Aragon sous médiation portugaise, à laquelle s'ensuit le jour suivant le mariage entre le roi Alphonse IV d'Aragon lui-même avec Eléonore de Castille (1 février).⁸⁷ De l'autre, les deux monarques s'accordent pour faire la guerre au royaume de Grenade, une entente passée à la postérité sous le nom de traité de Tarazona.⁸⁸ Il semble que le roi du Portugal y était représenté par ses procureurs, certainement de façon à montrer sa détermination à intégrer la guerre

⁸¹ Manuel SÁNCHEZ MARTÍNEZ, *La Corona de Aragón y el reino nazarí de Granada durante el siglo XIV: las bases materiales y humanas de la cruzada de Alfonso IV (1329-1335)*, Thèse de doctorat, Universitat de Barcelona, 1974; Maria Teresa FERRER MALLOL, *La frontera amb l'Islam en el segle XIV. Cristians i sarraïns al País Valencià*, Barcelona, CSIC, 1988, pp. 125-137.

⁸² ASV, Reg. Var. 114, f. 26v, n.º 747; N. HOUSLEY, *The Avignon papacy*, p. 171.

⁸³ LCJXXII, n.º 41567 (13 juin 1328); N. HOUSLEY, *The Avignon papacy*, p. 172.

⁸⁴ N. HOUSLEY, *The Avignon papacy*, p. 172.

⁸⁵ LCJXXII, n.º 42497 (1328); N. HOUSLEY, *The Avignon papacy*, p. 104.

⁸⁶ LCJXXII, n.º 44344 (14 février 1329).

⁸⁷ Vicente Angel ÁLVAREZ PALENZUELA, *Relaciones Peninsulares en el siglo de Alcañices (1250-1350). Regencias y minorías regias*, «Revista da Faculdade de Letras. História», XV/2 (1998), p. 1067. Des éléments complémentaires peuvent être cherchés dans Francisco de Moxó y MONTOLIÚ, *La relacion epistolar entre Alfonso XI y Alfonso IV en el Archivo de la Corona de Aragón*, «En la España Medieval», III (1982), p. 178; María MARTÍNEZ MARTÍNEZ, Manuel SÁNCHEZ MARTÍNEZ, *El reino de Murcia en la Alianza Castellano-aragonesa contra el Sultanato Nazarí (1329)*, «Revista da Faculdade de Letras. História», XV/II (1998), p. 1139 d'après M. SÁNCHEZ MARTÍNEZ, *La Corona de Aragón*, vol. II, pp. 699-700.

⁸⁸ Juan TORRES FONTES, *El tratado de Tarazona y la campaña aragonesa en el reino de Granada (1328-1331)*, «Roel», 7-8 (1986-1987), pp. 16-19.

sainte contre Grenade, surtout afin de défendre la frontière méridionale de son royaume de la menace mérinide.⁸⁹ Cette concertation favorisa sans doute la régulation de la question du mariage entre Alphonse XI et Castille et Marie du Portugal. En effet, le 14 février 1329 Jean XXII ordonne que l'archevêque de Braga et les évêques de Burgos, de Guarda et de Badajoz promulguent l'absolution du couple royal de la sentence d'excommunication qui avait été lancée contre eux à cause de leur mariage qui n'avait pas été l'objet d'une dispense, laquelle avait été demandée, mais qui ne fut pas octroyée.⁹⁰

Pendant que Castillans et Aragonais préparaient la campagne contre les Maures au cours de l'année 1329, Alphonse IV a manœuvré pour resserrer les liens avec ses homologues. Ainsi, dès le mois d'août, il mandate Lopo Fernandes Pacheco pour ratifier, à son tour et en son nom, le traité d'Agreda. Ce dernier s'acquitte de cette tâche le 2 novembre, lorsqu'il est à Valence.⁹¹ A cet occasion, Alphonse IV d'Aragon communique au roi castillan la présence de l'ambassadeur portugais et lui propose une action conjointe des trois royautes à Avignon sur la question des décimes,⁹² profitant de la mission de l'envoyé portugais, qui avait l'objectif au départ d'obtenir la dispense pour le mariage de l'*infanta* Marie du Portugal avec le roi castillan et du dauphin Pierre avec Blanche, fille d'Alphonse IV de Castille.⁹³ En compagnie de l'amiral castillan Afonso Jofré de Tenório, Lopo Fernandes se dirige alors à la curie, où ils réussissent à se faire entendre en consistoire.⁹⁴ La demande d'une décime de dix ans, assortie de cinq ans des annates des bénéfices entrés en vacance dans les royaumes ibériques, entre autres droits, est jugée irrecevable par les cardinaux.⁹⁵ Il y aurait des raisons *de iure* à cela, une fois qu'une partie des droits sollicités, comme les vacants, étaient déjà sous la coupe d'une réserve apostolique.⁹⁶ De plus, les cardinaux n'ignoraient pas que les antérieurs concessions n'avaient pas été utilisés dans le sens qu'elles

⁸⁹ LUIS SUÁREZ FERNÁNDEZ, *La expansión peninsular y Mediterranea (c. 1212-1359). La Corona de Castilla*, in Ramón MENÉNDEZ PIDAL (ed.), *Historia de España*, t. XIII/2, Madrid, Espasa-Calpe, 1990, pp. 586-587 mentionné dans M. MARTÍNEZ MARTÍNEZ, M. SÁNCHEZ MARTÍNEZ, *El reino de Murcia*, p. 1136.

⁹⁰ Pour cela, le roi devait ériger une église collégiale dans son royaume et la doter suffisamment pour dix prêtres dans l'année suivant la concession de cette dispense. *LCJXXII*, n.º 44344 (14 février 1329). Le mariage avait été célébré par João Simões, prêtre du diocèse de Lisbonne. *Ibidem*, n.º 45970 (9 août 1329).

⁹¹ S. SANTARÉM, *Quadro Elementar*, vol. 1, pp. 152-153 et la bibliographie y mentionnée.

⁹² F. MOXO Y MONTOLIU, *La relación epistolar*, p. 179.

⁹³ S. SANTARÉM, *Quadro Elementar*, vol. 1, p. 141.

⁹⁴ João Martins da Silva MARQUES, *Descobrimentos portugueses. Documentos para a sua história*, vol. I, Lisbonne, Instituto Nacional de Investigação Científica, 1944, pp. 51-52; António Domingues de Sousa COSTA, *Monumenta Portugaliae Vaticana*, vol. I, Roma-Braga, Editorial Franciscana, 1968, p. XCII-XCIII; Saúl António GOMES, *Embaixadores de Portugal junto da Santa Sé*, in Carlos Moreira AZEVEDO (dir.), *Dicionário de História Religiosa de Portugal*, vol. II, Rio de Mouro, Círculo de Leitores, 2000, p. 108. La preuve que le roi d'Aragon était dans l'affaire se retire du fait qu'il ordonne à ses ambassadeurs de demander les grâces et l'aide ensemble avec l'ambassadeur portugais, sans attendre les envoyés d'Alphonse XI; José GOÑI GAZTAMBIDE, *Historia de la bula de la Cruzada en España*, Vitoria, Editorial del Seminario, 1958, pp. 304-305.

⁹⁵ J. MARQUES, *Descobrimentos Portugueses*, vol. 1, pp. 51-52; N. HOUSLEY, *The Avignon papacy*, p. 95; *LSCJXXII*, n.º 4115 (14 mars 1330). Une décime pendant dix ans avait été sollicitée peu avant (25 août 1329) par le roi aragonais. J. GOÑI GAZTAMBIDE, *Historia de la bula*, pp. 303-304.

⁹⁶ TT, *Ordem de Cister. Mosteiro de Arouca*, gav. 1, m. 5, n.º 10 (en copie du 2 janvier 1330).

avaient été octroyées. Par exemple, Alphonse XI n'avait pas encore débuté les manœuvres militaires, alors qu'il avait reçu une décime et les *terças* quadriennales dans le but de financer cette action.⁹⁷

Lorsqu'il est arrivé en terres aragonaises à la fin de février 1330,⁹⁸ Lopo Fernandes ne savait sans doute pas encore que le Portugal serait le grand perdant de toute l'affaire. En effet, les agents aragonais eurent une bien meilleure chance que lui par leur réussite à obtenir une décime biennale destinée à la guerre qu'il faisait contre le roi de Grenade,⁹⁹ tandis que les Castillans ne mirent pas longtemps à recevoir trois années de décimes et *terças* pour des campagnes militaires contre Grenade.¹⁰⁰ Le clergé portugais, quant à lui, a eu à payer dès 1329 une décime de trois ans qui fut acheminée intégralement vers les coffres de la Chambre apostolique.¹⁰¹

La décime triennale de 1329-1331 et la mission du collecteur Guillaume de Bos

Lorsque Guillaume de Bos est nommé en novembre 1329 pour procéder à la collecte des fruits caméraux au Portugal, il est déjà un fonctionnaire accompli en la matière: chargé de recueillir le subsidie *contra haereticos* en France en 1326,¹⁰² il est nommé l'année suivante commissaire de la Chambre apostolique à la perception de subsides dans les provinces de Toulouse, d'Auch et dans les diocèses d'Albi et de Castres, ainsi que collecteur des fruits des bénéfices en vacance à la Curie dans la province d'Auch et dans les diocèses d'Albi, Lombez, Montauban, Rieux et Castres,¹⁰³ compétences qu'il maintient jusqu'à son rappel à la Curie et le début de sa mission portugaise.¹⁰⁴

Sa nomination doit s'inscrire dans la conjoncture rendue possible par l'arrivée à la curie de la mort du *nuntio* Pedro de Labrunia et de la nécessité de conclure les tâches auxquels ce dernier était alors adscrit. En termes concrets, la

⁹⁷ J. GOÑI GAZTAMBIDE, *Historia de la bula*, p. 308. Selon cet auteur, une décime biennale a été néanmoins octroyée, comme en témoigne un rapport envoyé par les ambassadeurs aragonais du 19 juin 1330, sans qu'elle soit répertoriée dans les registres vaticanes et que sur elle se fasse mention dans la documentation postérieure.

⁹⁸ S. SANTARÉM, *Quadro Elementar*, vol. 1, pp. 153-154; Maria Margarida de Sá Nogueira LALANDA, *A política externa de D. Afonso IV (1325-1357)*, «Arquipélago. Série História», XI (1989), p. 135.

⁹⁹ Obtenue le 5 janvier 1330, Alphonse IV nomme le 29 mars 1330 des procureurs pour accepter cette concession. Elle fut levée au mois de mai de cette même année. *LCJXXII*, n.º 47985, 50771; J. GOÑI GAZTAMBIDE, *Historia de la bula*, p. 305; F. MOXÓ Y MONTOLIÚ, *La relación epistolar*, p. 180.

¹⁰⁰ J. GOÑI GAZTAMBIDE, *Historia de la bula*, pp. 302, 306; M.Á. LADERO QUESADA, *Fiscalidad y poder real*, p. 199.

¹⁰¹ A. FLICK, *The Decline*, p. 126.

¹⁰² P. GASNAULT, *La perception*, p. 285.

¹⁰³ François BAIX, *Notes sur les Clercs de la Chambre apostolique (XIII^e-XIV^e siècles)*, «Bulletin de l'Institut Historique Belge de Rome», 27 (1952), pp. 30-31; *LCJXXII*, n.º 3200, 3227, 3406, 3418, 3531, 3539, 3602, 3626, 3751, 3915 et 4035.

¹⁰⁴ P. GASNAULT, *La perception*, p. 298. Une étude en règle de son parcours au service de la Curie a été menée récemment par Amandine LE ROUX, *Servir le pape: le recrutement des collecteurs pontificaux dans le royaume de France et en Provence de la papauté d'Avignon à l'aube de la Renaissance (1316-1521)*, vol. 3, Thèse de doctorat, Université Paris-Ouest Nanterre la Défense, 2011, n.º 130.

préparation de sa mission lusitanienne se déploie au long du mois de novembre 1329. En fait, il obtient une indulgence le 13 de ce mois pour retarder de deux ans sa promotion aux ordres diaconal et presbytéral puisqu'il «*ad partes Portugaliae pro certis negotiis profecturo*». Onze jours plus tard, le pape autorise les officiales de Cahors et de Coimbra à promouvoir un clerc choisi par Guillaume de Bos pour l'office de tabellion, étant alors désigné de «*nuntio apostolico ad partes Portugaliae destinato*». ¹⁰⁵ Cette mention de Coimbra n'est guère innocente. Elle montre bien la mainmise que les Ébrards et leurs créatures maintiennent sur les affaires camérales au Portugal. Par ailleurs, les intérêts bénéficiaux de Guillaume ont été alors aussi sauvegardés, puisqu'il sera le bénéficiaire à la fin du mois de la provision apostolique du canonicat et prébende à Braga en vacance par le décès de Labrunia. ¹⁰⁶ Cette nomination constitue en outre un bon exemple de la gestion bénéficiaire par la Chambre Apostolique en termes d'une circulation destinant à conserver dans son ressort lesdits bénéfices, de façon à pourvoir aux nécessités économiques de leurs agents en mission. ¹⁰⁷

Ainsi, Guillaume de Bos est alors prêt à débiter une mission qui s'initie avec son départ d'Avignon le 7 décembre et qui termina avec son retour le 20 novembre 1331, après un long labeur de deux ans ¹⁰⁸ et dont les faits les plus marquants sont consignés dans les *rationes* qu'il laissa, aujourd'hui consultables dans les folios 62-87v du tome 112 du fond *Collectoriae* des Archives Vaticanes.

Nous détenons très peu d'informations sur son voyage à part les péages payés en Béarn et à Navarre dans le montant de trois florins et cinq tournois d'argent évalués à dix livres cinq sous en monnaie portugaise. ¹⁰⁹ Il prend ainsi une route terrestre prise depuis divers siècles par les pèlerins et restants voyageurs qui parcourent le chemin de Saint-Jacques. ¹¹⁰

À son départ d'Avignon, sa mission recoupe la perception d'un large éventail de droits — sollicités alors par la Chambre ou biens des arrérages des droits perçus auparavant — ¹¹¹ ou à régler les conflits d'y découlant. ¹¹² Ainsi, il a du

¹⁰⁵ *LCJXXII*, n.° 4019, 4026. Probablement il n'a jamais passé du sousdiaconat, comme il est dit dans la lettre apostolique lui concédant l'office de tabellion en tant que clerc célibataire et non promu aux ordres sacrés (*LCBXII*, n.° 5747).

¹⁰⁶ *LCJXXII*, n.° 47215.

¹⁰⁷ Cela peut être décelé au moins dans le cas du chapitre de Lisbonne à l'époque des papes d'Avignon. Mário FARELO, *O Cabido da Sé de Lisboa e os seus cônegos (1277-1377)*, vol. 1, Mémoire de Maîtrise, Faculdade de Letras da Universidade de Lisboa, 2003, pp. 90-92.

¹⁰⁸ *ASV*, *Coll.* 112, f. 84. Cette durée correspond à l'ajournement de sa promotion aux ordres sacrés qu'il avait obtenu avant son départ, ce qui peut indiquer l'existence d'une planification très concrète de la durée de sa mission. Après sa rentrée à Avignon, il intervient encore dans les affaires la concernant, ce qui lui vaut être retribué par la Chambre jusqu'au 13 mars 1332.

¹⁰⁹ *ASV*, *Coll.* 112, f. 83v.

¹¹⁰ La littérature sur cette question est immense. Voir par exemple Edwin MULLINS, *The Pilgrimage to Santiago*, Oxford, Signal Books, 2001, pp. X-XI.

¹¹¹ Dans ce dernier cas se trouvent la décime promise à son antecesseur Clément V lors du Concile de Vienne et dont le processus de collecte s'était arrêté au cours de la décennie précédent.

¹¹² Au sujet des rendements du lieu et *termo* d'Elvas, appartenant au diocèse d'Évora. Pendant l'épiscopat de Géraud, la charge de percevoir et d'administrer ces revenus était attribuée à Afonso Durães, recteur de

adresser la question des bénéfices portugais en vacance à la Curie, matière à laquelle Pierre de Labrunia n'a peut-être pas été en mesure de terminer avant son décès.¹¹³ Son action, conjointe à celle de l'évêque de Coimbra, s'étale sur la reconstruction de l'activité de l'ancien collecteur et son propre travail de perception, culminant leur besogne avec la récolte de 2968 livres en monnaie portugaise.¹¹⁴ Par ailleurs, il dut recueillir les droits de dépouille qu'étaient réclamés de plus en plus par la papauté avignonnaise. En ce sens, décédé entre le 30 mars et le 24 avril 1330,¹¹⁵ c'est le 26 août à Porto qu'il reçoit les lettres de Jean XXII sur la réserve apostolique des biens de Rodrigo, l'ancien évêque de Lamego et la commission en sa faveur pour leur perception au profit de la Curie.¹¹⁶

Après presque deux ans de mission, Guillaume de Bos rentre finalement à la Curie le 20 novembre 1331. La journée suivante il verse au trésor pontifical les sommes perçues, notamment celles recueillies au nom des décimes triennales, les fruits des bénéfices en vacature, l'argent déposé à Lisbonne par l'ancien collecteur Labrunia et le montant qu'il avait pu récupérer des dépouilles de l'évêque de Lamego.¹¹⁷ Il lui a fallu régler dans les mois suivants les affaires de sa mission, tâche qu'il termine le 13 mars 1332,¹¹⁸ après avoir réussi à passer l'accord sur les dépouilles de l'évêque de Lamego, survenu seulement le 26 août, avec la présence à la Curie de ses exécuteurs testamentaires, à savoir Gil Martins, trésorier de Braga et Martinho Afonso de Brito en représentation de son frère, l'évêque de Lisbonne.¹¹⁹

Les connaissances acquises au Portugal et son retour à la Curie lui permirent d'être en bonne place pour briguer des bénéfices lusitaniens, à joindre au canoniat et à la sacristie de Fréjus qu'il détenait dès 1318¹²⁰ et qu'il échangea pour la prebosterie de ce même chapitre en 1330, lorsqu'il était sur place au

l'église d'Elvas. Après l'assassinat dudit évêque, lors de la respective vacance, João Vicente, archidiaque de Barroso (archidiocèse de Braga) et le chapitre d'Évora, l'ont reconduit dans cette charge. A ce titre, il fut chargé par Gonçalo, archevêque de Braga; par Pierre, évêque d'Évora, par Gil Martins, trésorier de Braga et de Martinho Eanes, trésorier d'Évora, d'exiger et de récupérer les biens meubles dudit évêque assassiné. C'est après cela que le pape chargea Guillaume de Bos de quérir la vérité et de solliciter les sommes aliénées. Finalement, tout le processus fut remis à Raymond, évêque de Coimbra, lequel en 1332 est en train de faire citer à ce sujet la ville d'Évora. ASV, *Reg. Vat.* 117, f. 161v-162 (13 février 1332).

¹¹³ Dans ces comptes, il est fait mention de bénéfices entrés en vacance en 1328, avant qu'il fut nommé collecteur au Portugal.

¹¹⁴ E. GÖLLER, *Die Einnahmen (Johann XXII)*, p. 636. La description détaillée des bénéfices vacants avec la discrimination des sommes reçues se trouve dans ses comptes et dans la reconstruction de l'action de Pierre de Labrunia et de la sienne respectivement dans ASV, *Collectoriae* 112, f. 85-86v et 87-87v.

¹¹⁵ Anísio Miguel de Sousa SARAIVA, *A sé de Lamego na primeira metade do séc. XIV (1296-1349)*, Leiria, Edições Magno, 2003, p. 79.

¹¹⁶ Il est donc à Lisbonne vers la fin d'octobre dans le but de faire l'inventaire des biens du prélat ensemble avec João Afonso de Brito, évêque de Lisbonne et exécuteur testamentaire du défunt; ASV, *Coll.* 112, f. 88-91, 107-107v, un sujet analysé dans A. SARAIVA, *A sé de Lamego*, p. 80.

¹¹⁷ E. GÖLLER, *Die Einnahmen (Johann XXII)*, pp. 636-637.

¹¹⁸ ASV, *Coll.* 112, f. 84v.

¹¹⁹ ASV, *Instrumenta Miscellanea*, n.° 1210; *LCJXXII*, n.° 58252 (26 août 1332).

¹²⁰ *LCJXXII*, n.° 7571, 8043 et F. BAIX, *Notes sur les Clercs*, p. 30. Il avait obtenu auparavant une expectative de bénéfice ecclésiastique au diocèse de Toulouse, certainement celle qui lui permettra accéder à l'église de Montebruno, dont il est paré entre 1328 et 1331, avant de la transmettre à Pedro de Monteacuto, bénéficiaire du canoniat et prébende lisbonnais laissé par Pierre de Labrunia (*LCJXXII*, n.° 30929; *LSCJXXII*, n.° 4018).

Portugal et après une réserve pontificale.¹²¹ C'est ainsi qu'il obtient en octobre de 1332 le canonicat et la prébende de Coimbra antérieurement possédés par João de Lourosa et après la réserve lancée sur ceux-ci.¹²² Il s'en suit plus tard des bénéfices identiques au chapitre de Lisbonne, apparemment arrachés à João Lourenço [Chamiceiro].¹²³ Désormais, cependant, son travail principal aura pour cadre la Chambre apostolique dans la nouvelle condition de clerc de la Chambre, suivant la mort de B. de Peret. Sous peu, il débutera son *Liber Obligationum Communis Servitii*, avant d'intervenir en 1334 dans la croisade qui, en réalité, fut plutôt une expédition à l'île d'Eubée.¹²⁴ A cause de ses responsabilités curiales, il ne mettra plus les pieds au Portugal. Toutefois, son appartenance aux chapitres de Lisbonne, de Coimbra et de Braga fera de lui une personne-ressource qu'au moins ces deux dernières institutions n'hésiteront pas à mettre au profit dans la défense de leurs droits à la Curie.¹²⁵

Il reste que le travail le plus remarqué de Guillaume de Bos au Portugal concerne la perception d'une décime triennale imposée au clergé portugais. Cette dernière est assez exceptionnelle, puisqu'elle a été la seule décime qui ne fut pas objet de concession à la Couronne lusitanienne pendant les trois quarts de siècle à l'étude. Comme nous le verrons dans la section suivante, de Bos s'en chargea de la perception des deux premières années, la troisième étant perçue par des agents sur place, lesquels œuvreront encore sur son mandat, malgré le fait qu'il ne soit plus physiquement au Portugal.¹²⁶

¹²¹ *LCJXXII*, n.º 51160, 54012.

¹²² *Ibidem*, n.º 58622 (27 octobre 1332). Après sa mort, celui-ci passera à João de Bos, de même que son canonicat et prébende au chapitre lusitanien de Braga; ASV, *Reg. Aven.* 96, f. 140, 144.

¹²³ Cette concession a eu lieu à la fin de sa vie. Le 11 septembre 1343, il sollicite au pape la concession dans le canonicat et la prébende de Lisbonne, en vacance par la mort de Miguel Vivas, élu de Viseu, à qui Jean XXII avait concédé la grâce de garder les fruits de ces bénéfices jusqu'au moment de sa consécration. Trois ans plus tard, les recteurs, les maîtres et tout le *studium generale* de Lisbonne demandent ces bénéfices en faveur de João Lourenço, chanoine d'Évora, en disant que Jean XXII lui en avait fait concession et qu'il les avait retenus pendant une dizaine d'années, avant qu'il en fut exclu par la provision que ce même pape fit en faveur de Guillaume de Bos. Après la mort de ce dernier, ces bénéfices furent petitionnés en 1347 par l'évêque de Lisbonne d'origine limousine Étienne de la Garde, cette fois en faveur de son chapelain Pedro Martello, futur collecteur apostolique au Portugal; A. COSTA, *Monumenta Portugaliae Vaticana*, vol. I, p. 23, n.º 40 et pp. 115-116, n.º 216; Artur Moreira de Sá, *Chartularium Universitatis Portugalensis*, vol. I, Lisbonne, Instituto de Alta Cultura, 1961, p. 169, n.º 155.

¹²⁴ F. BAIX, *Notes sur les Clercs*, p. 31 et A. LE ROUX, *Servir le pape*, vol. 3, n.º 130.

¹²⁵ Ainsi, le chapitre de Braga le nomme en juin 1335 dans la qualité d'un de ses procureurs pour protester auprès de l'archevêque de Braga, alors à Avignon, sur la décime que le pape avait concédé pour porter secours à la Terre Sainte. Quelques années plus tard, c'est autour du chapitre coimbrais de l'inclure dans la délégation envoyée à Avignon en 1339 sur l'attribution d'un bénéfice et dans la défense l'année suivante d'un procès contre le respectif ordinaire; ADB, *Gaveta dos Quindênios e Décimas*, n.º 17 et 19 mentionné dans João Carlos Taveira RIBEIRO, *A Instituição Capitular Bracarense no Século XIV (1325-1374)*, Mémoire de Maîtrise en Histoire et Cultures Médiévales, Universidade do Minho, 1998, p. 186; TT, *Cabido da Sé de Coimbra*, 2^e incorporation, m. 92, n.º 4430; TT, *Colegiada de S. Cristóvão de Coimbra*, m. 88, n.º 4122 dans Gérard PRADALIÉ, *Quercynois et autres méridionaux au Portugal à la fin du XIII^e et au XIV^e siècle: L'exemple de l'Église de Coimbra*, «Annales du Midi», XCIV/159 (octobre-décembre 1982), p. 384.

¹²⁶ Par exemple, Gonçalo Martins, portionnaire du chapitre de Braga, souscollecteur des décimes de l'archevêché de Braga et mandaté par Guillaume de Bos, sacriste de l'église de Fréjus, nonce apostolique et

Les décimes pendant les décennies 1330 et 1340

Ce n'est pas sûr que le projet d'un passage général ait été déjà dans la tête de Jean XXII lorsqu'il concède aux royautes aragonaise et castillane des décimes, alors qu'il les refuse à Alphonse IV, tout en imposant au clergé national une décime pendant la durée de trois ans. La réaction ne se fit pas attendre et elle prit la forme d'une intervention dans les affaires de l'ordre de l'Hôpital, justement l'une des milices engagées dans le processus de récupération de la Terre Sainte.¹²⁷ Par une lettre datée du 1^{er} juillet de 1330, Jean XII se plaint de l'obstruction qu'Alphonse IV fit alors à l'envoi des *responsiones* que le prieur et les commandeurs portugais de l'Ordre de l'Hôpital devaient envoyer annuellement au Maître et au Couvent de Rhodes et des sollicitations financières qu'il faisait aux membres de l'Ordre dans le but de financer les campagnes contre les maures de Grenade.¹²⁸ En fait, Alphonse IV préparait alors sa participation à l'offensive que le roi castillan lança au mois d'août de cette même année de 1330 sur le château de Teba, arrivant même à envoyer un contingent d'un demi-millier de chevaliers lusitaniens.¹²⁹

L'investie grenadine à partir de 1331 changea peut-être les choses. Une *razia* dans la *procuración* d'Orihuela dans le royaume de Valencia en octobre de

collecteur de la décime, donne quittance audit archevêque des mille livres que celui-ci paya en raison de la décime due à Jean XXII pour l'année 1332; ADB, *Gaveta dos Quindénios e Décimas*, n.º 15 (26 mai 1332) et ADB, *Gaveta dos Quindénios e Décimas*, n.º 15 et J. RIBEIRO, *A Instituição Capitular*, p. 186.

¹²⁷ Sur cette vocation de l'Ordre de St. Jean de l'Hôpital, voir entre autres Benjamim Z. KEDAR et Sylvia SCHEIN, *Un projet de «passage particulier» proposé par l'ordre de l'Hôpital, 1306-1307*, «Bibliothèque de l'École des chartes», 137 (1979), pp. 211-226.

¹²⁸ L'argumentation pontificale insistait sur le fait que cette action royale était contre le droit, une fois que les Hospitaliers étaient exemptes d'y contribuer puisqu'ils s'exposaient aux ennemis de la fois dans les parties ultramarines. En réalité, les documents de concessions des décimes aux souverainetés mentionnaient normalement cette exception. Pour le cas spécifique ici mentionné, voir A. DIAS, *Monumenta Henricina*, vol. I, pp. 166-167. La question des *responsiones* demandées aux ordres militaires au Portugal fut adressée avec plus de substance dans Philippe JOSSEMAND, «*In servitio Dei et domini regis*». *Les ordres militaires du royaume de Castille et la défense de la Chrétienté latine: frontière et enjeux de pouvoir (XII-XIV siècles)*, in Carlos de AYALA MARTÍNEZ, Pascal BURESI et Philippe JOSSEMAND (eds.), *Identidad y representación de la frontera en la España medieval (siglos XI-XIV)*. *Actas del seminario de la Casa de Velázquez y de la Universidad Autónoma de Madrid (14-15 de diciembre de 1998)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2001, pp. 109-110 et dernièrement par Pedro Nuno Medeiros de HENRIQUES, *Os Portugueses e as Cruzadas (Séculos XII-XV)*, Mémoire de Maîtrise en Histoire Médiévale et de la Renaissance, Faculdade de Letras da Universidade do Porto, 2011, pp. 110-112. Par une supplique du 17 décembre 1345 nous savons que le roi lusitanien s'opposait encore à la sortie de contingents hôpitaliers portugais qui allaient intégrer l'*exercitus christianorum qui in partibus Turquie presentialiter est*; A. COSTA, *Monumenta Portugaliae Vaticana*, vol. I, p. 80, n.º 135.

¹²⁹ *Gran Crónica e Alfonso XI*, vol. I, ed. de Diogo CATALÁN, Madrid, Editorial Gredos, 1976, pp. 476-480; Miguel Ángel LADERO QUESADA, *Portugueses en la frontera de Granada*, «En la España Medieval», 23 (2000), pp. 71-72 et João Pedro Morgado da SILVA, *A Ordem de Cristo durante o Mestrado de D. Nuno Rodrigues Freire de Andrade (1357-1372)*, Mémoire de Maîtrise en Histoire Médiévale, Faculdade de Letras de l'Universidade de Lisboa, 2010 p. 23. Le roi Alphonse IV d'Aragon fit de même et ordonna que les *responsiones* à payer par les Hospitaliers aragonais fussent employés dans la campagne que le monarque préparait contre le royaume nazari; Manuel SÁNCHEZ MARTÍNEZ, *Las órdenes militares en la cruzada granadina de Alfonso el Benigno (1329-1334)*, «Anuario de Estudios Medievales», 28 (1998), p. 37, en spécial la note 17. La même démarche fut employée en 1331, dans le cadre de la réponse aragonaise à l'attaque nazari à Guardamar; *ibidem*, p. 40.

cette année et une invasion en règle de cette région au printemps suivant¹³⁰ motiva une réponse d'Alphonse IV d'Aragon par la préparation d'une expédition pour laquelle fut épargné le moins possible de villes du royaume.¹³¹ La couronne portugaise voulut très certainement capitaliser sa participation dans l'effort généralisé de la lutte contre les Grenadins et sur la menace d'invasions que ces derniers faisaient peser en Ibérie et qui aboutira par la prise de Gibraltar en juin 1333.¹³² Par une bulle de Jean XXII émise le 28 février de cette même année, nous savons que les trois principales monarchies ibériques espéraient tirer profit de ces conjoncture par la demande de décimes et d'autres subsides au pape.¹³³ Du côté portugais, Alphonse IV chargea de cette tâche le trésorier de Braga Gil Martins dans le cadre d'une mission diplomatique à Avignon qu'il accomplit au long du premier semestre 1332 avec Martinho Afonso de Brito, le futur évêque d'Évora.¹³⁴

Une fois de plus les espoirs d'Alphonse IV à obtenir des nouvelles sources de financement furent vouées à l'échec, malgré le contexte de guerre qu'existait à la péninsule et qui motiva la concession à son voisin castillan, vers la fin de cette même année, de *tercias* pendant deux ans afin de faire face aux dix mille hommes qui s'apretaient à passer en Grenade et de l'indulgence de la prédication de la Croisade en Castille pendant trois ans.¹³⁵

Cette nouvelle ratée ne doit pas seulement être imputée à la mort *in curia* du procureur royal chargée de la demande,¹³⁶ mais plus vraisemblablement au nouveau contexte qui peu à peu se dessinait sur la possibilité d'une nouvelle croisade vers l'Orient. Celle-ci se mit en place au long de la année suivante par la nomination en juin 1333 à sa tête de Philippe VI de France, peu avant la stabilisation des relations entre les royautes castillane et aragonaises avec le royaume nazari et

¹³⁰ José Vicente CABEZUELO PLIEGO, *Cristiano de Alá, renegado de Cristo. El caso de Abdalla*, «Sharq al-Andalus», 13 (1996), pp. 31-32.

¹³¹ Pour l'étude des subsides sollicités à cette occasions aux diverses agglomérations, voir Manuel SÁNCHEZ MARTÍNEZ, *Sobre la fiscalidad real en el reino de Aragón durante el primer tercio del siglo XIV: los subsidios para la campaña granadina (1329-1335)*, «Jerónimo Zurita. Revista de historia», 67-68 (1993), p. 12; *IDEM*, *La Corona de Aragón*, vol. II, pp. 771-813; M. FERRER MALLOL, *La frontera amb l'Islam*, pp. 127-133.

¹³² Manuel SÁNCHEZ MARTÍNEZ, *Mallorquines y genoveses en Almería durante el primer tercio del siglo XIV: el proceso contra Jaume Manfré (1334)*, «Miscel·lània de Textos Medievals», 6 (1988), p. 116.

¹³³ *LSCJXXII*, n.° 5092.

¹³⁴ M. FARELO, *La représentation de la couronne*, p. 753. Un inventaire de documentation intéressant le Portugal, conservé à Avignon vers le milieu du XIV^e siècle, réfère spécifiquement l'existante de «duas cartas com selo pendente do cavalo em que fazia procurador o Tesoureiro de Braga Gil Martins para pedir as dízimas»; ASV, *Reg. Aven.* 91, f. 313. Comme l'on a vu, cette mission serva aussi pour les envoyés du roi conclure l'entente avec Guillaume de Bos sur les biens de l'ancien évêque de Lamego.

¹³⁵ Cette dernière à partir de février 1332; N. HOUSLEY, *The Avignon papacy*, pp. 56-57.

¹³⁶ Le collecteur apostolique maître Geraldo Regafredo fit la perception des revenus des prebendes de Gil Martins, entrées en vacance dans les chapitres de Braga, d'Évora et de Lisbonne dont les revenus lénérés pendant cette période (1333/1334) montèrent à la somme de 1.237 livres 17 sous et 9 deniers. L'indication qu'il est mort à la curie dans la condition de chapelain du siège apostolique se trouve dans la bulle de concession de sa trésorerie de Braga à son successeur maître Estêvão Miguel, le 3 août 1334. Voir respectivement ASV, *Coll.* 112, f. 105-105v; ASV, *Reg. Vat.* 106, f. 446v-447 dans A. SÁ, *Chartularium*, vol. I, pp. 123-124, n.° 103.

les mérinides du nord d'Afrique.¹³⁷ Comme le roi lusitanien expérimentait alors à la Curie une conjoncture adverse causée par la question de la maîtrise portugaise de l'Ordre de Saint-Jacques¹³⁸ et la succession de l'évêque de Coimbra,¹³⁹ il se comprend que la démarche suivie par le roi portugais ne suivit pas la ligne de la demande de nouvelles décimes comme auparavant, mais fut bien de façon à contrecarrer la perception dans le royaume de la décime sexennale que Jean XIII avait concédée en 1333 à Philippe VI pour ladite croisade en faveur de la délivrance de la Terre Sainte.¹⁴⁰ L'argumentation du monarque lusitanien, de concert avec son homologue, ne pouvait être plus éloquent sur l'incompatibilité entre le projet pontificale et le projet royal d'expansion: plutôt que d'appuyer un passage outre-mer, il était beaucoup plus utile de poursuivre la croisade en sol ibérique à cause de la distance et de la souveraineté du royaume, c'est-à-dire, la nécessité de transmettre à sa descendance un territoire libre de toute domination musulmane. Selon Alphonse IV, le fait d'accorder les décimes en faveur des étrangers, fut-il pour combattre les Maures, était une action «déraisonnée» et un «desservice», puisque son propre combat contre eux était constant et, de plus, était accompli avec ses propres ressources financiers. Il concluait que, face à cette réalité, il serait plus logique de lui octroyer lesdites décimes. Alphonse IV ordonna ainsi, dès le 31 mai 1335, l'arrêt de l'exécution des lettres pontificales sur la levée de cette décime,¹⁴¹ quelques mois avant de la ratée du projet pontificale de la guerre entre la France et l'Angleterre et de l'ordre donnée par Benoît XII pour la dévolution des montants déjà perçus.¹⁴²

¹³⁷ Le royaume de Castille a fait la paix avec les mérinides et le royaume grenadin en mars 1334. Le royaume de l'Aragon, qui négociait la paix dès le mois de septembre 1333, s'y rejoint à partir de mai 1334 et le signe définitivement en juin 1335; Manuel SÁNCHEZ MARTÍNEZ, *El control del corso valenciano (1334) en el marco de la paz entre la Corona de Aragón y los sultanatos de Granada y Fez*, in *Homenaje al prof. J. Bosch Vilà*, vol. 1, Granada, Universidad de Granada, 1991, pp. 350-352; *idem*, *En torno a la piratería nazarí entre 1330 y 1337*, in *V coloquio internacional de Historia Medieval de Andalucía: Andalucía entre Oriente y Occidente (Córdoba, 1986)*, Córdoba, Diputación Provincial de Córdoba, 1988, p. 435; María Dolores LÓPEZ PÉREZ, *Una frontera no determinada: las actividades corsarias catalanas y granadinas en el Mediterráneo occidental (siglo XIV)*, «História. Revista de la Faculdade de Letras», VIII (1991), p. 871; *idem*, *La Corona de Aragón y el Magreb en el siglo XIV, 1331-1410*, Barcelone, CSIC, 1995, pp. 687-695.

¹³⁸ A. COSTA, *Monumenta Portugaliae Vaticana*, vol. II, pp. LXXXIV-LXXXIX.

¹³⁹ Le candidat mis de l'avant par la Curie, Jean de Montpézat, neveu du cardinal Pierre des Près, n'avait pas l'agrément du monarque, qui semble avoir fait un mauvais accueil au vicaire du nouveau évêque, maître Arnaud de Saint Vicent, lequel arrivait au Portugal aussi dans la qualité de collecteur apostolique.

¹⁴⁰ La documentation sur la mise en collecte de cette décime a été éditée et discutée à plusieurs reprises, notamment dans A. DIAS, *Monumenta Henricina*, vol. I, p. 170; B. CAUSSE, *Église, Finance et Royauté*, pp. 219-220; J. GOÑI GAZTAMBIDE, *Historia de la bula*, pp. 314-315; N. HOUSLEY, *The Avignon papacy*, p. 54.

¹⁴¹ C'est dans cet ordre que nous avons puisé l'argumentation mentionnée ci-dessus. Le chapitre cathédral de Braga fait de même en protestant sa levée auprès de l'archevêque; TT, *Colegiada de Sta. Maria de Óbidos*, m. 9, n.º 167 et ADB, *Gaveta dos Quindénios e Décimas*, n.º 17, 19 et 20 dans J. RIBEIRO, *A instituição capitular*, p. 186 et A. DIAS, *Monumenta Henricina*, vol. I, pp. 170-172.

¹⁴² B. CAUSSE, *Église, Finance et Royauté*, p. 120; A. FLICK, *The Decline*, p. 127. Pour le cas portugais, l'ordre apostolique arrive sous la forme d'une bulle du 18 décembre 1336 dirigée à l'archevêque de Braga Gonçalo Pereira, dans laquelle il ordonne que les montants de la décime perçue —qu'avaient arrivé à la Curie un mois auparavant— fussent remis aux bénéficiaires, s'ils étaient en vie ou à leurs églises, s'ils auraient disparus; ADB *Colecção Cronológica*, cx. 13, sans numéro (insérée dans un document daté du 24 mars 1337).

La situation de belligérance interne entre le Portugal et la Castille dans les années suivantes, laquelle déboucha en guerre ouverte de 1336 à 1338, ne fut pas de façon à promouvoir des initiatives communes contre les Musulmans.¹⁴³ Il reste que l'idée de la Croisade demeurait toujours un argument utile dans l'arsenal de ressources mis de l'avant par la médiation pontificale, sans que cela représente pour autant une concession dans la question de l'octroi de nouvelles concessions fiscales aux deux parties en conflit.¹⁴⁴

Le cadre des relations entre le royaume du Portugal et la Curie apostolique sur cette question spécifique change radicalement à partir du début de la décennie suivante. La victoire du Salado en octobre 1340 fut déterminante à cet égard. Non seulement les royautés castillane et portugaise reconciliées vainquirent sur le champs de bataille la dernière grande force que les Musulmanes auront mis sur pied pour envahir la péninsule, mais aussi elles mirent sur pied une stratégie de propagande destinée à montrer l'engagement ibérique dans la Croisade. Celle-ci atteignit certainement plus profondément l'esprit curial que laisse présager la fameuse ambassade envoyée par Alphonse XI destinée à faire valoir l'importance politique et symbolique de cette victoire.¹⁴⁵ Il faut penser qu'il s'agit, pour le cas portugais, d'une nouvelles étape dans la reconnaissance apostolique de son engagement dans la *reconquista*, dès lors symbolisée à cette même occasion par l'octroi de la rose d'or à l'ambassadeur portugais Lopo Fernandes Pacheco.¹⁴⁶ Les preuves du changement sont surtout remarquées du côté de l'octroi de l'aide financière par la papauté aux entreprises. Désormais, plus jamais Alphonse IV fera face à l'intransigeance du Consistoire vis-à-vis des demandes du monarque lusitanien. Le sujet est adressé dans l'ambassade de Lopo Fernandes Pacheco, de Martinho Afonso de Brito et de Lourenço Gomes de Abreu (fin 1340 et premier semestre 1341) qui se plaignent que la Couronne est en manque de ressources financiers pour poursuivre la lutte.¹⁴⁷ La réponse papale arrive le 30 avril 1341, par laquelle Benoît XII concède à Alphonse IV une décime biennale sur tous les bénéfices ecclésiastiques du royaume, ainsi que la prédication de la Croisade par l'archevêque de Braga contre les Maures du futur espace marocain et contre

¹⁴³ Sur cette guerre, voir Miguel Gomes MARTINS, *A guerra esquivada. O conflito luso-castelhano de 1336-1338*, «Promontoria. Revista do Departamento de História, Arqueologia e Património da Universidade do Algarve», 3 (2005), pp. 19-80.

¹⁴⁴ Benoît XII demande à Alphonse IV, dès le mois de décembre 1337, de bien vouloir reformer les traités existants avec la Castille, ainsi que de faire relayer les sommes pas encore perçues de la décime de 1334 en tant que subside pour la Terre Sainte, dans le cas de ce «passage» réellement se réaliser; *LSCBXII (Étranger)*, n.º 1620.

¹⁴⁵ Léopold DUHAMEL, *Une ambassade à la cour pontificale: Épisode de l'histoire des palais des papes*, Avignon, Seguin, 1883, pp. 10-12.

¹⁴⁶ Sur sa biographie, voir l'étude monographique de Vanda LOURENÇO, *Lopo Fernandes Pacheco: um valido de D. Afonso IV*, «Estudos humanísticos. História», 5 (2006), pp. 49-69 publié aussi dans «Medievalista», 2 (2006), pp. 1-19. [<http://www.fcsh.unl.pt/iem/medievalista/MEDIEVALISTA2/PDF2/Lopo-PDF.pdf>].

¹⁴⁷ Pour les motifs et les sources associées à la connaissance de cette ambassade, voir ASV, *Reg. Vat.* 135, f. 30v-32; A. COSTA, *Monumenta Portugaliae Vaticana*, vol. II, pp. CXXIV, CXXIX; *LSCBXII (Étranger)*, n.º 3083; S. SANTARÉM, *Quadro Elementar*, vol. IX, p. 349; M. FARELO, *La représentation de la couronne*, p. 754.

le roi de Grenade.¹⁴⁸ Le pontifice espérait ainsi que le monarque portugais remplisse la parole donnée et puisse contribuer à empêcher l'invasion musulmane de la péninsule et défendre le Portugal des attaques musulmans par mer ou par terre.¹⁴⁹

Malheureusement, il ne subsiste pas d'informations comptables sur la perception de cette décime, au contraire de la prédication de la Croisade qui semble avoir été prêchée au moins pendant le deuxième semestre de 1342.¹⁵⁰ La conjoncture favorable poussa sans doute le monarque à poursuivre de nouvelles concessions, une fois la fin de la décime biennale antérieurement conférée. Cette fois, Alphonse IV fait signaler ses intentions par le biais de l'ambassade de Fernando Gonçalves Cogominho et de maître João das Leis. Au-delà de différents sujets alors traités comme l'obtention des dispenses de consanguinité en faveur de l'*infanta* Eleanore et de Marie, fille du dauphin Pierre,¹⁵¹ le sujet des décimes a été aussi affleuré. Une autre décime biennale a donc été obtenue, certainement par l'influence de l'ominiprésent archevêque de Braga, dans laquelle s'énonce que le monarque ne pourrait pas de demander d'autre décime pendant les deux années suivantes.¹⁵² La justification que le pape y apporte est tout à fait recevable, une fois qu'Alphonse IV était alors le seul monarque ibérique qui n'était pas en paix avec le roi du Maroc.¹⁵³ Nous croyons, cependant, qu'il faut y voir aussi une contrepartie pour l'octroi des îles Canaries à Luis de La Cerda l'année antérieure, en détriment de la Couronne portugaise qui les réclamaient également. La réponse royale écrite sur la question est parvenue jusqu'à nous et elle demeure une pièce très importante pour la compréhension de la conjoncture internationale des relations maintenues alors par le Portugal.¹⁵⁴

La fin de cette deuxième décime biennale motive une nouvelle demande du noble chevalier dénommé Gonçalo en 1347,¹⁵⁵ selon une démarche qui rappelle les demandes coup sur coup octroyées à la monarchie française par les papes avignonnais.¹⁵⁶ En fait, il existait en danger réel, une fois qu'il courrait des nouvelles que le roi du Maroc se préparait avec un grand appareil d'armes à envahir

¹⁴⁸ En furent exemptés les cardinaux et les frères des ordres de l'Hôpital, du Christ, de Saint-Jacques et d'Avis; LCBXII, n.º 9139, 9141; S. SANTARÉM, *Quadro Elementar*, vol. IX, p. 349.

¹⁴⁹ LSCBXII (*Étranger*), n.º 3083 (16 mai 1341).

¹⁵⁰ Les preuves concernent l'existence d'un clerc «qui apporte l'étendard de la Croisade» et qui témoigne un document du 16 septembre 1342, de même qu'un certain João Silvestre qui est appelé, en mai de cette année, comme «prêcher de la Croisade contre les Maures»; TT, *Mosteiro de Santos-o-Novo*, n.º 449; J. RIBEIRO, *A Instituição Capitular*, p. 164, note 34.

¹⁵¹ ASV, *Reg. Aven.* 79, f. 117v; S. SANTARÉM, *Quadro Elementar*, vol. IX, p. 354. Les sujets et les documents connus sur cette ambassade se retrouvent recensés dans M. FARELO, *La représentation de la couronne*, pp. 754-755.

¹⁵² ASV, *Reg. Aven.* 79, f. 136v-139v; S. SANTARÉM, *Quadro Elementar*, vol. IX, p. 353; A. DIAS, *Monumenta Henricina*, vol. I, pp. 217-221; J. MARQUES, *Descobrimentos Portugueses*, vol. 1, p. 83.

¹⁵³ Voir la note précédente.

¹⁵⁴ Eugénio do CANTO, *Carta de el-rei Affonso IV ao papa Clemente VI, de 12 de Fevereiro de 1345*, Lisbonne, Imprensa Nacional, 1910 entre autres.

¹⁵⁵ LCCVI (*Étranger*), n.º 1411.

¹⁵⁶ B. CAUSSE, *Église, Finance et Royauté*, p. 199 et seq.

de royaume de Valence.¹⁵⁷ Il reste que cette demande ne fut pas remplie en entier, puisque à la suite du cardinal Élie Talleyrand de Périgord, cardinal-prêtre de Saint-Pierre *in Vincula*, le consistoire décide d'octroyer cette décime biennale à la condition d'exister une réelle invasion des terres du roi du Portugal.¹⁵⁸ Il n'est guère possible de savoir, pour l'instant, si cette décime donnée en expectative à jamais eu lieu.

La décime quadriennale de 1355 et la mission du collecteur Jean Garrigue

Près de huit ans se sont écoulés entre l'octroi de décime conditionnelle que nous venons d'évoquer et la nouvelle concession en 1355. Entre les deux, la désorganisation causée par les effets de la Peste noire dans les institutions du royaume ne manqua de faire plier l'attention du roi lusitanien vers les affaires intérieures dans le but de réactiver et normaliser les activités productives et administratives du royaume. Pour ce qui est des affaires fiscales de la papauté, cette période bénéficie aussi d'un changement de posture, étant donné la fixation sur place d'un collecteur permanent dans la personne de Pierre Martel.¹⁵⁹ Il faut avouer que la mort de celui-ci vient poser, non seulement la question reliée à l'acheminement des revenus que l'ancien collecteur n'avait pas eu le temps d'envoyer, mais aussi sur la levée de ses propres dépouilles. Le choix que la Chambre fit de son successeur témoigne la préférence pour un officier qui détenait de l'expérience du travail sur le terrain, qui possédait un réseau de solidarité et une connaissance réelle du contexte camerale ibérique. En effet, ce clerc, qui appartenait à la maison-née du collecteur à Aragon, Majorque et Navarre Folc Perier, y était envoyé par son maître au début de l'année 1354 pour collecter au nom de la Curie les droits qui leur appartenaient.¹⁶⁰

Jean Garrigue se trouve ainsi dans une situation privilégiée pour s'occuper de la situation ouverte par la disparition du collecteur antérieurement mis en place par la Chambre apostolique. Celle-ci agit vite. Dès le 18 mars 1355, certainement suite aux nouvelles du décès du collecteur portugais, la chancellerie apostolique émit un sauf-conduit à son égard, *ad partes Portugaliae pro negotiis Camerae apostolicae destinato*.¹⁶¹ A ce moment-là, il sait déjà qu'il aura à gérer la question de la décime quadriennale qu'Innocent VI autorisa à un très vieux Alphonse IV

¹⁵⁷ S. SANTARÉM, *Quadro Elementar*, vol. I, p. 194.

¹⁵⁸ *LCCVI (Étranger)*, n.º 1411.

¹⁵⁹ Les traits biographiques les plus importants de ce personnage se trouvent dans M. FARELO, *O Cabido da Sé*, vol. II, pp. 118-125; *idem*, *Les clercs*, p. 140.

¹⁶⁰ Hermann HÖBERG, *Die Einnahmen der Apostolischen Kammer unter Innozenz VI. Erster teil: Die Einnahmeregister des papstlichen Thesaurars*, Paderborn, Verlag Ferdinand Schöningh, 1955, p. 70. Son sauf-conduit à la destination des royaumes d'Aragon, Navarre et Castille est daté du 18 mars 1354 (*LSCIVI*, n.º 866). Sur cet important personnage de la Chambre dans la Péninsule ibérique pendant la seconde moitié du XIV^e siècle, voir l'étude de Jordi Morelló Baget, *Andanzas (y malandanzas)*.

¹⁶¹ *LSCIVI*, n.º 1427 (18 mars 1355).

en 1355. Cette fois le *leitmotiv* était les représailles par la destruction causée par les attaques musulmanes en Algarve. L'argent servirait pour armer des navires et payer les soldats nécessaires pour reprendre les lieux-forts qu'y étaient pris à la suite de operation militaire.¹⁶² La durée de la décime appelle un commentaire. Le fait qu'il s'agit alors d'une décime quadriennale pourrait faire penser que la papauté aurait dérogé à la pratique de n'octroyer que des décimes biennales au Portugal comme l'on a vu au cours de la décennie précédente. En réalisé, dans la mesure où cette décime quadriennale est partagée à parts égales par la Couronne et par la papauté, il revient au même: quatre demis années ou deux années entières de décime à chacun de ces pouvoirs. Le changement de *praxis* n'est pas sans relation avec la conjoncture nefaste qu'affectait alors la papauté et la subvention de ses guerres en Italie e qui amena la demande des subsides à des divers prélats ibériques.¹⁶³

Cependant, sa lettre de commission, arrivée environ deux semaines après sa nomination, ne fait mention spécifique à la question de la décime: il doit acheminer à la Chambre les biens et les sommes appartenantes à la Chambre que Pierre Martel n'a pas pu dépêcher lui-même, de même qu'il doit s'informer, exiger et recevoir les biens meubles, dettes et crédits du défunt, devant envoyer à la Chambre une copie de l'inventaire.¹⁶⁴ Il prépare le restant de sa mission dans les semaines suivantes en obtenant une lettre de recommandation en sa faveur au roi Alphonse IV et à Guillaume de la Garde, archevêque de Braga, datée du 13 avril suivant.¹⁶⁵

Muni de tout arsenal documental, il sort d'Avignon le 19 mai 1355, un mardi, en compagnie d'un notaire, de deux *famulos* et de deux chevaux.¹⁶⁶ Partant en direction à Montpellier et ensuite en prenant le chemin de Saint-Jacques, leur voyage n'est pas de tout repôs, après qu'il et sa famille aient souffert un dévalissement des documents apostoliques qu'il amenait par les autorités municipales de Logroño.¹⁶⁷

A son arrivée au Portugal, il s'arroge la direction des affaires camérales à un moment où il n'existe pas encore un substitut à Pierre Martel. Il doit ainsi très rapidement épauler le prieur de Ste. Croix de Coimbra et Estêvão Martins, l'ancien sous-collecteur du diocèse de Lisbonne, dans la mission de recevoir les biens meubles, les débits et les crédits de l'ancien évêque de Porto réservés par la Chambre, lequel avait entretemps décédé en dehors de la Curie.¹⁶⁸ Ce fut probablement dans cette conjoncture que la Chambre nomme comme collecteur permanent un clerc rompu aux affaires ecclésiastiques portugais, Guillaume Piloti,

¹⁶² TT, *Núcleo Antigo* 39, f. 40-42.

¹⁶³ Innocent VI demanda ainsi un subside de 4.000 florins à l'archevêque de Tolède et un autre de 3.000 à l'évêque de Lisbonne; José ZUNZUNEGUI ARAMBURU, *Bulas y Cartas secretas de Inocencio VI (1352-1362)*, Rome, Instituto Español de Historia Ecclesiastica, 1970, pp. 170-171, n.º 162.

¹⁶⁴ LSCIVI, n.º 1437 (30 mars 1355).

¹⁶⁵ LSCIVI, n.º 1461 (30 avril 1355).

¹⁶⁶ ASV, *Reg. Aven.* 131, f. 245.

¹⁶⁷ *Ibidem*, f. 145v-146.

¹⁶⁸ LSCIVI, n.º 1511 (19 mai 1355).

dont nous avons récemment retracé le parcours bénéficiaire et administratif au Portugal.¹⁶⁹ Jean Garrigue devient, à son tour, commissaire apostolique et travaille de près avec lui dans le but de s'acquitter des missions qui lui furent confiées et celles qu'entretemps la Chambre leur chargent.¹⁷⁰

Les exhaustives comptes que Jean Garrigue laissa de sa mission portugaise permettent d'évaluer l'effort soutenu qu'il montrera dans l'exécution de sa mission, ainsi que les maintes dépenses effectuées pour son aboutissement.¹⁷¹ Ainsi, le restant de l'année 1355 et tout l'année suivante sont passées dans des deambulations entre Braga et Lisbonne dans le but de recueillir les divers droits appartenants à la Chambre, soit de forme directe, soit à travers du personnel à lui adscrit. Une nouvelle phase de sa mission s'initie à partir du second semestre de 1356 avec la préparation de l'envoi des espèces recueillies: il faut organiser l'acheminement des espèces depuis les sièges diocésains jusqu'à Lisbonne, tout comme il faut procéder aux échanges de monnaie. Les transferts de fonds sont alors effectués à Avignon via les marchands rochelais, soit Raymond Burgandi en septembre 1356¹⁷² et en mars 1357,¹⁷³ soit Pierre Buffet en janvier 1357.¹⁷⁴ Pour cela Jean Garrigue délivra des quittances à Guillaume Piloti qui constituent aujourd'hui des précieuses sources pour l'étude de la fiscalité apostolique au Portugal pendant le début de cette seconde moitié du XIV^e siècle.¹⁷⁵

Vers la fin du mois de décembre 1356, il est presque prêt à partir. Il l'avoue dans une lettre adressée au camerier et au trésorier pontificaux, dans laquelle il fait part des assignations déjà effectuées et les échanges qu'il veut encore réaliser.¹⁷⁶ Parti du Portugal le mois suivant,¹⁷⁷ il continue sa tâche à Castille, arrivant seulement à Avignon vers le mois de juillet. C'est alors qu'il verse encore mille florins provenant de la mission lusitanienne. Maintenant à la Curie, cette période ne n'est qu'un répit dans sa relation avec les collectories ibériques.

Revenant à Guillaume Piloti, l'une de premières tâches à laquelle il dut faire face a été justement celle de demander et percevoir la moitié de la décime quadriennale imposée aux personnes ecclésiastiques des royaumes du Portugal et de l'Algarve.¹⁷⁸ Octroyée le 27 février 1355 à un Alphonse IV déjà accablé par les disensions avec le dauphin Pierre, cette moitié de la décime quadriennale se

¹⁶⁹ Mário FARELO, *Afonso Domingues de Linhares, antes de ser obispo de Segovia*, «Revista de Estudios Segovianos», 55 (2013) (sous presse).

¹⁷⁰ Le meilleur exemple demeure la collecte des dépouilles de Thibaud de Castillon, évêque de Lisbonne, dont la lettre de commission pour les biens de défunt à recueillir dans la province de Braga fut émise à leur nom; *LSCIVI*, n.° 2208 (21 juin 1356).

¹⁷¹ ASV, *Reg. Aven.* 131, f. 245-278.

¹⁷² H. HÖBERG, *Die Einnahmen (Innozenz VI)*, p. 145.

¹⁷³ *Ibidem*, p. 194. Celle-ci se reconnaît dans la quittance du 31 mars 1357 passé par le trésorier apostolique, Renaud, évêque de Lisbonne à Jean; ASV, *Archivum Arcis, Armadio C*, n.° 51.

¹⁷⁴ H. HÖBERG, *Die Einnahmen (Innozenz VI)*, p. 194.

¹⁷⁵ ASV, *Archivum Arcis, Armadio C*, n.° 51 (31 mars 1357), n.° 79 (17 décembre 1356).

¹⁷⁶ ASV, *Instrumenta Miscellanea*, n.° 2107.

¹⁷⁷ ASV, *Reg. Aven.* 131, f. 266.

¹⁷⁸ *LSCIVI*, n.° 1763 (12 octobre 1355).

destinait à reconquérir les lieux perdus en Algarve pendant les divers attaques que les musulmans avaient portés entretemps contre cette région.¹⁷⁹ À croire les doléances présentées par le clergé lors des cortès de 1361, la perception dura toute la période, bien que les deux dernières années de collecte, c'est-à-dire les années 1358-1359, ont été levées de forme manifestement illégale. Selon eux, la mort d'Alphonse IV rendait irrégulière toute perception ultérieure sans autorisation pontificale et, nous disent les prélats, le pape avignonnais ne l'a pas renouvelée. Ils se plaignent que certains s'entre eux l'ont tout de même payé pendant cette période à la suite de certaines persuasions, alors que les recalcitrants y furent contraints par les justices du roi. Ils demandaient alors que le pape puisse trancher à question.¹⁸⁰

La réponse de Pierre I^{er} (1357-1367), donnée sur-le-champ, a été assez diplomatique,¹⁸¹ certainement parce qu'il s'était anticipé à son clergé et avait entamé des actions auprès de la Curie dans le but d'une nouvelle concession. Cette fois, cette demande, datée de cette même année de 1361, nous a été conservée sous forme d'une supplique par laquelle le monarque sollicite les décimes sur tous les rendements ecclésiastiques pendant dix ans. L'objectif, cette fois, n'était pas de faire directement la guerre à l'Infidèle, mais avait un but nettement bien plus pratique. Il fallait réparer les châteaux, les tours et les forteresses nécessaires à la défense du royaume contre les Maures, maintenant détruites ou en ruines à la suite des divers tremblements de terre qu'affectèrent alors le royaume portugais.¹⁸²

L'octroi des décimes en 1376-1377

Lorsque Jacques de Sirano est sommé de se diriger en *Hispania* au service du pape et de la Chambre apostolique dès le milieu de 1372,¹⁸³ il faisait au moins dix ans que ce dernier avait des contacts avec les affaires caméaux à la péninsule.¹⁸⁴ Cha-

¹⁷⁹ TT, *Núcleo Antigo*, n.º 39, f. 40-42.

¹⁸⁰ A. DINIS, *Monumenta Henricina*, vol. I, pp. 243-244, de même que la bibliographie y recensée.

¹⁸¹ Le roi ordonne à ses *corregedores* et à ses officiers judiciaires d'examiner les chartes royales qui possèdent les prélats et les clercs, de façon à procéder d'accord avec ce qu'y est convenu.

¹⁸² A. COSTA, *Monumenta Portugaliae Vaticana*, vol. I, p. 388, n.º 231. Sur les effets de ces tremblements, notamment celui du 24 août 1356, voir Marisa COSTA, João D. FONSECA, *Sismicidade histórica em Portugal no período medieval*, in *Sísmica 2007. 7º Congresso de Sismologia e Engenharia Sísmica*, Porto, Faculdade de Engenharia da Universidade do Porto-Sociedade Portuguesa de Engenharia Sísmica, 2007, p. 6.

¹⁸³ Toute la hiérarchie ecclésiastique des royaumes de Castile, Leon, Aragon, Portugal et Navarre en furent averties par bulle du 5 mai 1372; Maria da Assunção Jácome de VASCONCELOS, António de Sousa ARAÚJO, *Bulário Bracarense. Sumário de Diplomas Pontifícios dos Séculos XI a XIX*, Braga, Arquivo Distrital de Braga-Universidade do Minho, n.º 259.

¹⁸⁴ Le 20 mars 1363 il reçut de la Chambre la somme de 40 florins pour une mission à Majorque, certainement destinée à la collecte des dépouilles de l'ancien évêque Antonio de Colell; Karl-Heirinch SCHÄFER, *Die Ausgaben der apostolischen Kammer unter den Päpsten Urban V. und Gregor XI.*, Rome, F. Schöningh, 1937, p. 11; Daniel WILLIMAN, *Calendar of the Letters of Arnaud Aubert, Camerarius Apostolicus 1361-1371*, Toronto, Pontifical Institute of Mediaeval Studies, 1992, p. 124, n.º 156.

noine prébendé de Barcelone, puis de Narbonne,¹⁸⁵ il a intervenu au long des années suivantes dans des opérations financières de la Chambre, soit à travers la perception d'une décime biennale concédée au roi de France en 1366,¹⁸⁶ soit par la collecte des décimes en Italie et dans les provinces de Vienne, d'Embrun, de Tarentaise et Besançon en 1371.¹⁸⁷

À première vue, la mission ibérique de Jacobo de Sirano semblait destinée à continuer celle de Bertrand du Mazel.¹⁸⁸ Tout comme ce dernier, il devrait examiner les comptes des collecteurs et des souscollecteurs en œuvre en Castille, à Léon et au Portugal.¹⁸⁹ Avec le pouvoir de corriger et de suspendre les collecteurs permanents déployés dans ces royaumes, il continuait ainsi le travail de vérification du fonctionnement des collectories ibériques initié avec son prédécesseur. Pour cela, il put compter avec l'aide du nouveau agent pontifical.

Nommé le 28 novembre 1372,¹⁹⁰ c'est dans les mains de l'officiel de Lisbonne que Pierre Cavalier jurera d'exercer loyalement l'office de collecteur apostolique dans le royaume du Portugal presque quatre mois plus tard.¹⁹¹ Désigné dans les sources lusitaniennes comme Pedro Cavaleiro, il est alors un clerc expérimenté dans les affaires caméraux et bien familiarisé avec le milieu ecclésiastique portugais. L'histoire de ce clerc français au Portugal débute très probablement avec sa venue dans la maisonnée de Thibaud de Castillon lors de la première moitié des années 1350.¹⁹² Mais c'est à la fin de cette décennie qu'il

¹⁸⁵ Il est désigné de licencié en Décrets et bachelier en lois en 24 novembre 1362, date à laquelle il obtient une provision apostolique dans le canonat et prébende de Barcelone, étant recteur de la paroisse de Solagio dans le diocèse de Narbonne. Il obtient le 5 juillet de l'année suivante une dispense pour recevoir pendant trois ans les revenus de ses bénéfices sans résidence, renouvelée pour trois autres années le 24 août 1365. La provision dans le canonat et prébende de Narbonne lui est concédée par lettre du 18 novembre 1366. En septembre 1369, déjà docteur en Décrets, il reçoit d'Urbain V la provision dans un canonat et prébende de Lodève, toute en retenant la paroisse de Solagio et les bénéfices au chapitre de Narbonne. L'année suivant c'est ce même pape qui lui confère un autre canonat et prébende narbonnaise entrée en vacance; *LCUV*, n.° 7222, 4992, 14223, 20491, 25011 et 25989. Sur sa carrière bénéficiaire postérieure, voir *LSCGX*, IV^e année, p. 156, n.° 36791; p. 314, n.° 38161.

¹⁸⁶ K.-H. SCHÄFER, *Die Ausgaben (Urban V. und Gregor XI)*, p. 160 (30 janvier 1366).

¹⁸⁷ *LSCGX* (France), n.° 199 (2 mai 1371). Le pape l'ordonne également de percevoir dans ces provinces le subside dû au trésor pontifical en avril 1373. Le fait que le document soit aussi adressé à Guillaume du Lac, chanoine de Mayence, licencié en lois et nonce apostolique, se comprend par le fait que Jacques est alors en marche ou séjourne déjà au Portugal; *LSCGX* (Étranger), n.° 1644 (3 avril 1373).

¹⁸⁸ Sur cette dernière, voir J. GLÉNISSON, *Un agent de la Chambre*.

¹⁸⁹ *LSCGX* (Étranger), n.° 1386 (9 janvier 1373); José Manuel NIETO SORIA, *Iglesia y génesis del estado moderno en Castilla (1369-1480)*, Madrid, Editorial Complutense, 1993, p. 69.

¹⁹⁰ *LSCGX* (Étranger), n.° 1222 (28 novembre 1372).

¹⁹¹ *LSCGX* (France), n.° 1532.

¹⁹² Cette hypothèse est purement conjoncturelle. Elle est basée dans le fait que son frère Elias Cavalier était clerc de ce prélat et qu'il étudie vers 1355 au Portugal, date à laquelle Pierre surgit liée à la collégiale de Sainte-Croix de Lisbonne, justement une église de provision épiscopale. Trois ans plus tard, désigné d'habitant à Lisbonne et frère d'Elias Cavalier, prieur de Pernes, il fait donation de deux maisons à Lisbonne à Catarina Peres, mère de ses enfants, probablement avant d'entamer son parcours bénéficiaire dans cette même église de Sainte-Croix de Lisbonne, de Sainte-Marie de Marvila de Santarém et du propre chapitre de Lisbonne; Y. RENOUARD, *Un Français du Sud-Ouest*, p. 1039; M. FARELO, *O cabido da Sé*, vol. II, pp. 174-175; TT, *Colegiada de Sta. Cruz do Castelo de Lisboa*, m. 3, n.° 136 et 141; A. COSTA, *Monumenta Portugaliae Vaticana*, vol. I, pp. 355-357, n. 173, 17.

surgit plus fréquemment, surtout en termes de son ascension dans l'hierarchie du chapitre de Lisbonne, où il se fraye un chemin dès la possession d'un demi-canonat jusqu'à l'obtention de l'archidiaconé de Lisbonne, la troisième dignité en importance de cette institution capitulaire.¹⁹³ Également, il atteste des solidarités avec les curiales étrangers ayant des intérêts à Lisbonne, puisqu'il est choisi par le doyen lisbonnais, le cardinal Guillaume de la Jugie, comme son vicaire entre 1364-1367, quelques années avant d'être choisi par le chapitre pour agir dans la qualité de vicaire-général dans le spirituelle, lors de la vacance de la cathédrale entre 1371 et 1372.¹⁹⁴

À cette époque Pierre est déjà une *persona grata* au sein de la Chambre. En effet, il avait été commissionné par Bertrand du Mazel pour acquitter diverses missions camérales à Lisbonne, pendant le séjour de ce dernier au Portugal, un fait qui lui vaut d'être désigné parfois comme sous-collecteur-général.¹⁹⁵ Il intervient alors de forme significative dans la perception des revenus des bénéfices vacants à la Curie.¹⁹⁶ C'est ainsi en bénéficiant des solidarités avec du Mazel —lequel rappelons-nous était de l'avis qu'aucun portugais sur place n'était en mesure d'assumer l'office de collecteur portugais—¹⁹⁷ que le français Pierre Cavalier est promu à cette charge. Dès lors, étant le collecteur-général apostolique, il devient responsable par la collecte des sommes dues au cardinal Gui de Boulogne à cause de sa légation en Hispania¹⁹⁸ et par les procès décollés des subsides antérieurement demandés par Jacobo de Sirano.¹⁹⁹ Il sera, avec ce dernier, responsable dès octobre de 1373 par la collecte des biens du défund évêque de Viseu.²⁰⁰

En fait, les tâches auxquelles Jacques de Sirano dut s'acquitter au Portugal ne furent sans relation avec celles jadis accomplies par Bertrand du Mazel. Tout comme ce dernier, il eut à régler la perception des fruits et les bénéfices qui étaient indument dans la possession de certains clercs ibériques,²⁰¹ ainsi qu'il lui

¹⁹³ Il acquière un demi-canonat dès 1359 qu'il maintient jusqu'en 1363. À partir de cette date il y obtient un canonat et une prébende qu'il cumule entre 1368/1369 et 1376 avec la dignité de maître-école. Une année plus tard il devient archidiacre de Lisbonne. Quoique moins important dans l'hierarchie capitulaire, il tente également dès 1378 l'obtention de l'archidiaconat de Santarém; M. FARELO, *O cabido da Sé*, vol. II, pp. 108-115.

¹⁹⁴ *Ibidem*.

¹⁹⁵ ASV, Coll. 179, f. 17v.

¹⁹⁶ *Ibidem*. Cette source recense en particulier son rôle dans la réception des bénéfices lisbonnais du cardinal Gil de Albornoz, lesquelles restèrent en vacance du 24 août 1368, date de sa mort, jusqu'au 17 janvier 1369, lorsque furent promus Domingos Peres da Lourinhã dans son archidiaconat de Lisbonne et Pedro Esteves dans son canonat et dans sa prébende. D'autre part, Pierre Cavalier fut nommé en février 1370 pour recevoir les revenus de la prébende lisbonnaise de l'ancien collecteur Guillaume Piloti; *ibidem*, f. 17-17v, 35v.

¹⁹⁷ J. GLÉNISSON, *Un agent de la Chambre*, p. 98.

¹⁹⁸ En juin 1373, l'évêque, le chapitre et le clergé de Coimbra paient au nom de celle-ci pour la période entre le 17 mai 1372 et le 17 mai 1373. En octobre de cette même année, le chapitre cathédrale de Silves déclare avoir payé 50 *ceitis* d'argent, trois marques et 5 onces et demie d'or pour ce subside au cardinal; TT, *Cabido da Sé de Coimbra*, 2^e incorporation, m. 90, n.º 4316 et A. COSTA, *Monumenta Portugaliae Vaticana*, vol. III/1, p. 158, note 129; ADB, *Gaveta dos Quindénios*, n.º 28.

¹⁹⁹ LCGXI, IV^e année, n.º 33388.

²⁰⁰ LSCGXII (*Étranger*), n.º 2229 (10 octobre 1373).

²⁰¹ *Ibidem*, n.º 1392 (11 janvier 1373).

a fallu pourvoir à la collecte des bénéfices vacants à la curie et des dépouilles des évêques ibériques morts durant le temps de sa mission.²⁰²

Toutefois, ce fut le financement des guerres en Italie qui furent déterminantes dans le passage de Jacobo de Sirano à la Péninsule. En effet, celui-ci fut nommé par Grégoire XI pour recevoir les contributions financières du clergé ibérique *pro relevatione jurium Ecclesiae in partibus Italiae*. En Castille, il devait organiser la collecte de la moitié des 50.000 florins promis lors de la nonciature de Bertrand, cardinal-prêtre de St. Marcellin par le clergé de Castille et de Léon.²⁰³

Au Portugal, ce subside ascenda à 20.000 florins²⁰⁴ et il semble que l'archevêque de Braga et les évêques de Guarda et de Viseu furent contraints à son paiement au moins dès le 30 décembre 1372.²⁰⁵ La parcimonie des sources ne rend pas possible la connaissance sur les modalités de sa collecte. Sans doute, il y eut des résistances, parfois réglés par des compositions avec le clergé local,²⁰⁶ parfois menés à terme dans le cadre des actions judiciaires. Vraisemblablement à cause de l'étendue de ces résistances, Grégoire XI décide finalement de révoquer ces actions judiciaires contre le paiement d'un service de 10.000 florins payable par les ordinaires, les chapitres, les clercs, les maîtres et les autres personnes ecclésiastiques exemptes et non-exemptes des royaumes du Portugal et de l'Algarve, lequel devrait être acquitté à Lisbonne dans les mains du collecteur Folc Perier selon la taxe qui était établie par les autorités apostoliques.²⁰⁷ Malgré que fait que cette somme serait acquittable dans les mêmes modalités que le subside de 20.000 florins lancé par le cardinal de Comminges, il en fut tout autrement. Par exemple, les 1.600 florins qui devraient être acquittés par les personnes ecclésiastiques du diocèse d'Évora en deux tranches furent distribués au prorata des rentes des bénéfices et des biens ecclésiastiques, sans tenir compte de la taxe, en vertu du piètre nombre de bénéfices et d'ecclésiastiques imposables sous cette modalité.²⁰⁸ Pour cela furent dénommés deux chanoines

²⁰² Pour les vacants, A. VASCONCELOS, A. ARAÚJO, *Bulário Bracarense*, n.º 262 (copie du 24 novembre 1373). Le 10 octobre 1373 ce sont les biens de l'évêque de Viseu qui doivent être ramassés par Jacques et par Pedro Cavalerii, désignés alors de nonces apostoliques; Jacobo et Arnaldo de Vernolio doivent aussi collecter les biens réservés de l'évêque de Ségoe par mandat apostolique du 13 mars 1374; *LSCGX* (*Étranger*), n.º 2229, 2531.

²⁰³ *Ibidem*, n.º 1383, 1387 (9 janvier 1373). Une autre lettre de la même journée lui concède la faculté de procéder contre ceux qui porteront injure à lui et à sa *familiae*; *ibidem*, n.º 1388.

²⁰⁴ TT, *Mesa da Consciência e Ordens. Ordem de Santiago/Convento de Palmela, Antiga Coleção Especial*, Documentos Particulares, m. 1, n.º 37 et *Livro dos Copos. Vol. I*, «*Militarium Ordinum Analecta. Fontes para o estudo das Ordens religioso-militares*», 7 (2006), pp. 378-381, n.º 220 (12 septembre 1376); A. VASCONCELOS, A. ARAÚJO, *Bulário Bracarense*, n.º 261 (24 novembre 1373).

²⁰⁵ *LSCGX* (*Étranger*), n.º 1344 (30 décembre 1372).

²⁰⁶ Les autorités apostoliques n'ont pas manqué de se frotter à des compositions locales motivées par motif de pauvreté. Cette dernière est évoquée par l'évêque de Lamego pour remplacer le paiement de ce subside par une contribution de substitution de cent doubles d'or de *pé e terra*, survenue par la guerre entre le roi du Portugal et Henri de Castille et par la mortalité existance dans cet espace ecclésiastique; ASV, *Instrumenta Miscellanea*, n.º 2848.

²⁰⁷ *LSCGX* (*Étranger*), n.º 3194-3195 (1 mars 1375); *Livro dos Copos. Vol. I*, pp. 380-381; *LCGX*, IV^e année, n.º 33388. Cette somme fut finalement fixée en mars 1375.

²⁰⁸ *Livro dos Copos. Vol. I*, p. 381.

qui ont juré et qui ont oeuvré en tant que *taxatores*. Mis à part cet exemple, il faut penser qu'un autre moyen d'acquitter la collecte de ces 10.000 florins passa par le déploiement d'une double décime payable pendant deux ans au mois de mai.²⁰⁹

Pour le cas qui est le nôtre, cette échéance peut aider à expliquer la raison par laquelle la concession de nouvelles décimes n'eut lieu qu'au cours de l'année 1376, une fois terminée la perception des subsides demandés par Grégoire XI. La réussite de cette demande tient lieu probablement à la posture de caractère offensive prise par le roi Ferdinand I^{er} (1367-1383). Du moins, c'est l'esprit avec lequel ses ambassadeurs Martinho Eanes de Zamora, évêque de Silves, l'abbé d'Alcobaça Martinho et Álvaro Gonçalves de Moura ont du poser l'affaire à la Curie. Dans le but d'épauler les désirs du roi lusitanien d'aller contre les ennemis de la Croix, les ambassadeurs sollicitaient un soutien financier — pendant le temps que le pape eut voulu — destiné à protéger le royaume portugais des investies mérinides. La réponse mise par écrit le 2 avril 1376 par la Chancellerie apostolique rejoint les demandes royales.²¹⁰ Suivant la même pratique déjà mise en place dès la fin du règne d'Alphonse IV, la décime alors octroyée — pendant la durée de deux ans — était partagée en parties égales par le roi et la papauté, sous l'exécution de l'évêque d'Évora Martinho et du nonce apostolique Folc Perier, celui même qui venait de s'en charger, l'on se rappelle, d'un des subsides sollicités par Grégoire XI au clergé lusitanien.

Il reste que cette concession a été rapidement renegociée par Ferdinand I^{er}. En évoquant que rien n'avait été recueilli jusqu'alors et que ses dépenses avaient augmentées, il sollicite une nouvelle aide pécuniaire par la voie d'une ambassade dirigée par Lourenço Eanes Fogaça, un ancien clerc devenu officier royal et par Pierre Cavalier, le collecteur apostolique en place au Portugal. Ce dernier, dont les manœuvres au service de la Chambre apostolique pendant cette période s'aperçoivent surtout au niveau de la transmission périodique des fonds de la collectorie à Avignon,²¹¹ deviendra le nouveau co-responsable de la levée de cette décime, en substitution de Folc Perier.²¹² Une portée nettement plus offensive de l'action de la Couronne portugaise y est discernable par l'attention portée sur la dimension de la conquête. Plus que simplement guerroyer contre les adversaires de la foi chrétienne et défendre le royaume, il est énoncée dans cette concession la possibilité de la conquête physique de territoire, une fois que le document prévoyait que des cathédrales soient contruites et que les dîmes soient payées sur les biens

²⁰⁹ Francisco Carvalho CORREIA, *O mosteiro de Santo Tirso, de 978 a 1588. A silhueta de uma entidade projectada no chão de uma história milenária*, Thèse de doctorat, Faculdade de Xeografia e História, Universidade de Santiago de Compostela, 2008, p. 371.

²¹⁰ A. DINIS, *Monumenta Henricina*, vol. I, pp. 247-250; J. MARQUES, *Descobrimentos Portugueses*, vol. 1, pp. 150-154; S. SANTARÉM, *Quadro Elementar*, vol. 9, pp. 377-379.

²¹¹ Nous possédons des informations sur des transferts d'argent en octobre 1375, août 1376 et juillet 1377; A. COSTA, *Monumenta Portugaliae Vaticana*, vol. III/1, pp. 158-159, note 129.

²¹² A. COSTA, *Monumenta Portugaliae Vaticana*, vol. III/1, p. 158, note 129 et TT, *Convento de S. Bento de Avis*, m. 5, n.º 584.

acquis par le biais du droit de conquête.²¹³ Cela contribuerait, sans doute, pour amoindrir la très grande pression fiscale qu'accablait alors le clergé portugais et qui justifierait que le pape interdisit la concession à la Couronne de tout autre subside.²¹⁴

Cette concession fut la dernière imposée par Grégoire XI. Elle l'était encore au moment où la Chrétienté entre dans la période du Grand Schisme.²¹⁵

LE PROCESSUS DE DÉPLOIEMENT ET LES RÉSULTATS

Le transfer de fonds ecclésiastiques et l'empêchement de leur sortie pour rémunérer des actions militaires contre l'Infidèle à l'extérieur constituait seulement deux des faces de la problématique avec laquelle se frottait la Couronne. En effet, l'opérationnalisation de la collecte des décimes appelait à une structure fonctionnelle de perception qui ne s'agençait pas avec les structures financières mise en œuvre par la Monarchie lusitanienne pour ses propres prélèvements.

La Chambre apostolique répondait à ce besoin de recouvrement et d'acheminement des espèces par la mise en place d'une logique engageant divers membres du clergé, appartenant vraisemblablement à deux structures d'insertion distinctes.²¹⁶

D'une part, furent placés au sommet du processus de perception des exécuteurs ou des collecteurs nommés par le pouvoir apostolique. Ceux-ci étaient responsables pour le groupe de souscollecteurs qu'ils choisissaient à leur guise, d'autant qu'ils fussent membres du clergé.²¹⁷ Leur recrutement et les formes de prélèvement semblent obéir à un ensemble de critères qu'il serait important d'énoncer. Ainsi, lors de la perception de 1320 sont nommés pour cette tâche Raymond Ébrard, évêque de Coimbra; Afonso Eanes, évêque de Silves et l'abbé d'Alcobaça.²¹⁸ Au moins deux d'entre eux devaient assister

²¹³ Ce terme reprend les déterminations de la décime de 1341, qui prévoyait que dans les territoires conquis soit érigées des églises séculières, des collégiales et d'autres églises inférieures qui pourraient être fondées par des prélats.

²¹⁴ Le pape sauvegarde tout le même l'hypothèse du corps clérical être tenu au paiement d'un service au roi.

²¹⁵ Cette exaction est encore sous perception en 1379 et 1380; TT, *Mosteiro de Alcobaça*, 2^e inc., m. 94, document dépourvu de numéro (3 juin 1379); m. 2, n. 61 (14 décembre 1379); TT, *Ordem dos Frades Menores. Província de Portugal. Convento de Sta. Clara de Santarém*, m. 12, n.° 840 (17 octobre 1380); A. DINIS, *Monumenta Henricina*, vol. I, pp. 257-258 (13 août 1381).

²¹⁶ C'est possible que la Couronne ait pu influencer cette règle à l'occasion, surtout en ce qui a trait à l'évaluation de la taxation des revenus à imposer. Ainsi, pendant l'année 1344, précisément dans les vèpres d'une nouvelle concession par le pape à Alphonse IV, l'évêque de Lisbonne commissionne l'*almoxarife* [tribunus] Vasco Eanes et les tabellions Martim Eanes et João Eanes pour qu'ils calculent sous serment la valeur des décimes ecclésiastiques et de la Croisade dans la ville de Lisbonne, dans l'Algarve et dans d'autres lieux (ADB, *Colecção Cronológica*, n.° 778).

²¹⁷ Cette obligation est mise de l'avant dans les concessions de 1341, 1345 et 1376.

²¹⁸ A. DINIS, *Monumenta Henricina*, vol. I, pp. 133-134.

à la taxation et à la distribution du subside, lesquelles seraient calculées en fonction des derniers dix ans de rendements de chacun des instituts ecclésiastiques imposés.²¹⁹ En 1341, le dénombrement du collecteur semble avoir été un choix personnel de Benoît XII. Selon de document, Gonçalo Pereira, l'archevêque de Braga en titre, avait la confiance spéciale du pape, ce qui n'est pas sans influencer la décision apostolique.²²⁰ Quatre ans plus tard, la tâche de la collecte est mise sur les épaule de Martinho Afonso de Brito, évêque d'Évora et de João, évêque de Viseu.²²¹ Tout comme ses antecessors, ils pouvaient dénombrer les souscollecteurs. Cependant, ils devaient choisir pour la perception l'un de deux moyens: recueillir la décime de la même façon qu'elles étaient perçues jusqu'à lors ou selon la taxation établie (*taxatio ad decimam*).²²² De plus, le pape autorisait que cette perception se fasse avec la monnaie courante, avec la possibilité de lever des calices, des livres ou tout autre ornement à la suite des prescriptions du concile de Vienne. Une dizaine d'années plus tard, la Chambre mise sur la continuité: tant dans les modalités de cette nouvelle levée, mais aussi dans l'identité des prélats collecteurs, puisque une fois encore furent dénombrés l'archevêque de Braga et les évêques de Évora et de Viseu. De cette triade, seulement le dernier continuait en place. En effet, Gonçalo Pereira avait été remplacé dans l'archevêché par le limousin Guillaume de la Garde, alors que João Afonso, évêque d'Évora, venait d'accéder à ce siège à la suite d'une ambassade au nom du roi portugais.²²³ Cette fois, il leur était permis de choisir le moyen de perception, une fois qu'ils étaient tenus de demander la décime selon la valeur établie ou selon la coutume pour les bénéfices non taxés. Les calices, les livres et d'autres ornements pouvaient être perçus à nouveau, mais pas à titre de gage. Puisque cette décime était partagée, ces mêmes collecteurs ou leurs souscollecteurs devaient remettre la moitié des sommes perçues aux personnes désignées par le pape, dans ce cas précis le nouveau collecteur Guillaume Piloti,²²⁴ tandis que l'autre moitié devait être remise au roi portugais. Finalement, la papauté misait en 1376-1377 sur un tandem de collecteurs formé par Martinho, évêque d'Évora et les nonces apostoliques Folc Perier, chanoine de Cahors (dans le premier cas) et Pierre Cavalier (dans le second cas).

²¹⁹ *Ibidem*, pp. 140-142.

²²⁰ *LSCBXIII*, n° 9142 (30 avril 1341).

²²¹ A. DINIS, *Monumenta Henricina*, vol. I, pp. 221-225; J. MARQUES, *Descobrimentos Portugueses*, vol. 1, p. 85; S. SANTARÉM, *Quadro Elementar*, vol. 9, p. 353.

²²² A. DINIS, *Monumenta Henricina*, vol. I, pp. 217-221; J. MARQUES, *Descobrimentos Portugueses*, vol. 1, p. 83; S. SANTARÉM, *Quadro Elementar*, vol. 9, p. 353. Ce choix n'est pas sans implications sur les moyens de perception, sujet qui mérite une attention bien plus approfondie dans le cadre d'une étude ultérieure.

²²³ Sur leurs parcours, voir Mário FARELO, *Ao serviço da Coroa no século XIV. O Percorso de uma família de Lisboa, os «Nogueiras»*, in Luís KRUS, Luís Filipe OLIVEIRA, João Luís FONTES (eds.), *Lisboa Medieval. Os rostos da Cidade*, Lisboa, Livros Horizonte, 2007, p. 152; *idem*, *Les clercs étrangers au Portugal durant la période de la papauté avignonnaise: un aperçu préliminaire*, «Lusitania Sacra», 22 (2010), p. 108.

²²⁴ *LSCIVI*, n° 1763 (12 octobre 1355).

L'observation de l'identité des collecteurs des décimes levées au Portugal entre les règnes des rois Denis et Ferdinand permet dégager un profil dudit responsable: un membre de l'épiscopat portugais bénéficiant des relations privilégiées à la curie et ayant très souvent de l'expérience de la levée de rendements au profit de la Chambre apostolique. Cela est assez visible dans les parcours de Raymond Ebrard, de l'archêveque de Braga Gonçalo Pereira et même de Martinho, l'évêque d'Évora en 1376-1377: le premier par les fonctions qu'il exerça au nom de la Chambre apostolique,²²⁵ le second par la mainmise qu'il exerça sur les affaires caméaux au Portugais pendant les décennies 1330 et 1340²²⁶ et le troisième par leur séjour antérieur à la Curie.²²⁷ Seulement en 1376-1377 nous assistons à une certaine innovation sur la question, alors que sont dénombrés les collecteurs apostoliques en titre. Bien entendu, certains de ces collecteurs détenaient des relations privilégiées avec la Couronne. Le cas le plus évident demeure celui de Afonso Eanes, l'évêque de Silves qui oriente la levée de 1320 et qui fut un ancien officier de Denis.²²⁸ Cette même appartenance à la bureaucratie royale se détecte dans les parcours des évêques d'Évora Martinho Afonso de Brito et de João Afonso.²²⁹ Cette double appartenance est tout à fait logique, une fois qu'aussi bien la papauté que le roi lusitanien détenaient des intérêts dans ces processus de prélèvement.

Par la suite, les collecteurs déléguaient la perception elle-même sur une organique déjà en place, centrée sur le diocèse et sur la figure du souscollecteur, en général un membre du chapitre cathédral respectif, dont il est possible de connaître l'identité pendant les six tranches qui dura la levée de la décime de 1329-1331, la première débutant la fête de Saint André de 1329 (30 nov) et la dernière s'achevant deux ans plus tard à l'Ascension, c'est-à-dire le 9 mai 1331 (Tableau 2).

²²⁵ M. FARELO, *Les clercs étrangers*, p. 109, note 119.

²²⁶ A. DINIS, *Monumenta Henricina*, vol. I, pp. 78-86; Maria Helena da Cruz COELHO, *O arcebispo D. Gonçalo Pereira: um querer, um agir*, in *IX Centenário da Dedicção da Sé de Braga. Actas do Congresso Internacional*, vol. II/1, Braga, Universidade Católica Portuguesa-Cabido Metropolitano e Primacial de Braga, 1990, pp. 389-463.

²²⁷ M. FARELO, *La représentation*, p. 745, note 92.

²²⁸ Mário FARELO, Ana Filipa ROLDÃO, André Evangelista MARQUES, *Les clercs dans l'administration dionysienne (1279-1325)*, in *Carreiras eclesiásticas no Ocidente Cristão*, Lisboa, Centre de estudos de História Religiosa da Universidade Católica Portuguesa, 2007, p. 293, n.º 2.

²²⁹ M. FARELO, *Ao serviço da Coroa*, p. 165, note 114.

Tableau 2

Les souscollecteurs de la décime de 1329-1331 au Portugal

Diocèse	Première année		Deuxième année		Troisième année		Source
	Premier paiement	Second paiement	Premier paiement	Second paiement	Premier paiement	Second paiement	
Tui	Pedro de Layas/Lagea, presbytère						<i>Coll.</i> 112, f. 63v, 117
Braga	Gonçalo Martins, portionnaire de Braga				Gonçalo Martins, portionnaire de Braga		<i>Coll.</i> 112, f. 63
Porto	João Pestana, presbytère						<i>Coll.</i> 112, f. 64, 111
Lamego	Garcia Gonçalves, frère de Francisco Gonçalves, chantre de Lamego			Lourenço Fernandes, doyen de Lamego et le trésorier de Lamego	Martinho Botelho		<i>Coll.</i> 112, f. 69 SARAI-VA, <i>A Sé de Lamego</i> , I, pp. 18, 251-252; <i>coll.</i> 112, f. 106, 110, 111v, 115, 120v-121
Viseu	Domingos Pais, chanoine de Viseu, nommé par le chapitre	Estêvão Domingues, chanoine de Viseu	Pedro Vicente, chanoine de Viseu	Miguel Vivas Miguel Esteves, presbytères, nommés par le chapitre	Martinho Mendes, sous collecteur	Sebastião Martins	<i>Coll.</i> 112, f. 68v, 106, 119v-120
Guarda	João Domingues, sous-collecteur			Miguel Peres, presbyter	Domingos Eanes Gonçalo Moro		<i>Coll.</i> 112, f. 106, 110, 111, 118v-119

Cidade Rodrigo	<i>Maître Geraldo Regafredi, archidiaacre de Seia, assigna au nom de l'évêque de cidade Rodrigo</i>						Coll. 112, f. 77v
Coimbra	João Molinerii, vicaire de l'évêque de Coimbra Geraldo Ponces, sous-collecteur dans archidiaconé de Seia	Francisco Afonso, prieur Ste Juste de Coimbra					Martin, 136; BNL, <i>Colecção de Pergaminhos</i> , Série Preta, n. 55, Anísio; <i>Coll.</i> 112, f. 64v-68, 121
Lisbonne	†Pedro Fernandes, portionnaire de Lisbonne †Martim Marecos, chanoine de Lisbonne	Afonso Rodrigues, souscollecteur					Coll. 112, f. 72, 82-83, 117, 117-117v, 122, Martin, 143
Évora	†Pedro de Fumone, trésorier d'Évora	<i>Pedro de Fumone, trésorier d'Évora</i>	<i>Pedro de Fumone, trésorier d'Évora</i>	<i>Pedro de Fumone, trésorier d'Évora</i>	Lourenço Eanes, João Domingues Vasco Esteves, souscollecteurs		Coll. 112, f. 77v, 83, 117v, 118
Silves	Archidiaacre de Silves				<i>Francisco de Sosa</i>	<i>Francisco de Sosa</i>	Coll. 112, f. 77v, 122

Ces données montrent que les conditions de perception varièrent selon les différences conjonctures existantes sur chacun des diocèses. Ainsi, il faut penser que le dénombrement du souscollecteur pourrait avoir lieu pendant toute la durée de la perception. Il reste que cet objectif ne s'effectiva que dans les cas des diocèses

septentrionales de Tui et de Porto où les souscollecteurs restèrent en place pendant les trois ans de prélèvement. Le plus souvent, ceux qui ont initié la perception en 1329 restèrent en place une année (Garcia Gonçalves à Lamego, João Molinerii et Geraldo Ponces à Coimbra) ou un an et demi (Gonçalo Martins à Braga, João Domingues à Guarda, Pedro Fernandes et Martim Marecos).²³⁰ Au moins dans deux des cas, nous savons que la cause du changement en fut le décès des souscollecteurs en place. Le seul cas dissonant demeure donc celui de Viseu où un clerc différent, le plus souvent membre du chapitre cathédral, oeuvra dans chacune des tranches. Cette exception reside bien entendu dans les problèmes entourant l'élection du nouvel évêque Miguel Vivas (un homonyme du souscollecteur mentionné dans le tableau), ce qui motiva la nomination des souscollecteurs par l'entité capitulaire respective.

La collecte de la décime quadriennale de 1355 sembla suivre la même façon de faire. Pour le cas le mieux connu, celui du diocèse de Lisbonne, cette charge a été remplie par l'évêque Thibaud de Castillon, dans la qualité de souscollecteur²³¹ et de «souscollecteur délégué dans cette diocese et ville par autorité apostolique pour la collecte des décimes réservée par Innocent VI [en faveur] d'Alphonse IV»²³² et de *misser* Bernard, «receveur des deniers de la décime que le pape devait avoir des églises dudit évêché au nom de l'évêque [de Lisbonne]».²³³ La nomination de ce tandem n'est pas sans relation avec la prépondérance que l'élément étranger prenait alors dans le diocèse et, plus particulièrement, dans le chapitre cathédral lisbonnais.²³⁴ La mort de l'évêque dita finalement leur substitution par un tandem lusitanien dirigé par Estêvão Martins, chanoine de Lisbonne qui s'enchargera de la troisième année de perception dans le diocèse lisbonnais²³⁵ avec Pedro Fernandes, «receveur des deniers des décimes du pape que le roi recevait».²³⁶

Par ailleurs, la Chambre continua à privilégier l'action de nonces collecteurs *ad hoc* que restaient dans le royaume le temps suffisant pour l'accomplissement de leur mission, généralement liée au recouvrement d'un ou de plusieurs droits extraordinaires dus à la Chambre. Guillaume de Bos au début des années 1330 et Jean Garrigue pendant la deuxième moitié des années 1350 représentent ainsi cette autre structure qui, en quelque sorte, s'agence avec les réseaux diocésains mis en place. Des officiers caméraux au pouvoir étendu, c'était eux qui prenaient

²³⁰ La seule exception fut le cas de Silves, où l'archidiacre collecta les décimes pendant les deux premières années. Il semble que Pedro de Fumone collecta la décime à Évora pendant cette même période, bien que la source utilisée ne permet pas de trancher la question.

²³¹ TT, *Convento de Chelas*, m. 57, n.° 1137 (décembre 1355).

²³² TT, *Mosteiro de Alcobaça*, 2^a inc., m. 91, n.° 29 (avril 1356).

²³³ TT, *Colegiada de Sta. Maria de Obidos*, m. 15, n.° 281 (5 janvier 1356). Il est fort probable que ce *misser* Bertrand puisse s'identifier avec Bernard d'Augoulême, *domicello* du diocèse de Cahors qui avait été envoyé vers la même époque par Innocent VI aux royaumes de Castille, de León et du Portugal; *LSCIV*, n.° 2459 (27 octobre 1356).

²³⁴ Voir M. FARELO, *O Cabido da Sé*, vol. I, pp. 85-90.

²³⁵ TT, *Convento de Chelas*, m. 56, n.° 1112 (9 novembre 1357); TT, *Colegiada de S. Miguel de Torres Vedras*, m. 5, n.° 86 (17 avril 1358); TT, *Convento de Chelas*, m. 28, n.° 552 (5 juin 1358).

²³⁶ TT, *Ordem dos Frades Menores. Província de Portugal. Convento de Sta. Clara de Santarém*, m. 12, n.° 845 (7 avril 1359). Sur ce document il ne subsiste plus que son résumé lancé sur la pochette qui protégeait le parchemin.

en charge le processus de la perception, soit en recevant les sommes perçues et en donnant quittance au collecteur, soit en assumant eux-mêmes la responsabilité de la mise en place des moyen de transfert à Avignon des montants à la suite des contacts effectués le plus souvent à Lisbonne avec des marchands cahorsins ou méridionaux. Pour cela, ils pouvaient compter sur l'organisation collecteur/sous-collecteur déjà mise en place, tout comme le personnel, toujours peu nombreux, qu'ils amenaient avec eux. Parfois, certainement associée à des moments de crise, cette logique de fonctionnement se doublait d'une autre, ayant à leur tête la figure d'un agent curiale appelé le plus souvent «commissaire» avec juridiction sur les agents ordinaires de la collectorie.

Avant l'implantation du collecteur permanent au Portugal pendant le pontificat de Clément VI, la structure des «collecteurs» apostoliques déployée au Portugal pendant les décennies 1310 et 1320 fut dirigée par des membres de la famille des Ébrard qui avaient simultanément la mainmise sur le siège cathédral de Coimbra. Parfois ceux-ci furent épaulés par des nonces apostoliques qui, pendant des périodes précises, ne dépassant généralement pas les deux ou trois ans, assumaient la direction des prélèvements apostoliques au Portugal. La levée de 1329-1330 nous permet une fois de plus de suivre ces différentes structures à l'œuvre. De façon très succincte, le nonce apostolique Guillaume de Bos misa sur la structure «permanente» que la Chambre maintenait sur place autour des Ébrard. En effet, cette perception se fera en syntonie entre Guillaume de Bos et l'évêque de Coimbra, Raymond Ébrard II.

Évêque dès 1324 à la suite d'une nomination pontificale, ce dernier semble avoir agi *in remotis* pendant les premiers années de son épiscopat.²³⁷ Cela peut expliquer la raison par laquelle son rôle de nonce et de collecteur envoyé par le Saint Siège pour la collecte des décimes dans le royaume portugais ne se détecte dans la documentation qu'après 1330, probablement à la suite de sa venue au Portugal avec le propre Guillaume de Bos. Ce travail en équipe est assumé tout de suite par les deux officiers apostoliques, puisque c'est en leur nom que la publication de leur tâche est effectuée aux ordinaires de Braga, de Lisbonne, de Porto, de Viseu, de Guarda, de Lamego, de Tui, de Cidade Rodrigo et de Badajoz.²³⁸ Leur besogne se poursuivra sur le terrain.

Bien que nous sachions par les comptes d'un collecteur postérieur que l'évêque a effectué lui-même une partie du travail de perception chez les sous-

²³⁷ Il paye lui-même à la Chambre le 27 avril 1326 une partie de ses menus services. A la fin de l'année suivante il est dit *in remotis agentis* lorsque l'évêque de Badajoz injoint Pedro Sanches, archidiacre de Viseu et vicaire-général dans le temporel et dans le spirituel de Raymond, de consacrer l'autel que la reine-mère Isabelle possède dans la chapelle de l'hôpital qu'elle manda construire dans son palais à Coimbra; Maria do Rosário MORUJÃO, *La famille d'Ébrard et le clergé de Coimbra aux XIII^e et XIV^e siècles*, in *A Igreja e o Clero Português no Contexto Europeu/The Church and the Portuguese Clergy in the European Context*, Lisboa, Centro de Estudos de História Religiosa-Universidade Católica Portuguesa, 2005, p. 86.

²³⁸ TT, *Cabido da Sé de Coimbra*, 2^e incorporation, m. 53, n.º 2083. Une quittance les sommes versées à ce titre au trésor pontifical, datée du 21 novembre 1331, mentionne tant Guillaume de Bos que Raymond, évêque de Coimbra; E. GÖLLER, *Die Einnahmen (Johann XXII)*, p. 636.

collecteurs diocésains,²³⁹ ces même comptes, ainsi que d'autres documents, nous montrent que l'évêque chargea trois hommes de sa maison pour le travail de déplacement, d'obtention et du transport des espèces qui leur étaient confiées par les souscollecteurs diocésains ou leurs représentants.

Le premier que nous voyons à l'œuvre, c'est maître Geraldo Regafredi. Il est en compagnie de Guillaume de Bos lorsque celui-ci est en train de procéder à la collecte des décimes des institutions ecclésiastiques du diocèse de Lamego à la fin de cette même année.²⁴⁰ Geraldo restera en place pendant tout le restant de la durée de l'épiscopat de son maître et même au-delà. Motivé par les très nombreuses négoes pontificales qu'accablaient l'évêque de Coimbra,²⁴¹ ce dernier y a joint à la tâche, à partir du mois de juin 1332, Sancho Peres, alors prieur de St. Jean de Sepiis et portionnaire de la collégiale de St. Jean de Coimbra.²⁴² Celui-ci exercera également une activité de perception centrée dans les diocèses de Lamego, Viseu et Guarda.²⁴³ Le troisième agent de Raymond fut son majordome, Estêvão Peres, lequel eut une géographie d'actuation très large, puisqu'il a collecté les décimes de Tui, de Braga, du Porto, de Lamego, de Viseu et de Guarda.²⁴⁴ Ce seront ces agents qui procéderont au gros de la perception des droits apostoliques au Portugal après le départ de Guillaume de Bos à la Curie à la fin de 1331 et la mort de l'évêque de Coimbra à Avignon, située par l'obituaire de la cathédrale de Coimbra (*Livro das Kalendas*) le 17 juillet 1333.²⁴⁵

Il reste à évaluer l'étendue et l'efficacité du travail des percepteurs. Une fois de plus nous allons restreindre l'analyse aux deux cas les mieux documentés : les levées de 1329-1331 et de 1356-1360. Tout d'abord, les comptes conservés

²³⁹ ASV, *Coll.* 112, f. 116v-118v.

²⁴⁰ Biblioteca Nacional de Portugal, *Colecção de Pergaminhos*, Série Preta, n.º 55; ASV, *Coll.*, n. 112, f. 69-71v (1330, Dez. 4). Les comptes déjà mentionnés font état de ce même travail aussi dans les diocèses limitrophes de Viseu et Guarda; ASV, *Coll.* 112, f. 118v-119v, 120v. Son parcours bénéficia a été établi dans M. FARELO, *Les clercs étrangers*, p. 121, note 208.

²⁴¹ Une d'entre elles était la collecte et le postérieur transfert à la Chambre des fruits d'une prébende au chapitre de Lisbonne ordonnée par lettre du 13 mai 1332. Cette prébende avait été réservée par le pape après la mort de Raymond Ayméric et avant que Guido de Navarre, clerc du diocèse de Limoges, n'ait pas voulu en prendre possession; ASV, *Instrumenta Miscellanea*, n.º 1213. Il subsiste d'autres documents concernant cette question, recensés dans M. FARELO, *Les clercs étrangers*, p. 143, note 386.

²⁴² Ces informations sont puisées dans la lettre de sa nomination, datée le Coimbra du 16 juin 1332 et aujourd'hui conservée aux Archives Vaticanes; ASV, *Instrumenta Miscellanea*, n.º 2601. La documentation gratuite de Jean XXII montre qu'il était originaire du diocèse de Saragosse et qu'il était déjà portionnaire de l'église de St. Jean de Almedina à Coimbra au moment où il obtint du pape, le 23 avril 1327, une grâce expectative d'un bénéfice à la collation de l'évêque et du chapitre, même si celui-ci s'avérait être un demi-canoniat à la cathédrale coimbraise. Le 21 août 1329 il obtient, par cette même voie, une autre grâce expectative mentionnant expressément le demi-canoniat dans la cathédrale de Coimbra à la collation de l'évêque et du chapitre; *LCJXXII*, n.º 28507, 46057. Les comptes déjà mentionnés confirment leur qualité de prieur de St. Jean de Sepiis; ASV, *Coll.* 112, f. 121.

²⁴³ ASV, *Coll.* 112, f. 118v-119v, 120v.

²⁴⁴ *Ibidem*, f. 116v-117, 118v-119v, 120v.

²⁴⁵ M. MORUJÃO, *La famille d'Ébrard*, pp. 81 et 86. Même si le nonce apostolique n'était plus au Portugal, les souscollecteurs laissés en place œuvraient toujours en son nom, comme l'atteste le cas de Gonçalo Martins, portionnaire de Braga, qui donne quittance à l'archevêque le 26 mai 1332 des mille livres que celui-ci paya en relations avec la décime de cette année; ADB, *Gaveta dos Quindénios e Décimas*, n.º 15.

détaillent les montants théoriques que les collecteurs devaient percevoir, lesquels peuvent être mis en relation avec les sommes déclarés par la *Taxatio* de 1320 (Tableau 3).²⁴⁶

Tableau 3

Les montants de décime à percevoir selon les taxations

Diocèse	Somme prévue par la <i>taxatio</i> de 1320	Somme de la levée de 1329-1331 (Coll. 112)		Somme de la levée de 1356-1360 (Arm. 33, vol. 20)	
		Somme annuelle prévue	Relation par rapport à la <i>taxatio</i> 1320	Somme annuelle prévue	Relation par rapport à la <i>taxatio</i> 1320
Braga	145975 lb e 1/2	14826 lb 1 s	10 %	14764 lb 7 s	10 %
Tui	22012 lb	2232 lb 5 s 6 d	10 %	2267 lb	10 %
Porto	58996lb 3 s	5849 lb 16 s	10 %	5881b 19 s	10 %
Coimbra	79980 lb	8664 lb 14 s.	11 %	7798 lb 16 s.	10 %
Viseu	31300 lb	3193 lb	10 %	3192 lb	10 %
Lamego	33492 lb	3588 lb 14 s	11 %	3444 lb 2 s	10 %
Lisbonne	120642 lb	13551 lb 15 s 6 d	11 %	10832 lb 2 s	9 %
Guarda	29084 lb	2957 lb 6 s 6 d	10 %	2465 lb 19 s 6 d	8 %
Évora	63151 lb.	6484 lb 7 s 10 d	10 %	3943 lb 9 s 3 d	6 %
Silves	9862 lb.	986 lb 4 s	10 %	671 lb	7 %
Badajoz	1275 lb.	-	-	-	-
Cidade Rodrigo	3457 lb	320 lb	9 %	-	-

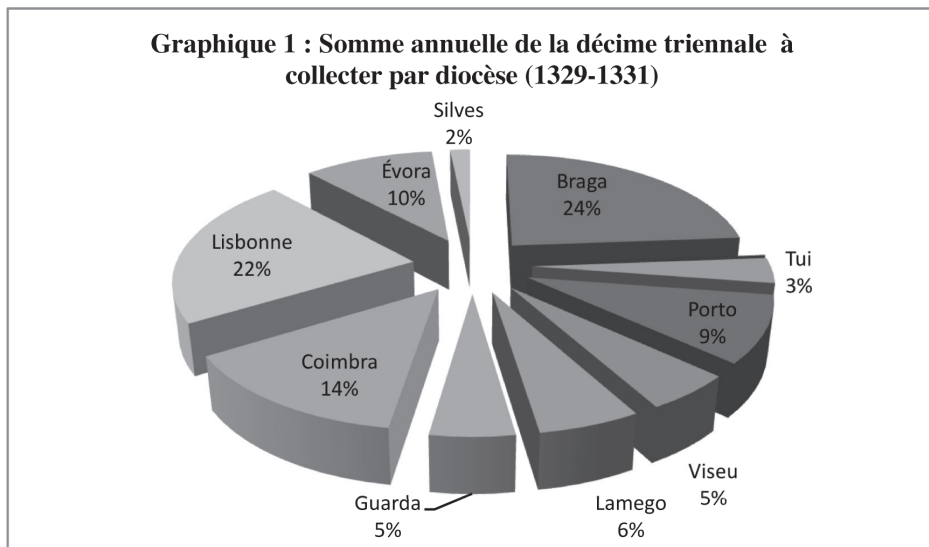
Lancées à un quart de siècle de différence, les valeurs de ces décimes semblent avoir été calculés sur la base d'une probable actualisation faite à la *taxatio* réalisée en 1320-1321 sous l'ordre de Jean XXII.²⁴⁷ Dans l'impossibilité d'ef-

²⁴⁶ Les valeurs mentionnées pour la décime de 1355 n'incluent ni les églises des ordres ni les bénéfices que les cardinaux détenaient au Portugal, lesquels étaient nommément exclus de cette imposition.

²⁴⁷ Celle-ci fut objet de transcription récente par S. BOISSELLIER, *Registres fiscaux*. À la fin du registre de chaque diocèse, il est énoncé deux sommes totales. L'une, en latin, qui devra correspondre au total de la taxation

fectuer une comparaison en règle entre les trois documents, un simple calcul montre que les sommes théoriques à percevoir pour chaque diocèse correspondent *grosso modo* à 10% des montants avancés pour chaque diocèse dans la taxation de 1320. Cela veut dire que la valeur de la taxation de 1320, ici dans sa version actualisée, est prise en tant qu'une valeur globale. Sans que cela puisse révéler les rendements totaux desdites églises, la somme réellement imposée et demandée correspondait à 1/10 de cette même valeur, quoiqu'elle puisse valoir.²⁴⁸

Ces chiffres permettent également de calculer la distribution de l'imposition. Il ne s'agit pas d'évaluer la richesse de chacune de ces diocèses, mais bien montrer seulement que ces diocèses contiennent des bénéfices qui sont plus au moins imposés, d'où se dégage trois palliers d'imposition (Graphiques 1 et 2).²⁴⁹

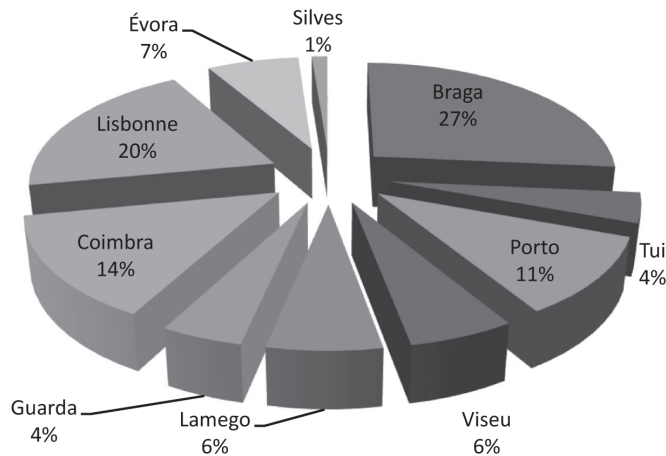


em 1320 et l'autre, en portugais, qui devrait correspondre à cette actualisation. C'est cette dernière que nous avons utilisé dans l'élaboration du tableau 3.

²⁴⁸ Pour les historiens, cette taxation correspond à la valeur des revenus gérés par le bénéfice toutes les charges déduites; C. SAMARAN, G. MOLLAT, *La fiscalité pontificale*, p. 13; J. FAVIER, *Temporels ecclésiastiques*, pp. 103-105.

²⁴⁹ En effet, comme souligné judicieusement par Manuel Sánchez Martínez, la décime n'était pas le dixième pris sur le revenu brut, mais bien sur la dixième partie de la taxe, ce qui veut dire que la multiplication par dix de la valeur de la *taxatio* ne permet pas de recouvrir le total des revenus d'un bénéfice ecclésiastique; M. SÁNCHEZ MARTÍNEZ, *Fiscalidad pontificia*, p. 1280.

Graphique 2 : Somme annuelle de la décime quadriennale à collecter par diocèse (1356-1360)

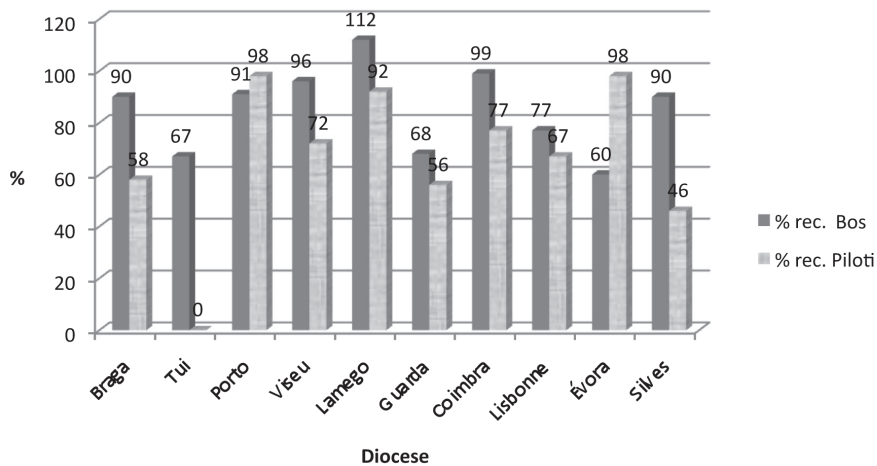


Au sommet, l'archidiocèse de Braga et le diocèse de Lisbonne qui fournissent au moins 20% des sommes totales imposées dans les deux levées. Dans le premier cas, il s'agit de la diocèse avec le plus d'instituts ecclésiastiques, tandis que la seconde comporte un très grand nombre de collégiales aux rendements élevés.²⁵⁰ Ensuite se placent des diocèses de Coimbra et de Porto, ici valant entre les 10-20% de l'imposition totale. Finalement, se situent les diocèses qui possèdent moins de bénéfices imposables et qui, à cause de leur caractère périphérique, suscitent moins de convoitises de la part des pouvoirs établis.

En dernier lieu, le travail du collecteur peut-être envisagé d'après la efficacité avec laquelle il a rempli sa fonction. Les valeurs ici mis en évidence autorisent une telle étude, sans insister toutefois sur la chronologie et sur toutes les péripécies associées à cette perception (Graphique 3).

²⁵⁰ Pour les preuves, voir S. BOISSELLIER, *Registres fiscaux*, pp. 91-119 et 145-153.

Graphique 3 : Proportion de la décime recueillie par les collecteurs apostoliques Guillaume de Bos (1329-1331) et Guillaume Piloti (1356-1360)



En termes globaux, il est possible affirmer que, tant Guillaume de Bos que Guillaume Piloti, ont recueilli presque toujours plus de la moitié des fonds que la *taxatio* déterminait de façon théorique.²⁵¹ En réalité, les proportions arrivent très souvent aux environs des cent pourcent, ce qui témoignent de la très grande efficacité du système mis en place par la papauté. Même si, en termes généraux, le collecteur *ad hoc* qui fut Guillaume de Bos semble avoir été plus compétent que le collecteur permanent Guillaume Piloti, le fait demeure que ces chiffres illustrent un véritable engagement dans leur travail et une efficacité remarquée, d'autant plus que les clercs de la Chambre apostolique veillaient au grain.²⁵²

Il n'en fallait pas moins, car les enjeux étaient de taille.

²⁵¹ Sans que nous possédons des informations sur le cas d'Évora, l'absence de perception dans le diocèse de Tui lors de la levée de 1355 s'explique par une erreur technique. En fait, la publication du procès de perception devant les autorités du diocèse ne fut pas effectuée, empêchant la mise en œuvre de tout le processus de perception. Par ailleurs, les plus de 100% vérifiés à Lamego se rapportent au fait que le collecteur perçut des arrérages.

²⁵² Le manque de condescendance et la rigueur que les clercs de la Chambre exercent sur la prestation des comptes des collecteurs est soulignée par divers auteurs. Voir, par exemple, Peter LINEHAN, *The Church, the economy and the Reconquista in early fourteenth century Castille*, «Revista Española de Teología», 43/2 (1983), pp. 275-303.

LES JUSTIFICATIONS

Désignées à partir de la décennie 1340 en tant que l'archétype des bulles de Croisade, les termes de ces transferts sont normalement glosés dans les sens de rendre évident un projet de nationalisation de la Croisade ou même une intention claire d'expansion ultramarine pensée par la Couronne portugaise. Pour notre part, ces documents acquièrent un nouveau significat à la lumière de la contamination du projet universel de la promotion de la foi et de l'orthodoxie chrétienne encimée par la papauté par le biais les projets de «Croisade» régionaux déployés par les pouvoirs souverains de la Chrétienté Occidentale.

En effet, la suite de ces concessions et de ces ratées peut aussi laisser entendre que la prise de la croix et le combat de l'Infidèle, tout en paraissant œuvre de pénitence,²⁵³ c'était aussi un enjeu économique important. Il faut même se demander même si ce n'est pas la deuxième à faire déployer la première. Celle-ci est du moins l'opinion du collecteur au Portugal en 1328, témoignage encore vue par Garampi, mais malheureusement perdue depuis. Selon ledit collecteur, Alphonse IV a mis en scène en guerre fictive contre l'Infidèle, de façon à pouvoir retenir les décimes que le pape lui avait concédées.²⁵⁴

Tout de même, par des justifications avouées ou voilées, elles rendent compte d'une même cohérence, généralement liée à la vertu sacrée de la royauté en tant que défenseur de l'orthodoxie. Le roi devient l'instrument des volontés apostoliques, rendant tout à fait naturel que l'onus de la matérialité de son action ne retombe pas seulement sur les finances ordinaires, liées au gouvernement de l'État, mais qu'elle soit bel et bien assurée par des revenus apostoliques que sont opportunément transférés vers eux.

Par ailleurs, en concédant l'opérationnalité de la croisade aux pouvoirs souverains, le pape cherche à maintenir son projet universel, en élevant ces croisades «régionales» au niveau de celles qui avaient pour objectif la libération de Jérusalem.²⁵⁵ Significativement, la bulle concédée par Benoît XII en 1341 prévoyait expressément la prédication de la Croisade par l'archevêque de Braga et les autres figures ecclésiastiques séculières et régulières, ainsi que la concession d'indulgences comme celles qui avait coutume de se concéder à tous ceux qui allaient à la récupération de la Terre Sainte.²⁵⁶

Ce *modus faciendi* ne manque pas de mettre en perspective la possibilité d'une contamination des propos de chacune des parties, comme rappela Luís Filipe Oliveira.²⁵⁷ En premier lieu, le désir de la Couronne lusitanienne à revendiquer

²⁵³ A. DINIS, *Monumenta Henricina*, vol. I, pp. 33-34.

²⁵⁴ *LCJXXII*, n.º 42497.

²⁵⁵ Par exemple, Clément V élève la croisade ibérique des années 1309-1310 au même rang du passage organisé à la même époque par les Hôpitaliers.

²⁵⁶ Mário FARELO, *Pro defensione*, p. 140, note 113.

²⁵⁷ Luís Filipe OLIVEIRA, *A coroa, os mestres e os comendadores: as ordens militares de avis e de Santiago, 1330-1449*, Faro, Universidade do Algarve, 2009, p. 521.

pour soi-même un projet d'affirmation régionale, transforme ce dernier dans une partie importante d'un programme universel, à l'instar de l'universalité que la papauté réclame par le biais du projet de croisade, dans lequel la Monarchie elle-même participe. L'action royale est paradigmatique à ce chapitre. En nous remettant seulement aux arguments fiscaux, il est visible la préoccupation des monarques en assurer que les revenus ecclésiastiques ne sortaient pas du royaume afin de maintenir d'autres projets similaires, inclusivement ceux appuyés par le pouvoir pontifical. Tels projets seraient alors aperçus en tant que concurrents de la volonté royale, ce qui justifie des réponses parfois incisives de la part d'Alphonse VI. Pensons, comme l'on a vu, au refus de permettre l'envoi à l'étranger des décimes pour la Terre Sainte de 1333-1334 ou lorsque, de manière récurrente, il empêcha le transfert des subsides annuels que le prieur et les commandeurs portugais de l'Ordre de l'Hôpital envoyaient au Maître de Rhodes.

En outre, ces exemples suggèrent que le succès de cette appropriation idéologique et pratique d'un projet d'action universelle par les Couronnes occidentales ne pouvait pas se faire sans la limitation du pouvoir pontifical sur ses espaces. Les dépouilles épiscopales et archiepiscopales que les officiers royaux prennent constamment avant l'arrivée des envoyés apostoliques, la création du droit de regard au cours du règne d'Alphonse IV ou même la limitation de la provision des bénéfices ecclésiastiques par les étrangers peuvent constituer des exemples probants à cet effet. Ce dernier exemple est particulièrement fécond, à la lumière de l'argumentation mise en avant par les procureurs castillan et portugais lors de la demande ratée de 1329-1330. À cet égard, la justification pour que les bénéfices ecclésiastiques y situés ne soient pas concédée aux étrangers, ce n'est pas, comme l'on pourrait penser à première vue, la langue ou la nationalité, mais plutôt le fait que ces étrangers «ni par zèle de la foi ni par quelque autre dévotion n'était pas portés à la guerre», au contraire des prélats autochtones «chauffés par l'amour de la foi et souvenus du sang versé par leurs aïeux, allaient à la guerre et rémunéraient des soldats et d'autres gens, faisant en outre de nombreux autres services à leurs rois»²⁵⁸

En résumé, les décimes ici envisagées de façon globale constituent une dimension majeure dans les relations entre le royaume du Portugal et la papauté avignonnaise. Enjeux majeur du point de vue économique et financier, il faut vérifier si les données ici abordées à la lumière de la fiscalité permettent d'appliquer ce modèle explicatif aux restants dynamiques sociopolitiques agissant dans le royaume. Son éventuelle confirmation indiquerait l'existence d'un projet conscient, durable et global de l'affirmation portugaise dans le monde, définisseur de stratégies politiques internes et externes, lequel pourrait s'avérer une clé de lecture importante pour la compréhension de l'histoire du Portugal à la fin du Moyen Âge.

²⁵⁸ J. MARQUES, *Descobrimentos Portugueses*, vol. 1, p. 51.